

**SELARL BRITANNIA**  
**Avocats**  
**15, Rue Boussingault**  
**29200 Brest**  
**Tél. 02 98 46 70 70 – FAX. 02 98 43 64 90**  
**Email : britannia@avocatline.com**

## **CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE**

**1<sup>ère</sup> partie : conditions particulières**

**2<sup>ème</sup> partie : cahier normalisé des conditions de vente sur  
saisie immobilière établi par le Conseil National des  
Barreaux (décision n°2018-002 portant modification de  
l'article 12.2 du RIN)**

### **CREANCIER POURSUIVANT :**

La société par actions simplifiées **ENTREPRISE TALEC**, SAS au capital de 38.400,00 € immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BREST sous le n°326 224 458, dont le siège est situé 81 Kréac'h Losked à PLOUGUERNEAU (29880), agissant poursuites et diligences de son Président du Conseil d'Administration domicilié en cette qualité audit siège.

### **SAISIS**

La société à responsabilité limitée **ELORN FONCIER**, SARL au capital de 7.500,00 € immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BREST sous le n°501 159 396, dont le siège social est situé 75 rue du 19 mars 1962, ZI de Bel Air à LANDERNEAU (29800), prise en la personne de son gérant, Monsieur Eric MONNIER domicilié en cette qualité audit siège.

Audience d'orientation du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de BREST, Quai Ouest, 150 rue Ernest Hemingway à BREST (29200) le :

**MARDI VINGT-ET-UN SEPTEMBRE DEUX MILLE VINGT-ET-UN**  
**A QUATORZE HEURES**  
**(Mardi 21 septembre 2021 à 14h00)**

## DESCRIPTION

### LOT UNIQUE :

En la commune de TREMAOUEZAN (29800), Lotissement « *Les Courlis* », deux parcelles dont une constructible et **une servant d'accès à toutes les parcelles du lotissement.**

**MISE A PRIX : 18.000,00 €**

### PROCÉDURE DE SAISIE :

*Saisie immobilière à l'encontre de :*

La société à responsabilité limitée **ELORN FONCIER**, SARL au capital de 7.500,00 € immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BREST sous le n°501 159 396, dont le siège social est situé 75 rue du 19 mars 1962, ZI de Bel Air à LANDERNEAU (29800), prise en la personne de son gérant, Monsieur Eric MONNIER domicilié en cette qualité audit siège.

*Aux requête, poursuites et diligences de :*

La société par actions simplifiées **ENTREPRISE TALEC**, SAS au capital de 38.400,00 € immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BREST sous le n°326 224 458, dont le siège est situé 81 Kréac'h Losked à PLOUGUERNEAU (29880), agissant poursuites et diligences de son Président du Conseil d'Administration domicilié en cette qualité audit siège.

Pour qui domicile est élu à BREST (29200), 15 rue Boussingault, au cabinet de la SELARL BRITANNIA, représentée par Maître Cyril LAURENT, téléphone 02.98.46.70.70., mail [britannia@avocatline.fr](mailto:britannia@avocatline.fr), Avocats au Barreau de BREST, laquelle se constitue sur la présente poursuite de vente.

Suivant commandement du ministère de la SELARL ACTIAJURIS, Huissiers de Justice à BREST (29200), 5 rue Colbert, en date du 2 avril 2021,

*En vertu et pour l'exécution de :*

D'un Jugement réputé contradictoire en premier ressort rendu par le Tribunal de Commerce de BREST en date du 25 septembre 2020, signifié le 12 novembre 2020.

*Pour avoir paiement de la somme de :*

Principal.....	18.934,30 €
Intérêts au taux légal sur 18.934,30 € du 24.09.2019 au 05.03.2021 avec majoration de 5 points à compter du 26.11.2020 au 05.03.2021.....	492,60 €
Intérêts au taux légal majoré à compter du 06.03.2021.....	MEMOIRE
Article 700 NCPC.....	2.000,00 €
Frais d'assignation.....	69,75 €
Frais de citation à comparaître.....	92,97 €
Frais de signification de Jugement.....	110,99 €
Droit de plaidoirie.....	13,00 €
Frais de Greffe du Tribunal de Commerce.....	73,22 €
Frais d'inscription d'hypothèque judiciaire provisoire.....	605,46 €
Frais d'inscription d'hypothèque judiciaire définitive.....	MEMOIRE
Droit proportionnel.....	27,48 €
Coût du commandement.....	294,30 €
<b>TOTAL SAUF MEMOIRE.....</b>	<b>22.714,07 €</b>

Le commandement délivré satisfait aux exigences posées par les articles R 321-1 à R 321-5 du code des procédures civiles d'exécution et contient l'ensemble des mentions prescrites par la loi.

Ce commandement n'ayant pas reçu satisfaction, a été publié pour valoir saisie au Service de la Publicité Foncière de BREST le 26 mai 2021 sous les références 2021 S n°12.

**La partie saisie a été régulièrement assignée à comparaître à l'audience du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de BREST (29200) en vue de l'audience du :**

**MARDI VINGT-ET-UN SEPTEMBRE DEUX MILLE VINGT-ET-UN**  
**A QUATORZE HEURES**  
**(Mardi 21 septembre 2021 à 14h00)**

**l'acte comportant les mentions prescrites par l'article R 322-5 du Code des procédures civiles d'exécution.**

L'affaire doit être examinée à l'audience d'orientation du Juge de l'Exécution, au cours de laquelle le Juge vérifiera que les conditions des articles L 311-2, L 311-4 et L 311-6 du Code des Procédures Civiles d'Exécution sont réunies, statuera sur les éventuelles contestations et demandes incidentes, déterminera les modalités de

poursuite de la procédure en autorisant la vente amiable à la demande du débiteur ou en ordonnant la vente forcée.

### **PIÈCES JOINTES AU CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE :**

Afin de satisfaire aux exigences posées par l'article R 322-10 du Code des procédures civiles d'exécution, alinéa 1<sup>er</sup>, in fine du décret n° 2006-636 du 27 Juillet 2006, sont joints au présent cahier des conditions de vente la copie du commandement de payer et l'assignation délivrée au débiteur et un état hypothécaire certifié à la date de la publication du commandement.

### **DESIGNATION DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS A VENDRE**

En conséquence, il sera procédé à la vente aux enchères publiques à l'audience des ventes du juge de l'exécution du Tribunal judiciaire de BREST en un lot, sur la mise à prix sus-indiquée, des biens et droits immobiliers qui sont désignés comme suit (les enchères seront portées par ministère d'avocat inscrit au Barreau du Tribunal Judiciaire de BREST, d'un montant minimum de 200 €):

**EN LA COMMUNE DE TREMAOUEZAN (29800)**, Lotissement « *Les Courlis* », les parcelles cadastrées :

Section	Numéro	Lot	Contenance
WD	459	Lot n°4	7a 76ca
WD	461	Voirie	3a 58ca

Consistant en deux parcelles distinctes :

1. la **parcelle WD n°459** est constructible, il s'agit d'un terrain viabilisé, coffrets eau et électricité visibles à l'entrée.

Elle constitue le lot n°4 (QUATRE) du lotissement dénommé « Les Courlis » dont le dépôt de pièces du lotissement est annexé au présent cahier des conditions de la vente.

2. la **parcelle WD N°461** est la voie d'accès au lotissement, elle est en enrobé goudronné et dessert les lots du lotissement, à savoir :

- La parcelle WD n°456 formant le lot n°1 du lotissement dénommé « *Les Courlis* »
- La parcelle WD n°457 formant le lot n°2 du lotissement dénommé « *Les Courlis* »
- La parcelle WD n°458 formant le lot n°3 du lotissement dénommé « *Les Courlis* »



- La parcelle WD n°459 formant le lot n°4 du lotissement dénommé « *Les Courlis* »
- La parcelle WD n°460 formant le lot n°5 du lotissement dénommé « *Les Courlis* »

**L'acquéreur devra laisser le libre accès à la parcelle WD n°461, cette dernière étant la voie d'accès aux lots 1 à 5 du lotissement.**

Le lotissement dont s'agit a fait l'objet d'un procès-verbal du cadastre n°21910 en date du 3 juillet 2014, publié au Service de la Publicité Foncière de BREST le 4 juillet 2014 sous les références 2904P04 Volume 2014 P n°2950 et d'un dépôt de pièces de lotissement par acte de Maître KERBAUL, Notaire à LANDERNEAU, en date du 24 octobre 2014, publié au Service de la Publicité Foncière de BREST le 17 novembre 2014 sous les références 2904P04 Volume 2014 P n°4835.

Et tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers qui précèdent, existent, s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, appartenances, dépendances, ensemble de tous immeubles par destination, et en particulier tout matériel pouvant avoir le caractère d'immeuble par destination, et tout droit et toute servitude pouvant y être attaché, et toute argumentation et amélioration à y survenir, sans aucune exception ni réserve.

Selon acte en date du 15 avril 2021, la SELARL ACTIAJURIS, Huissiers de Justice à BREST (29), a procédé à un procès-verbal descriptif des biens et droits immobiliers mis en vente ci-après (cf. PV descriptif ci-annexé).

Une copie de la matrice cadastrale a été délivrée et annexée ci-après. (cf. extraits cadastraux ci-annexés)

### **ORIGINE DE PROPRIETE**

Lesdits biens appartiennent à la société ELORN FONCIER pour les avoir acquis suivant acte de vente reçu par Maître KERBAUL, Notaire à LANDERNEAU, en date du 24 juillet 2014, publié au Service de la Publicité Foncière de BREST le 11 août 2014, sous les références 2904P04 Volume 2014 P n°3622.

### **CLAUSES SPÉCIALES**

#### **IMMEUBLE SOUMIS AU RÉGIME DE LA COPROPRIÉTÉ**

Dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, il est rappelé qu'afin de satisfaire aux dispositions prescrites par l'article 6 du Décret n° 67-223 du 17 Mars 1967, l'adjudicataire est tenu de :

- notifier au Syndic de la copropriété (soit par lui-même, soit par le notaire qui a établi l'acte, soit par l'avocat qui a obtenu la décision judiciaire), l'acte ou décision qui, suivant les cas, réalise, atteste, constate ce transfert.

En conséquence, l'adjudicataire devra notifier au Syndic, dès qu'elle sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (D., art. 63), en y portant la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénoms, domicile réel ou élu de l'acquéreur ou du titulaire du droit et, le cas échéant, le mandataire commun, si cette adjudication est faite au profit de plusieurs personnes ayant constitué une société propriétaire ;

- toutes les stipulations du règlement de copropriété et, le cas échéant, de ses avenants ou annexes, s'imposeront à l'adjudicataire, même en cas de divergence avec les stipulations du présent cahier des conditions de vente.

### **RENSEIGNEMENTS D'URBANISME**

Un certificat d'urbanisme d'information délivré le 8 février 2021 est annexé aux présentes.

### **CONDITIONS GÉNÉRALES**

La vente aura lieu aux charges, clauses et conditions suivantes figurant au cahier normalisé des conditions de vente sur saisie immobilière établi par le Conseil National des Barreaux qui fait partie intégrante du présent cahier des conditions de la vente :

#### **EXTRAIT DU REGLEMENT INTERIEUR NATIONAL DE LA PROFESSION D'AVOCAT :**

Décision à caractère normatif N°2018-002 portant modification de l'article 12.2 du Règlement intérieur national (R.I.N.) de la profession d'avocat et publication au J.O. des cahiers des conditions de vente et du cahier des charges applicables en matière de ventes immobilières judiciaires annexés à l'article 12 du RIN (adoptée par l'Assemblée Générale des 16 et 17 novembre 2018)

#### **« ARTICLE 1 »**

*L'article 12.2. « Enchères » du RIN est modifié comme suit :*

#### **12.2 Enchères**

*L'avocat doit s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une*

*personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.*

*L'avocat ne peut porter d'enchères pour des personnes qui sont en conflit d'intérêts.*

*L'avocat ne peut notamment porter d'enchères pour un même bien pour le compte de plusieurs mandants.*

*Lorsqu'un avocat s'est rendu adjudicataire pour le compte d'une personne, il ne peut accepter de former une surenchère au nom d'une autre personne sur cette adjudication, à défaut d'accord écrit de l'adjudicataire initial.*

*En cas d'adjudication d'un lot en copropriété ou dépendant d'une Association Syndicale Libre, il appartient à l'avocat poursuivant de le notifier au syndic de copropriété ou au gérant de l'Association syndicale Libre.*

## **ARTICLE 2**

*Le cahier des conditions de vente sur saisie immobilière, annexe 1 de l'article 12 du RIN, est rédigé comme suit :*

### **Chapitre 1er : Dispositions générales**

#### **ARTICLE 1ER – CADRE JURIDIQUE**

*Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.*

#### **Article 2 – Modalités de la vente**

*La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.*

*Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.*

*Le Juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.*

*A défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le Juge ordonne la vente forcée.*

#### **ARTICLE 3 – ETAT DE L'IMMEUBLE**

*L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.*

*L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.*

*En vertu des dispositions de l'article 1649 du Code Civil l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.*

#### **ARTICLE 4 – BAUX, LOCATIONS ET AUTRES CONVENTIONS**

*L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.*

*Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.*

*L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.*

*Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.*

#### **ARTICLE 5 – PREEMPTION, SUBSTITUTION ET DROITS ASSIMILES**

**Les droits de préemption, ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.**

**Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.**

## **ARTICLE 6 – ASSURANCES ET ABONNEMENTS DIVERS**

*L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.*

*La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.*

*L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.*

*En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à l'article L 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.*

*En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.*

## **ARTICLE 7 – SERVITUDES**

*L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.*

## **Chapitre II : Enchères**

### **ARTICLE 8 – RECEPTION DES ENCHERES**

*Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le Ministère d'un Avocat postulant près le Tribunal Judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.*

*Pour porter des enchères, l'Avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.*

#### **ARTICLE 9 – GARANTIE À FOURNIR PAR L'ACQUEREUR**

*Avant de porter les enchères, l'Avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10% du montant de la mise à prix avec un minimum de 3000 €.*

*La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.*

*En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.*

*Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayant droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.*

#### **ARTICLE 10 – SURENCHERE**

*La surenchère est formée sous la constitution d'un Avocat Postulant près le Tribunal judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.*

*La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente ; elle ne peut être rétractée.*

*La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.*

*En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'Avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.*

*L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.*

*L'Avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.*

*Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.*

#### **ARTICLE 11 – REITERATION DES ENCHERES**

*A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.*

*Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L 322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.*

*L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L 313-3 du Code Monétaire et financier.*

*En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.*

*Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.*

*L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.*

### **Chapitre III : Vente**

#### **ARTICLE 12 – TRANSMISSION DE PROPRIETE**

*L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption, ou des droits assimilés conformément à la loi.*

*L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.*

*Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.*

#### **ARTICLE 13 – DESIGNATION DU SEQUESTRE**

*Les fonds à provenir de la vente décidée par le Juge de l'Exécution seront séquestrés entre les mains du Bâtonnier de l'Ordre des Avocats du Barreau de l'avocat postulant, pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.*

*Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.*

*Les fonds séquestrés produisent intérêt au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des Dépôts et consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.*

*En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.*

#### **ARTICLE 14 – VENTE AMIALE SUR AUTORISATION JUDICIAIRE**

*Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.*

*L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.*

*Le prix de vente de l'immeuble, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R 322-23 du Code des Procédures Civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.*

*Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du Code Civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.*

*Le Juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'Avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. A défaut, il ordonne la vente forcée.*

#### **ARTICLE 15 – VENTE FORCEE**

*Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.*

*Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.*



*Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.*

*L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.*

*Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions des articles 1347 et suivants du Code civil.*

#### **ARTICLE 16 – PAIEMENT DES FRAIS DE POURSUITES ET DES EMOLUMENTS**

*Conformément à l'article 1593 du Code Civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.*

*Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le Greffe du Juge de l'Exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.*

*Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.*

#### **ARTICLE 17 – DROITS DE MUTATION**

*L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.*

*Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir*

*d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.*

*Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.*

*L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.*

#### **ARTICLE 18 – OBLIGATION SOLIDAIRE DES CO-ACQUEREURS**

*Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.*

### **Chapitre IV : Dispositions postérieures à la vente**

#### **ARTICLE 19 – DELIVRANCE ET PUBLICATION DU JUGEMENT**

*L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :*

- a) de le publier au Service de la Publicité Foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;*
  - b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;*
- le tout à ses frais.*

*Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'Avocat poursuivant.*

*A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.*

*A cet effet, l'Avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le Greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'Avocat à Avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.*

#### **ARTICLE 20 – ENTREE EN JOUISSANCE**

*L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :*

*a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.*

*b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1<sup>er</sup> jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1<sup>er</sup> jour du terme qui suit la vente sur surenchère.*

*c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b) du présent article.*

*L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.*

*L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.*

#### **ARTICLE 21 – CONTRIBUTIONS ET CHARGES**

*L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.*

*Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.*

*En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.*

#### **ARTICLE 22 – TITRES DE PROPRIETE**

*En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtu de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.*

*Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.*

*En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.*

### **ARTICLE 23 – PURGE DES INSCRIPTIONS**

*Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.*

*L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.*

*En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du code civil.*

### **ARTICLE 24 – PAIEMENT PROVISIONNEL DU CREANCIER DE 1ER RANG**

*Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de 1<sup>er</sup> rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.*

*Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.*

*Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.*

*Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.*

### **ARTICLE 25 – DISTRIBUTION DU PRIX DE VENTE**

*La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'Avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R 331-1 à R 334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.*

*Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.*

#### **ARTICLE 26 – ELECTION DE DOMICILE**

*Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'Avocat constitué.*

*L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.*

*Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.*

#### **Chapitre V : Clauses spécifiques**

##### **ARTICLE 27 – IMMEUBLES EN COPROPRIETE**

*L'Avocat du poursuivant devra notifier au Syndic de Copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).*

*Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.*

*L'Avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.*

##### **ARTICLE 28 – IMMEUBLES EN LOTISSEMENT**

## **PIECES JOINTES**

- Copie du commandement du 2 avril 2021 publié le 26 mai 2021 sous les références Volume 2021 S n°12
- Copie de l'assignation délivrée au débiteur
- Copie de l'état hypothécaire certifié à la date de la publication du commandement
- Copie du procès-verbal descriptif
- Matrice cadastrale
- Copie du certificat d'urbanisme
- Copie du dépôt de pièces de lotissement

**SELARL  
ACTIAJURIS**  
Huissiers de Justice associés  
5 rue Colbert - CS 61918  
29219 BREST CEDEX 1

Bureau Annexe :  
Place des Otages  
2 Venelle du Four St  
Mélaine  
29600 MORLAIX

Téléphone : 02.98.46.26.57  
Télécopieur : 02.98.46.06.82  
e-mail : contact@actiajuris.fr  
www.actiajuris.fr

Références bancaires :  
IBAN : FR76 1558 9297  
1801  
2627 9384 440  
BIC : CMBRFR2BARK  
Paiement par carte bancaire  
(Possible par téléphone)

## ACTE D'HUISSIER DE JUSTICE

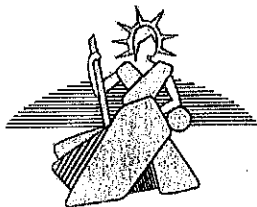
*\*Première Expédition\**

Coût (Avec Lettre)	
Nature	Montant
Art-R.444-8	127.66
SCT-Art A.444-48	7.67
DEP-Art A.444-15	108.34
Total H.T.	243.67
T.V.A à 20 %	48.73
Lettre	1.90
Total TTC	294.30

Coût (Sans Lettre)	
Nature	Montant
Art-R.444-8	127.66
SCT-Art A.444-48	7.67
DEP-Art A.444-15	108.34
Total H.T.	243.67
T.V.A à 20 %	48.73
Total TTC	292.40

Les articles se réfèrent au Code de Commerce  
Tarif calculé sur la somme de 18934,3 €  
SCT : Frais de Déplacement  
DEP : Droit d'Engagement des Poursuites

Acte non soumis à la taxe



## COMMANDEMENT DE PAYER VALANT SAISIE IMMOBILIERE

LE VENDREDI DEUX AVRIL  
DEUX MILLE VINGT ET UN

Je Dominique LE GALL, Christophe GUEGANTON, Hervé DEUFF, Marc RIOU, Huissiers de Justice associés de la SELARL ACTIAJURIS, titulaire d'un office d'Huissier de Justice à la résidence de BREST, 5 rue Colbert, l'un d'eux soussigné,

**A :**

La société dénommée ELORN FONCIER, SARL au capital de : 7 500,00 Euros, immatriculée au RCS de Brest sous le numéro 501 159 396, dont le siège social est 75 Rue du 19 mars 1962 ZI de Bel Air à LANDERNEAU (29800), prise en la personne de son Gérant, Monsieur MONNIER Eric  
Pour qui la copie du présent a été remise comme indiqué à la modalité de signification ci après annexée.

**A LA DEMANDE DE :**

SAS ENTREPRISE TALEC, au capital de : 38 500,00 Euros, immatriculée au RCS sous le numéro 326 224 458, dont le siège social est 81 Kreac'h Losked à PLOUGUERNEAU (29880), agissant poursuites et diligences de son Président du Conseil d'Administration, domicilié es qualité audit siège

Ayant pour avocat SELARL BRITANNIA, représenté par Maître Cyril LAURENT, Avocat Associé au Barreau de Brest, demeurant 15 Rue Boussingault 29200 BREST, lequel se constitue sur les présentes et sur leurs suites, laquelle constitution emporte élection de domicile en son cabinet (Article R. 321-3, 1° du Code des procédures civiles d'exécution)

**AGISSANT EN VERTU :**

D'un jugement réputé contradictoire en premier ressort rendu par le Tribunal de Commerce de BREST en date du 25/09/2020, signifié le 12/11/2020

**VOUS FAIS COMMANDEMENT DE PAYER LES SOMMES SUIVANTES DANS LE DELAI DE HUIT JOURS A COMPTER DE LA DATE PORTEE EN TETE DU PRESENT ACTE :**

Nature	Montant
Principal	18934.30
Intérêts au taux légal sur 18 934,30€ du 24/9/2019 au 05/03/2021, avec majoration de 5 points à compter du 26/11/2020 au 05/03/2021 (détail des intérêts annexé au présent)	492.60
Intérêts au taux légal majoré à compter du 06/03/2021	MEMOIRE
Article 700 du NCPC	2000.00
Frais assignation	69.75
Frais de citation à comparaître	92.97
Frais de signification du jugement	110.99
Droit de plaidoirie	13.00
Frais de greffe du Tribunal de commerce	73.22
Frais d'inscription d'hypothèque judiciaire provisoire	605.46
Frais d'inscription d'hypothèque judiciaire définitive	MEMOIRE
Droit Proportionnel	27.48
Coût de l'acte	294.30
Total dû	22714.07

Vous avertissant qu'à défaut de paiement, la procédure à fin de vente du bien immeuble ci-dessous désigné se poursuivra et qu'à cet effet, vous serez assigné à comparaître à une audience du Juge de l'Exécution pour voir statuer sur les modalités de la procédure.

**DESIGNATION DU BIEN :**

Sur la commune de TREMAOUEZAN (29800) Lotissement « Les Courlis », les parcelles cadastrées sous les références

- Section WD numéro 459 pour une contenance de 7 ares 76 centiares
- Section WD numéro 461 pour une contenance de 3 ares 58 centiares

Et les constructions y édifiées

2904P03 2021 D N° 16343    Volume : 2904P03 2021 S N° 12  
Publié et enregistré le 26/05/2021 au SPFR de BREST 1  
Droits : Neant  
CSF : 15,00 EUR  
TOTAL : 15,00 EUR  
Recu : Quinze Euros



Ayant fait l'objet d'un procès-verbal du cadastre n°21910 en date du 3/7/2014, publié au SPF de BREST le 4/7/2014, sous les références 2904P04 volume 2014 P n°2950

Ayant fait l'objet d'un dépôt de pièces de lotissement par acte Maître KERBAUL, Notaire à LANDERNEAU, en date du 24/10/2014, publié au SPF de BREST le 17/11/2014, sous les références 2904P04 volume 2014 P n°4835

Tel que ce bien existe et se comporte avec toutes ses aisances et dépendances sans aucune exception ni réserve.

Les immeubles ci-dessous désignés figurent à la matrice cadastrale de la commune de TREMAOUEZAN, ainsi qu'il en résulte du relevé de propriété dont copie est annexée au présent acte.

#### ORIGINE DE PROPRIETE

Biens vous appartenant pour les avoir acquis suivant acte de vente reçu par Maître KERBAUL, Notaire à LANDERNEAU, en date du 24/07/2014, publiés au SPF de Brest, le 11/08/2014, sous les références 2904P04 volume 2014 P n°3622

#### TRES IMPORTANT

Le présent commandement vaut saisie de l'immeuble. Le bien est indisponible à votre égard à compter du présent acte, et à l'égard des tiers à compter de sa publication au fichier immobilier du Service de la Publicité Foncière de BREST.

Le commandement vaut saisie des fruits de l'immeuble et vous en êtes séquestre.

Vous conservez la possibilité de rechercher un acquéreur de l'immeuble saisi pour procéder à sa vente amiable, ou de donner mandat à cet effet. Cette vente ne pourra néanmoins être conclue qu'après autorisation du Juge de l'Exécution.

Dans le cas où le bien fait l'objet d'un bail, je vous fais SOMMATION d'avoir à m'indiquer les nom, prénom et adresse du preneur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination et son siège social.

Vous précisant qu'un huissier de justice pourra pénétrer dans les lieux afin de dresser un procès-verbal de description de l'immeuble.

Je vous informe que le Juge de l'Exécution territorialement compétent pour connaître de la procédure de saisie et des contestations et demandes incidentes y afférentes est : le Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de BREST 150 RUE ERNEST HEMINGWAY 29200 BREST

Si le créancier saisissant agit en vertu d'une transmission, à quelque titre que ce soit, de la créance contenue dans le titre exécutoire fondant les poursuites, le commandement vise l'acte de transmission à moins que le débiteur n'en ait été régulièrement avisé au préalable.

Lorsque le commandement de payer valant saisie est signifié à la personne qui a consenti une hypothèque sur l'un de ses biens pour garantir la dette d'un tiers, le délai de paiement des sommes due, et détaillées ci-dessus, est porté à un mois.

SOUS TOUTES RESERVES

DONT ACTE

**SELARL BRITANNIA**

Avocats  
15 rue Jean-Baptiste Boussingault  
BP 71233  
29212 BREST CEDEX 1

Tel. 02.98.46.70.70

Fax. 02.98.43.64.90

Email : britannia@avocatline.fr

Site :

**CALCUL D'INTERETS**

Affaire : 221039 TALEC / ELORN FONCIER (SI)

Période : du 24/09/2019 Au 05/03/2021

Date où la décision est rendue exécutoire : 25/09/2020

Le taux est majoré de 5% 2 mois après cette date. (Art L.313-3 du code monétaire et financier)

Calcul avec Taux légaux (Professionnels / Entreprises)

Date	Nb Jours	Intérêts	Taux	Principal (Fin de période)	Annexe + cumul intérêts
24/09/2019	0	0.00	0.000	18 934.30	0.00
31/12/2019	99	44.68	0.870	18 934.30	44.68
30/06/2020	182	82.14	0.870	18 934.30	126.82
25/11/2020	148	64.49	0.840	18 934.30	191.31
31/12/2020	36	109.06	5.840	18 934.30	300.37
05/03/2021	64	192.23	5.790	18 934.30	492.60

Principal et annexe dus au 24/09/2019 : 18 934.30 EUR

Intérêts dus au 05/03/2021 : 492.60 EUR

<b>TOTAL DU au</b>	<b>05/03/2021</b>	<b>:</b>	<b>19 426.90 EUR</b>
--------------------	-------------------	----------	----------------------



15/03/2021

## RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ

ANNEE DE MAJ 2020 DEP DIR 29 0 COM 295 TREMAOUEZAN  
 Propriétaire PBD/7FF  
 ZI DE BEL AIR 75 RUE DU 19 MARS 1962 29800 LANDERNEAU  
 TRES 013  
 SARL ELORN FONCIER  
 RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ  
 N° NUMERO COMMUNAL +00040

DESIGNATION DES PROPRIÉTÉS  
 C N°  
 AN SEC N° PLAN PART VOIRIE ADRESSE  
 R EXO  
 REV IMPOSABLE COM 0 EUR COM R IMP  
 IDENTIFICATION DU LOCAL  
 BAT ENT NIV N° PORTE N° INVAR S M NAI CAT RC COM NAT AN AN FRACTION % TX COEF RC  
 RIVOLI RIVOLI R EXO R IMP  
 PROPRIÉTÉS BÂTIES  
 EVALUATION DU LOCAL  
 COLL EXO RET DEB R EXO EXO OM TEOM  
 0 EUR 0 EUR

## PROPRIÉTÉS NON BÂTIES

DESIGNATION DES PROPRIÉTÉS  
 AN SECTION N° PLAN N° VOIRIE ADRESSE  
 15 WD 459 LOT LES COURLIS  
 15 WD 461 LOT LES COURLIS  
 HA A CA REV IMPOSABLE 16 EUR COM R IMP  
 CONT 11 34  
 EVALUATION  
 HA A CA 776 3 58 0 EUR  
 R EXO R IMP  
 TAXE AD  
 16 EUR  
 MAJ TC 0 EUR  
 LIVRE FONCIER  
 COL NAT AN FRACTION % EXO TC  
 COLL EXO RET R EXO TC  
 16,07 0

Source : Direction Générale des Finances Publiques page : 1



Département :  
FINISTÈRE  
  
Commune :  
TREMAOUEZAN

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré  
par le centre des impôts foncier suivant :  
BREST  
Cité Administrative 1, Square Marc  
Sengler 29218  
29218 BREST CEDEX 2  
tél. 02 98 80 88 22 - fax  
ptgc.finistere.brest@dgif.finances.gouv.fr

Section : WD  
Feuille : 000 WD 01

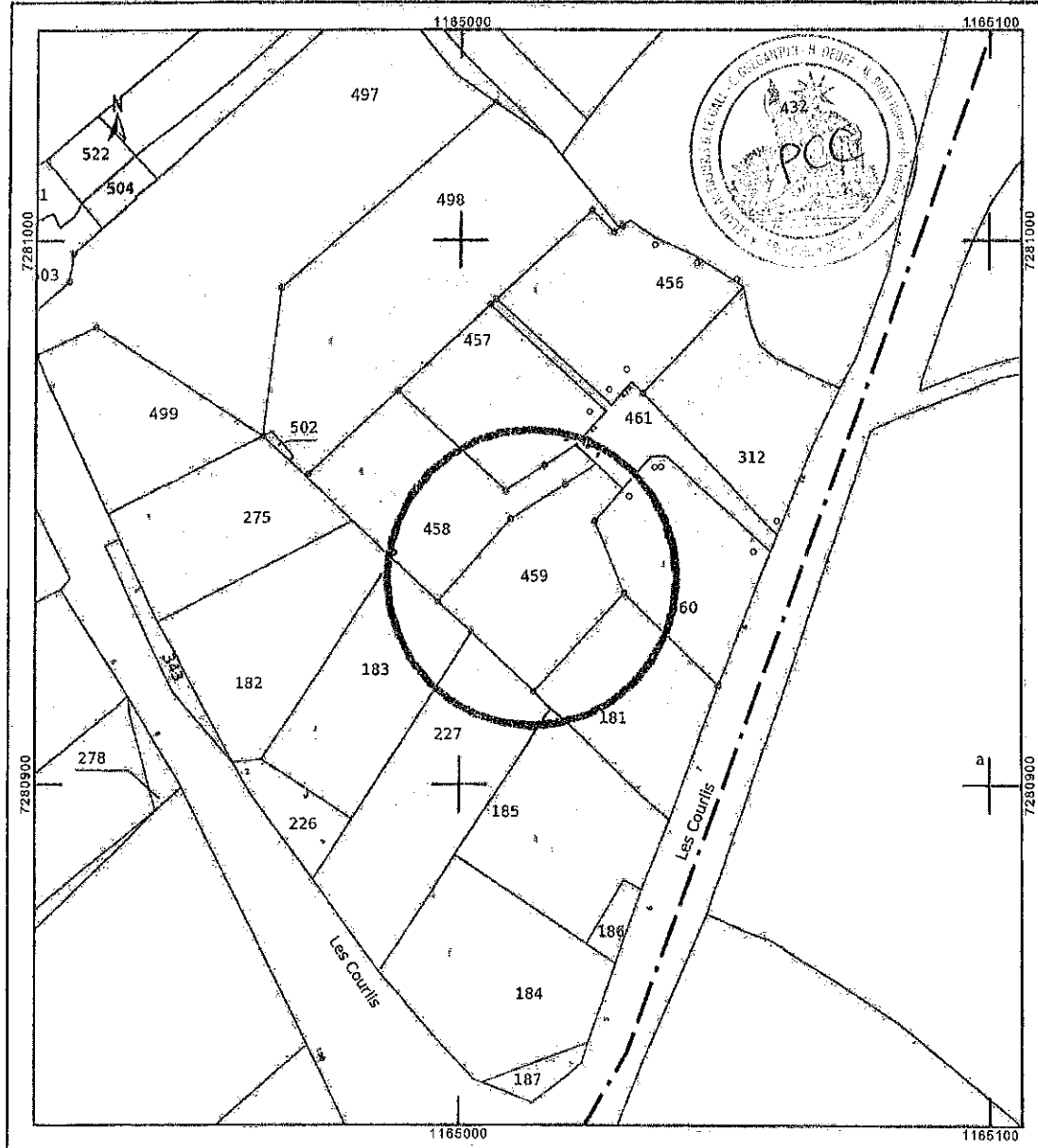
Échelle d'origine : 1/2500  
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 28/01/2021  
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48  
©2017 Ministère de l'Action et des  
Comptes publics

Cet extrait de plan vous est délivré par :

[cadastr.gouv.fr](http://cadastr.gouv.fr)



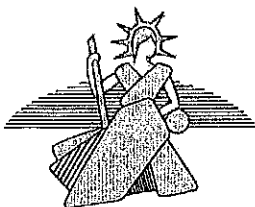
**SELARL  
ACTIAJURIS**  
Huissiers de Justice associés  
5 rue Colbert - CS 61918  
29219 BREST CEDEX 1

**Bureau Annexe :**  
**Place des Otages**  
**2 Venelle du Four St**  
**Mélaine**  
**29600 MORLAIX**  
Téléphone : 02.98.46.26.57  
Télécopieur : 02.98.46.06.82  
e-mail : contact@actiajuris.fr  
www.actiajuris.fr  
Références bancaires :  
**IBAN : FR76 1558 9297**  
**1801**  
**2627 9384 440**  
**BIC : CMBRFR2BARK**  
Paiement par carte bancaire  
(Possible par téléphone)

## ACTE D'HUISSIER DE JUSTICE

Coût	
Nature	Montant
Art-R.444-8	127.66
Art 659	14.90
SCT-Art A.444-48	7.67
DEP-Art A.444-15	108.34
Total H.T.	258.57
T.V.A à 20 %	51.71
Lettre	1.90
LRAR	5.20
Total TTC	317.38

Les articles se réfèrent au Code de Commerce  
Taux calculé sur la somme de 18934,3 €  
SCT : Frais de Déplacement  
DEP : Droit d'Engagement des Poursuites  
Acte non soumis à la taxe



Référence D252591.00  
V6 PV58

## MODALITE DE REMISE DE L'ACTE PROCES-VERBAL de RECHERCHES

Article 659 du Code de Procédure Civile.

**LE VENDREDI DEUX AVRIL DEUX MILLE VINGT ET UN**

Je Dominique LE GALL, Christophe GUEGANTON, Hervé DEUFF, Marc RIOU, Huissiers de justice associés de la SELARL ACTIAJURIS, titulaire d'un office d'Huissier de Justice à la résidence de BREST, 5 rue Colbert, l'un d'eux soussigné, Agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège

### A LA DEMANDE DE :

SAS ENTREPRISE TALEC, au capital de :38 500,00 Euros, immatriculée au RCS de BREST sous le n° 326 224 458, dont le siège social est 81 Kreac'h Losked à PLOUGUERNEAU (29880)  
Ayant été chargé de délivrer l'expédition d'un acte de COMMANDEMENT VALANT SAISIE IMMOBILIERE PAR PV659

### A ET AU DERNIER DOMICILE CONNU DE : SARL ELORN FONCIER

**75 Rue du 19 mars 1962 ZI de Bel Air 29800 LANDERNEAU**

L'Huissier de Justice s'est présenté à l'adresse sus indiquée, et a constaté qu'à ce jour, aucune personne répondant à l'identification du destinataire de l'acte n'y a son domicile, sa résidence ou son établissement.

En conséquence, il a été procédé aux diligences suivantes, pour rechercher le destinataire de l'acte :

Sur place nous avons pu constater que le nom du requis n'apparaissait pas sur la boîte aux lettres, et à aucun autre endroit. Il s'agit de l'ancien siège social de la société LES ARTISANS DE L'ELORN, société en liquidation judiciaire depuis le 18/9/2018. D'autres sociétés sont désormais installées à cette adresse. Nous avons tenté de contacter par téléphone, le gérant de la SARL ELORN FONCIER, M. MONNIER Eric au 06/08/61/12/37, et nous avons tenté de le rencontrer à son domicile, sis à LANDERNEAU 1 rue Park Nevez, en vain. Notre mandant n'a aucune autre adresse à nous communiquer.

Toutes les démarches décrites ci dessus n'ont pu permettre de retrouver la nouvelle destination du signifié.

Article 659 Code de Procédure Civile (Modifié par Décret n° 89-511 du 20 juillet 1989 art. 15 en vigueur le 15 septembre 1989)

Lorsque la personne à qui l'acte doit être signifié n'a ni domicile, ni résidence, ni lieu de travail connus, l'huissier de justice dresse un procès-verbal où il relate avec précision les diligences qu'il a accomplies pour rechercher le destinataire de l'acte.

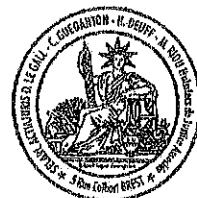
Le même jour ou, au plus tard le premier jour ouvrable suivant, à peine de nullité, l'huissier de justice envoie au destinataire, à la dernière adresse connue, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une copie du procès-verbal à laquelle est jointe une copie de l'acte objet de la signification.

Le jour même, l'huissier de justice avise le destinataire, par lettre simple, de l'accomplissement de cette formalité.

Les dispositions du présent article sont applicables à la signification d'un acte concernant une personne morale qui n'a plus d'établissement connu au lieu indiqué comme siège social par le registre du commerce et des sociétés.

Le présent procès-verbal est dressé pour servir et valoir ce que de droit.

Le présent a été établi en six feuillets dont le coût est détaillé ci-contre



D.LE GALL C.GUEGANTON H.DEUFF M.RIOU

## PREMIERE EXPEDITION

SELARL BRITANNIA  
Avocats  
15, Rue Boussingault  
29200 Brest  
Tél. 02 98 46 70 70 - Fax. 02 98 43 64 90  
Email : britannia@avocatline.fr

SELARL ACTIAJURIS  
Dominique LE GALL  
Christophe GUEGANTON  
Hervé DEUFF  
Marc RIOU  
Huissiers de Justice Associés  
5 rue Colbert - CS 81918  
29219 BREST Cedex 1  
Tél. lignes groupées: 02 98 46 26 57  
Fax: 02 98 46 06 82

Affaire : TALEC / ELORN FONCIER (SAISIE IMMOBILIERE) (221039)

### ASSIGNATION DEVANT LE JUGE DE L'EXECUTION

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN ET LE

DIX NEUF JUILLET

#### A la requête de :

ENTREPRISE TALEC, Société par Actions simplifiée (Société à associé unique) au capital de 38.400,00 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BREST sous le numéro 326 224 458, dont le siège est situé 81 Kreac'h Losked à PLOUGUERNEAU (29880), agissant poursuites et diligences de son Président du Conseil d'Administration domicilié en cette qualité audit siège.

Laquelle fait éléction de domicile et constitution d'avocats en la personne et au cabinet la SELARL BRITANNIA, représentée par Maître Cyril LAURENT, Avocat au Barreau de Brest, 15 rue Boussingault 29200 BREST ;

J'AI Nous, SELARL ACTIAJURIS Dominique LE GALL  
Christophe GUEGANTON - Hervé DEUFF - Marc RIOU  
Huissiers de Justice associés à la résidence de BREST,  
demeurant 5, Rue Colbert, soussignée

#### DONNE ASSIGNATION A :

1) La société à responsabilité limitée ELORN FONCIER, SARL au capital de 7.500,00 € immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BREST sous le n°501 159 396, dont le siège social est situé 75 rue du 19 mars 1962, ZI de Bel Air à LANDERNEAU (29800), prise en la personne de son gérant, Monsieur Eric MONNIER domicilié en cette qualité audit siège, où étant et parlant à

Voir PV de  
Signification Joint - 1 -

A comparaître par-devant le Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de BREST (29200) BREST, siégeant Quai Ouest, 150 rue Ernest Hemingway à BREST (29200), à l'audience d'orientation faisant suite au commandement de payer valant saisie immobilière de votre immeuble ci-après désigné :

EN LA COMMUNE DE TREMAOUEZAN (29800), Lotissement « *Les Courlis* », les parcelles cadastrées :

Section	Numéro	Lot	Contenance
WD	459	Lot n°4	7a 76ca
WD	461	Voirie	3a 58ca

Consistant en deux parcelles distinctes :

1. la parcelle WD n°459 est constructible, il s'agit d'un terrain viabilisé, coffret eau et électricité visible à l'entrée.

Elle constitue le lot n°4 (QUATRE) du lotissement dénommé « Les Courlis » dont le dépôt de pièces du lotissement est annexé au présent cahier des conditions de la vente.

2. la parcelle WD N°461 est la voie d'accès au lotissement, elle est en enrobé goudronné et dessert les lots du lotissement, à savoir :

- La parcelle WD n°456 formant le lot n°1 du lotissement dénommé « *Les Courlis* »
- La parcelle WD n°457 formant le lot n°2 du lotissement dénommé « *Les Courlis* »
- La parcelle WD n°458 formant le lot n°3 du lotissement dénommé « *Les Courlis* »
- La parcelle WD n°459 formant le lot n°4 du lotissement dénommé « *Les Courlis* »
- La parcelle WD n°460 formant le lot n°5 du lotissement dénommé « *Les Courlis* »

L'acquéreur devra laisser le libre accès à la parcelle WD n°461, cette dernière étant la voie d'accès aux lots 1 à 5 du lotissement.

Le lotissement a fait l'objet d'un procès-verbal du cadastre n°21910 en date du 3 juillet 2014, publié au Service de la Publicité Foncière de BREST le 4 juillet 2014 sous les références 2904P04 Volume 2014 P n°2950 et d'un dépôt de pièces de lotissement par acte de Maître KERBAUL, Notaire à LANDERNEAU, en date du 24 octobre 2014, publié au

Service de la Publicité Foncière de BREST le 17 novembre 2014 sous les références 2904P04 Volume 2014 P n°4835.

L'audience d'orientation est fixée devant le Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de BREST (29200), siégeant Quai Ouest, 150 rue Ernest Hemingway à BREST (29200), le :

**MARDI VINGT-ET-UN SEPTEMBRE DEUX MILLE VINGT ET UN**  
**A QUATORZE HEURES**  
**(Mardi 21 septembre 2021 à 14h00)**

**TRES IMPORTANT**

Vous pouvez vous présenter seul, vous pouvez aussi vous faire assister ou représenter par un avocat. A défaut d'être présent ou représenté par un avocat à l'audience, la procédure sera poursuivie en vente forcée, sur les seules indications fournies par le créancier.

A PEINE D'IRRECEVABILITE, TOUTE CONTESTATION OU DEMANDE INCIDENTE DOIT ETRE DEPOSEE AU GREFFE DU JUGE DE L'EXECUTION PAR CONCLUSIONS D'AVOCAT AU PLUS TARD LORS DE L'AUDIENCE.

L'audience d'orientation a pour objet d'examiner la validité de la saisie, de statuer sur les contestations et demandes incidentes liées à celle-ci et de déterminer les modalités selon lesquelles la procédure sera poursuivie.

ET A MEMES REQUETE, ELECTION DE DOMICILE ET CONSTITUTION D'AVOCAT QUE DESSUS, je vous fais sommation,

- de prendre connaissance des conditions de la vente figurant dans le cahier des conditions de la vente qui peut être consulté au Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de BREST où il sera déposé le cinquième jour ouvrable au plus tard après l'assignation ou au cabinet de l'avocat du créancier poursuivant ;

La mise à prix a été fixée dans le cahier des conditions de la vente à la somme de : **18.000,00 € (Dix huit mille euros)**. Vous avez la possibilité d'en contester le montant pour insuffisance manifeste.

Vous pouvez demander au Juge de l'Exécution à être autorisé à vendre le bien saisi à l'amiable, à condition de justifier qu'une vente non judiciaire peut être conclue dans des conditions satisfaisantes.



### RAPPEL DES DISPOSITIONS LEGALES :

Conformément à l'article R 322-5 du Code des Procédures Civiles d'Exécution, sont reproduits les articles R 322-16 et R 322-17 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :

#### Article R 322-16 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :

*"La demande tendant à la suspension de la procédure de saisie immobilière en raison de la situation de surendettement du débiteur est formée conformément aux dispositions de l'article L.721-4 du Code de la Consommation, dans les conditions prévues à l'article R.721-5 de ce Code. »*

#### Article R 322-17 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :

*La demande du débiteur aux fins d'autorisation de la vente amiable de l'immeuble ainsi que les actes consécutifs à cette vente sont dispensés du ministère d'avocat. Cette demande peut être formulée verbalement à l'audience d'orientation."*

A condition d'en faire préalablement la demande, vous pouvez bénéficier de l'aide juridictionnelle pour la procédure de saisie, si vous remplissez les conditions de ressources prévues par la loi n°91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et le décret n°91-1266 du 19 décembre 1991, portant application de ladite loi.

### RAISONS DE LA DEMANDE

Agissant en vertu d'un Jugement réputé contradictoire en premier ressort rendu par le Tribunal de Commerce de BREST en date du 25 septembre 2020, signifié le 12 novembre 2020, définitif, la société ENTREPRISE TALEC, requérante a fait délivrer à la société ELORN FONCIER un commandement de payer valant saisie des biens immobiliers cadastrés en la commune de TREMAOUEZAN (29800), section WD n°459 et WD n°461 ci-dessus désignés, suivant acte délivré par la SELARI ACTIAJURIS, Huissiers de Justice à BREST, 5 rue Colbert, en date du 2 avril 2021.

Faute de règlement, le commandement de payer valant saisie immobilière a été publié au Service de la Publicité Foncière de BREST le 26 mai 2021 sous les références Volume 2021 S n°12.

La requérante est dès lors recevable et bien fondée à assigner le débiteur en audience d'orientation.

\* \*  
\*

### **PAR CES MOTIF**

En conséquence la requérante demande au Juge de l'Exécution de :

*Vu notamment les dispositions des articles L 311-2, L 311-4 et L 311-6, R 322-15 à R 322-29 du Code des Procédures Civiles d'Exécution :*

- Constaté que le créancier poursuivant titulaire d'une créance liquide et exigible agit en vertu d'un titre exécutoire comme il est dit à l'article L 311-2, L 311-4 du Code des Procédures Civiles d'Exécution ;
- Fixer la créance du créancier poursuivant à la somme de 22.392,29 € arrêtée au 5 mars 2021, tel que visé au commandement avec intérêts postérieurs et accessoires jusqu'au jour du paiement ;
- Constaté que la saisie pratiquée porte sur des droits saisissables au sens de l'article L 311-6 du Code des Procédures Civiles d'Exécution ;
- Statuer sur les éventuelles contestations et demandes incidentes ;
- Déterminer les modalités de poursuite de la procédure ;
- Ordonner la vente forcée ; fixer la date de l'audience de vente et déterminer les modalités de visite de l'immeuble ;
- Dire et juger que le prix d'adjudication devra être consigné selon les modalités prévues au cahier des conditions de la vente ;
- Dire que les dépens seront compris dans les frais soumis à la taxe ;

### **SOUS TOUTES RESERVES**

## BORDEREAU DE PIECES

1. Jugement du Tribunal de Commerce de BREST du 25 septembre 2020
2. Signification de Jugement à la SARL ELORN FONCIER en date du 12 novembre 2020
3. Certificat de non appel du 4 janvier 2021
4. Bordereau d'inscription d'hypothèque judiciaire provisoire en date du 9 avril 2020 enregistré sous les références 2904P04 Volume 2020 V n°954
5. Etat sur formalité suite à l'inscription d'hypothèque judiciaire définitive prise le 6 janvier 2021 sous les références Volume 2021 V n°35 et faisant suite à la provisoire du 9 avril 2020 (Volume 2020 V n°954)

**SELARL  
ACTIAJURIS**  
Huissiers de Justice associés  
5 rue Colbert - CS 61918  
29219 BREST CEDEX 1

**Bureau Annexe :**  
**Place des Otages**  
**2 Venelle du Four St**  
**Mélaine**  
**29600 MORLAIX**

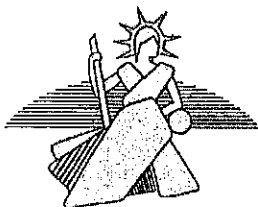
Téléphone : 02.98.46.26.57  
Télécopieur : 02.98.46.06.82  
e-mail : contact@actiajuris.fr  
www.actiajuris.fr

Références bancaires :  
**IBAN : FR76 1558 9297**  
**1801**  
**2627 9384 440**  
**BIC : CMBRFR2BARK**  
**Paiement par carte bancaire**  
**(Possible par téléphone)**

**ACTE  
D'HUISSIER  
DE  
JUSTICE**

Coût	
Nature	Montant
Art-R.444-8	53.20
SCT-Art A.444-48	7.67
Total H.T.	60.87
T.V.A à 20 %	12.17
Lettre	1.90
Total TTC	74.94

Les articles se réfèrent au Code de Commerce  
Tarif calculé sur la somme de 18234.3 €  
SCT: Frais de Déplacement  
DEP: Droit d'Engagement des Poursuites  
Acte non soumis à la taxe



**MODALITE DE REMISE DE L'ACTE  
SIGNIFICATION A PERSONNE MORALE**  
**EN DATE DU LUNDI DIX NEUF JUILLET DEUX MILLE VINGT ET UN**

A la demande de SAS ENTREPRISE TALEC, au capital de :38 500,00 Euros Siret : 326 224 458, dont le siège social est 81 Kread'h Losked à PLOUGUERNEAU (29880), la copie de l'acte joint (ASSIGNATION DEVANT LE JUGE DE L'EXECUTION A UNE AUDIENCE D'ORIENTATION) destinée à :

**SARL ELORN FONCIER**  
**75 Rue du 19 mars 1962**  
**ZI de Bel Air**  
**29800 LANDERNEAU**

a été, le LUNDI DIX NEUF JUILLET DEUX MILLE VINGT ET UN , remise par Clerc Assermenté, dont les mentions seront visées par moi sur les originaux et selon les déclarations qui lui ont été faites.

Ce jour, je me transporte 1 Rue Park Nevez 29800 LANDERNEAU aux fins de délivrer copie du présent acte, et y rencontre M. MONNIER Eric, gérant, de la SARL ELORN FONCIER, ainsi déclaré(e), qui a affirmé être habilité(e) à recevoir l'expédition de l'acte, et confirme que le domicile ou siège social du destinataire est toujours à l'adresse indiquée ci-dessus.

La lettre simple prévue à l'article 658 du Code de Procédure Civile a été adressée ce jour ou le premier jour ouvrable avec copie de l'acte de signification au domicile ou siège ci-dessus.

Le présent a été établi en sept feuillets dont le coût est détaillé ci-contre

Visées par nous les mentions  
relatives à la signification



D. LE GALL C. GUEGANTON H. DEUFF M. RIOU

Enregistrer sous...

**CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION**

N° de la demande : **F585**  
Déposée le : **26/07/2021**  
Références du dossier : **49364**

**Demande de renseignements**  
pour la période à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1956

à souscrire en **DEUX** exemplaires auprès du service de  
publicité foncière du lieu de situation des biens pour lesquels  
les renseignements sont demandés.  
(voir la notice n° 3241-NOT-SD d'aide au remplissage des  
demandes de renseignements hypothécaires et d'information  
sur les tarifs).

Service de publicité foncière :

SPF BREST

**IDENTIFICATION ET SIGNATURE DU DEMANDEUR**

Identité <sup>1</sup> : **SELARL ACTIAJURIS**  
Adresse : **5 Rue Colbert**  
**CS 61918**  
**29219 BREST CEDEX**  
Courriel <sup>2</sup> : **contact@actiajuris.fr**  
Téléphone : **02.98.46.26.57**  
A **BREST** le **27/04/2021**  
Signature (obligatoire) :

**IDENTIFICATION DES PERSONNES** (toute erreur ou imprécision dégage la responsabilité de l'Etat - art. 9 du décret du 04/01/1955 modifié).  
Si le nombre de personnes est supérieur à trois, utiliser la feuille de suite.

N°	Personnes physiques : Nom (en majuscules) Personnes morales : Dénomination (en majuscules)	Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil Siège social <sup>3</sup>	Date et lieu de naissance N° SIREN
1	<b>ELORN FONCIER</b>	<b>75 rue du 19 mars 1962 ZI de BEL AIR A</b>	<b>RCS BREST 501 159 396</b>
2		<b>LANDERNEAU</b>	
3	<b>EUZENES</b>		<b>5/09/1926</b>

**DESIGNATION DES IMMEUBLES** (toute erreur dégage la responsabilité de l'Etat - art. 8-1 et 9 du décret du 04/01/1955 modifié).  
Si le nombre d'immeubles est supérieur à cinq, utiliser la feuille de suite.

N°	Commune (en majuscules) (arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro)	Références cadastrales (préfixe s'il y a lieu, section et numéro)	Numéro de division volumétrique	Numéro de lot de copropriété
1	<b>TREMAOUEZAN (29800) Lotissement Les Courlis</b>	<b>section WD n°459</b>		
2		<b>section WD n°461</b>		
3				
4				
5				

**PÉRIODE DE DÉLIVRANCE**

**CAS GÉNÉRAL**

Période allant du 1<sup>er</sup> janvier 1956<sup>1</sup> à la date de mise à jour du fichier au jour de réception de la demande, pour les demandes portant uniquement sur des personnes, ou à la date de réception de la demande pour tout autre type de demande.

**CAS PARTICULIER**

Vous souhaitez une période différente du cas général, veuillez préciser :

- le point de départ (date postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1956) : \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_
- le point d'arrivée, au plus tard le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Pour une demande portant uniquement sur des immeubles, souhaitez-vous limiter la délivrance à l'information concernant le dernier propriétaire connu ? ☐ (si oui, cochez la case)

<sup>1</sup> Nom (en majuscules), prénom(s) ou dénomination sociale (en majuscules). <sup>2</sup> L'indication du courriel autorise l'administration à vous répondre par courriel.  
<sup>3</sup> Pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts. <sup>4</sup> ou date de rénovation du cadastre pour les demandes portant uniquement sur les immeubles.

	Nombre de personnes ou d'immeubles	Tarif	Total
Tarif des demandes portant sur des personnes ou sur des immeubles		x 12 € =	€
Tarifs des demandes portant à la fois sur des personnes et des immeubles		12 €	12 €
- nombre de personnes au-delà de 3 :		x 5 € =	+ €
- nombre d'immeubles au-delà de 5 :		x 2 € =	+ €
Frais d'expédition (7 € ; 0 € si envoi par courriel) :			+ €
		<b>TOTAL =</b>	<b>12 €</b>

☒ chèque à l'ordre du Trésor public   
 ☐ virement   
 ☐ numéraire (pour un total inférieur à 300 €)

#### CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

Le dépôt de la présente demande est refusé pour le (ou les) motif(s) suivant(s) :

- ☐ insuffisance de la désignation des personnes et/ou des immeubles  
☐ défaut ou insuffisance de provision  
☐ demande non signée et/ou non datée  
☐ autre : \_\_\_\_\_

Le \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

*Le comptable des finances publiques,  
 Chef du service de publicité foncière*

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

## CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

Référence du dossier : .....

N° de la demande : .....

Identité : SELARL ACTIAJURIS  
 Adresse : 05 rue Colbert CS 61918  
 29219 BREST CEDEX

## LISTE DES PROPRIÉTAIRES (1)

N°	Personnes physiques : Personnes morales :	Nom (en majuscules) Dénomination (en majuscules)	Prénom(s) dans l'ordre de l'état civil Siège social <sup>2</sup>	Date et lieu de naissance N° SIREN

## DÉCLARATION DES IMMEUBLES (2)

N°	Commune (en majuscules) (arrondissement s'il y a lieu, rue et numéro)	Références cadastrales (préfixe s'il y a lieu, section et numéro)	Numéro de division volumétrique	Numéro de lot de copropriété

<sup>1</sup> Nom (en majuscules), prénom(s) ou dénomination sociale (en majuscules).<sup>2</sup> Pour les associations ou syndicats, la date et le lieu de la déclaration ou du dépôt des statuts.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N°

2904P03 2021 F594

Date : 01/06/2021

PERIODE DE CERTIFICATION : du 01/01/1971 au 26/05/2021

IMMEUBLES RETENUS POUR ETABLIR L'ETAT REPONSE

Code	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
295	TREMAOUEZAN	WD 459		
		WD 461		

FORMALITES PUBLIEES

N° d'ordre : 1	date de dépôt : 04/07/2014	références d'enlèvement : 2904P04 2014P2950	Date de l'acte : 03/07/2014
	nature de l'acte : PROCES-VERBAL DU CADASTRE N°21910		
N° d'ordre : 2	date de dépôt : 11/08/2014	références d'enlèvement : 2904P04 2014P3622	Date de l'acte : 24/07/2014
	nature de l'acte : VENTE		
N° d'ordre : 3	date de dépôt : 17/11/2014	références d'enlèvement : 2904P04 2014P4835	Date de l'acte : 24/10/2014
	nature de l'acte : DEPOT DE PIECES DE LOTISSEMENT		
N° d'ordre : 4	date de dépôt : 09/04/2020	références d'enlèvement : 2904P04 2020V954	Date de l'acte : 16/03/2020
	nature de l'acte : HYPOTHEQUE JUDICIAIRE PROVISOIRE		





**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE  
BREST 1**

**CITE ADMINISTRATIVE  
29803 BREST CEDEX 9  
Téléphone : 0298808902  
Télécopie : 0298943689  
Mél. : [spf.brest1@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:spf.brest1@dgfip.finances.gouv.fr)**



**FINANCES PUBLIQUES**

**Société ACTIAJURIS  
5 RUE COLBERT  
CS 61918  
29219 BREST CEDEX 1**

Vous trouverez dans la présente transmission :

- > Le récapitulatif des désignations des immeubles et des personnes requises ainsi que celles connues de Fioji pour la délivrance des formalités publiées et reportées.
- > La réponse à votre demande de renseignements.

**RELEVÉ DES FORMALITÉS PUBLIÉES DU 01/01/1971 AU 03/08/2020**

Disposition n° 1 de la formalité 2904P04 2020V954 :

**Immeubles**

Prop. Imm./Contre	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
		TREMAOUEZAN	WD 459 WD 461		

Montant Principal : 18.934,30 EUR  
Date extrême d'effet : 09/04/2023

Complément : En vertu de l'ordonnance du Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de BREST en date du 16/03/2020.

**CERTIFICAT DE DEPOT DU 04/08/2020 AU 26/05/2021**

Date et Numéro de dépôt	Nature et Rédacteur de l'acte	Date de l'acte	Créanciers/Vendeurs/Donateurs/Constituants "Prop. Imm./Contre" /Débiteurs/Acquéreurs/Donataires/Fiduciaires	Numéro d'archivage Provisoire
06/01/2021 D00148	HYPOTHEQUE JUDICIAIRE DEFINITIVE de la formalité initiale du Sages : 2904P04 Vol: 2020V N° 954	12/11/2020	ENTREPRISE TALEC ELORN FONCIER SARL	2904P03 V00035
26/05/2021 D16543	ADM. TRIBUNAL DE COMMERCE BREST COMMANDEMENT DE PAYER VALANT SAISIE HUI Marc RIOU huissier de justice BREST	02/04/2021	SAS ENTREPRISE TALEC ELORN FONCIER	2904P03 S00012

Le présent certificat des formalités acceptées au dépôt et en instance d'enregistrement au fichier immobilier sur les immeubles individuellement désignés dans la demande de renseignements est délivré en application de l'article 2457 du code civil.

Dernière page de la réponse à la demande de renseignements qui comporte 12 pages y compris le certificat.

**RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1971 AU 03/08/2020**

*Disposition n° 1 de la formalité 2904P04 2014P4835 :*

**Disposant, Donateur**

Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité
1	ELORN FONCIER	501 159 396

**Bénéficiaire, Donataire**

Numéro	Désignation des personnes	Date de naissance ou N° d'identité
1	ELORN FONCIER	501 159 396

**Immeubles**

Bénéficiaires	Droits	Commune	Désignation cadastrale	Volume	Lot
1	TP	TREMAOUEZAN	WD 456 à WD 461		

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenuyer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit

Prix / évaluation : 0 EUR

Complément : Arrêté municipal de lotir n° PA 029 295 13 00001 du 10/06/2013 portant sur les parcelles anciennes. Nombre maximum de lots autorisés : 5

<b>N° d'ordre : 4</b>	Date de dépôt : 09/04/2020	Référence d'enlissement : 2904P04 2020V954	Date de l'acte : 16/03/2020
Nature de l'acte : <b>HYPOTHEQUE JUDICIAIRE PROVISoire</b>			
Rédacteur : ADM UGE DE L'EXECUTION PRES LE TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BREST / BREST			
Domicile élu : BREST, 15 rue Boussingault, Cabinet de la SELARL BRITANNIA Avocats			

*Disposition n° 1 de la formalité 2904P04 2020V954 :*

**Créanciers**

Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
	ENTREPRISE TALEC	

**Propriétaire Immeuble / Contre**

Numéro	Désignation des personnes	Date de Naissance ou N° d'identité
1	ELORN FONCIER	501 159 396

# RELEVÉ DES FORMALITES PUBLIEES DU 01/01/1971 AU 03/08/2020

N° d'ordre : 1	Date de dépôt : 04/07/2014	Référence d'enlissement : 2904P04 2014P2950	Date de l'acte : 03/07/2014
Nature de l'acte : PROCES-VERBAL DU CADASTRE N°21910	Rédacteur : ADM CDIF BREST / BREST		

## Disposition n° 1 de la formalité 2904P04 2014P2950 : Division de parcelle

Immeuble Mère				Immeuble Filles			
Commune	Prix	Sect	Plan	Vol	Lot	Commune	Prix
TREMAOUEZAN	WD	276				TREMAOUEZAN	WD
							456 à 461
N° d'ordre : 2	Date de dépôt : 11/08/2014	Référence d'enlissement : 2904P04 2014P3622	Date de l'acte : 24/07/2014				
Nature de l'acte : VENTE	Rédacteur : NOT KERBAUL / LANDERNEAU						

## Disposition n° 1 de la formalité 2904P04 2014P3622 :

### Disposant, Donateur

Numéro 1  
 Désignation des personnes  
 EUZENES

Date de naissance ou N° d'identité  
 05/09/1926

### Bénéficiaire, Donataire

Numéro 2  
 Désignation des personnes  
 ELORN FONCIER

Date de naissance ou N° d'identité  
 501 159 396

### Immeubles

Bénéficiaires  
 2 TP TREMAOUEZAN

Désignation cadastrale  
 WD 456 à WD 461

Volume

Lot

DI : Droits Indivis CO : Constructions DO : Domanier EM : Emphytéote NI : Nue-propriété en indivision NP : Nue-propriété OT : Autorisation d'occupation temporaire PE : Preneur PI : Indivision en pleine propriété PR : Preneur bail à réhabilitation SO : Sol TE : Tenayer TP : Toute propriété TR : Tréfond UH : Droit d'usage et d'habitation UI : Usufruit en indivision US : Usufruit  
 Prix / évaluation : 85,636,00 EUR

N° d'ordre : 3	Date de dépôt : 17/11/2014	Référence d'enlissement : 2904P04 2014P4835	Date de l'acte : 24/10/2014
Nature de l'acte : DEPOT DE PIECES DE LOTISSEMENT	Rédacteur : NOT KERBAUL / LANDERNEAU		

II - IMMEUBLES RURAUX (suite)					A. - MUTATIONS ET SERVITUDES ACTIVES (suite)			B. - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite)		
Épave	N° du plan	Section	N° du plan	Section	N° du plan	Immobiliers	Observations	Immobiliers	Date, nature et nature des formalités	Observations
55			104							
56			105							
57			106							
58			107							
59			108							
60			109							
61			110							
62			111							
63			112							
64			113							
65			114							
66			115							
67			116							
68			117							
69			118							
70			119							
71			120							
72			121							
73			122							
74			123							
75			124							
76			125							
77			126							
78			127							
79			128							
80			129							
81			130							
82			131							
83			132							
84			133							
85			134							
86			135							
87			136							
88			137							
89			138							
90			139							
91			140							
92			141							
93			142							
94			143							
95			144							
96			145							
97			146							
98			147							
99			148							
100			149							
101			150							
102			151							
103			152							

1  
2  
3  
4  
5  
6

5	9	1926
---	---	------

Age Group	1970	1980	1990	2000	2010	2020
0-14	20	18	15	12	10	10
15-24	15	14	13	12	11	10
25-34	12	11	10	9	8	7
35-44	10	9	8	7	6	5
45-54	8	7	6	5	4	3
55-64	6	5	4	3	2	1
65-74	4	3	2	1	0	0
75+	5	6	7	8	10	20

[illegible]

### LES ANNULAIRES CIRCULANTS

### LES ANNULAIRES CIRCULANTS

### A. — MUTATIONS ET SÉRIENNES ACTIVES

### A. — MUTATIONS ET SÉRIENNES ACTIVES

100

100

U. — IMMÉDIATES RURAUX

[illegible]

II. - IMMEUBLES RURAUX (suite)					A. - MUTATIONS ET SERVICES ACTIFS (suite)			B. - CHARGES, PRIVILEGES ET HYPOTHEQUES (suite)		
N° de plan	Section	N° de plan	Section	N° de plan	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immatriculation	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
55		104		133	87-	25) 2 août 1989 - 81.25 N° 102-1989-0-10178				
56		105		134		VEATTE du 20/02/1989				
57		106		135		M. KERBAUL c. LANGEHEM				
58		107		136		par L. Langehem c. L.				
59		108		137		SEITE n° R 1310319873				
60		109		138		et GUENEVEQUES n° R				
61		110		139		1103-1974, Chateau pour				
62		111		140		trav. indivise				
63		112		141		Prêt n° 114 2888				
64		113		142						
65		114		143						
66		115		144						
67		116		145						
68		117		146						
69		118		147						
70		119		148						
71		120		149						
72		121		150						
73		122		151						
74		123		152						
75		124		153						
76		125		154						
77		126		155						
78		127		156						
79		128		157						
80		129		158						
81		130		159						
82		131		160						
83		132		161						
84		133		162						
85		134		163						
86		135		164						
87		136		165						
88		137		166						
89		138		167						
90		139		168						
91		140		169						
92		141		170						
93		142		171						
94		143		172						
95		144		173						
96		145		174						
97		146		175						
98		147		176						
99		148		177						
100		149		178						
101		150		179						
102		151		180						
103		152		181						

LH

0 1 2 3 4 5 6 7 - 8 9 10 11 12

5	6	1926
---	---	------

[illegible]

100

No	Cas
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7
8	8
9	9
10	10
11	11
12	12
13	13
14	14
15	15
16	16
17	17
18	18
19	19
20	20
21	21
22	22
23	23
24	24
25	25
26	26
27	27
28	28
29	29
30	30
31	31
32	32
33	33
34	34
35	35
36	36
37	37
38	38
39	39
40	40
41	41
42	42
43	43
44	44
45	45
46	46
47	47
48	48
49	49
50	50
51	51
52	52
53	53
54	54
55	55
56	56
57	57
58	58
59	59
60	60
61	61
62	62
63	63
64	64
65	65
66	66
67	67
68	68
69	69
70	70
71	71
72	72
73	73
74	74
75	75
76	76
77	77
78	78
79	79
80	80
81	81
82	82
83	83
84	84
85	85
86	86
87	87
88	88
89	89
90	90
91	91
92	92
93	93
94	94
95	95
96	96
97	97
98	98
99	99
100	100

1

---

100

N° de p.	Section	N° de plan	N° de p.	Section	N° de plan	N° de p.	Section	N° de plan
1		19						
2		20						
3		21						
4		22						
5		23						
6		24						
7		25						
8		26						
9		27						
10		28						
11		29						
12		30						
13		31						
14		32						
15		33						
16		34						
17		35						
18		36						
19		37						
20		38						
21		39						
22		40						
23		41						
24		42						
25		43						
26		44						
27		45						
28		46						
29		47						
30		48						
31		49						
32		50						
33		51						
34		52						
35		53						
36		54						

76 23) Mince Pennelle  
venue de GOURVERZ au 0  
11-7-1865  
Rux = 1000000 HT

23) Mince Pennelle  
N° 1. de 11/1865  
Rux = 1000000 HT

23) Mince Pennelle  
N° 1. de 11/1865  
Rux = 1000000 HT

23) Mince Pennelle  
N° 1. de 11/1865  
Rux = 1000000 HT

23) Mince Pennelle  
N° 1. de 11/1865  
Rux = 1000000 HT

23) Mince Pennelle  
N° 1. de 11/1865  
Rux = 1000000 HT

23) Mince Pennelle  
N° 1. de 11/1865  
Rux = 1000000 HT



11 - DÉTAILS DES BUREAUX (Suite)					A - MUTATIONS		SERVICES ACTIVES (Suite)		B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (Suite)	
N° d'ordre	N° du plan	N° d'ordre	N° du plan	N° d'ordre	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
45	104	104	104	104						
46	105	105	105	105						
47	106	106	106	106						
48	107	107	107	107						
49	108	108	108	108						
50	109	109	109	109						
51	110	110	110	110						
52	111	111	111	111						
53	112	112	112	112						
54	113	113	113	113						
55	114	114	114	114						
56	115	115	115	115						
57	116	116	116	116						
58	117	117	117	117						
59	118	118	118	118						
60	119	119	119	119						
61	120	120	120	120						
62	121	121	121	121						
63	122	122	122	122						
64	123	123	123	123						
65	124	124	124	124						
66	125	125	125	125						
67	126	126	126	126						
68	127	127	127	127						
69	128	128	128	128						
70	129	129	129	129						
71	130	130	130	130						
72	131	131	131	131						
73	132	132	132	132						
74	133	133	133	133						
75	134	134	134	134						
76	135	135	135	135						
77	136	136	136	136						
78	137	137	137	137						
79	138	138	138	138						
80	139	139	139	139						
81	140	140	140	140						
82	141	141	141	141						
83	142	142	142	142						
84	143	143	143	143						
85	144	144	144	144						
86	145	145	145	145						
87	146	146	146	146						
88	147	147	147	147						
89	148	148	148	148						
90	149	149	149	149						
91	150	150	150	150						
92	151	151	151	151						
93	152	152	152	152						
94	153	153	153	153						
95	154	154	154	154						
96	155	155	155	155						
97	156	156	156	156						
98	157	157	157	157						
99	158	158	158	158						
100	159	159	159	159						
101	160	160	160	160						
102	161	161	161	161						
103	162	162	162	162						
					16) 13 Février 1891 vol 1122 n° 3 Division parcellaire du 23.1.1891 de HANCAU (notaire) en 2 lots 1893 division en 4 lots 314-315 17) Même formalité VENTE A. JACQUELAIN 23.1.1893 et sous-vente CAILL Prix 100 000 f 18) 16 Décembre 1897 vol 1122 n° 3 n° 16 du 9.12.1897, etc. 1897 19) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 20) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 21) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 22) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 23) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 24) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 25) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 26) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 27) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 28) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 29) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 30) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 31) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 32) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 33) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 34) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 35) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 36) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 37) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 38) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 39) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 40) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 41) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 42) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 43) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 44) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 45) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 46) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 47) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 48) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 49) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 50) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 51) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 52) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 53) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 54) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 55) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 56) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 57) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 58) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 59) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 60) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 61) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 62) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 63) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 64) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 65) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 66) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 67) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 68) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 69) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 70) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 71) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 72) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 73) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 74) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 75) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 76) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 77) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 78) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 79) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 80) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 81) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 82) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 83) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 84) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 85) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 86) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 87) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 88) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 89) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 90) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 91) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 92) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 93) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 94) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 95) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 96) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 97) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 98) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 99) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 100) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 101) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 102) 14 1/4 division en 4 lots et 1894 103) 14 1/4 division en 4 lots et 1894					



II - EMPIÈRES RURAUX (Suite)					A - MUTATIONS SERVITUDES ACTIVES (Suite)		B - CHARGES, PRIVILÈGES ET HYPOTHÈQUES (Suite)			
N° d'ordre	Sec-tion	N° du plan	Sec-tion	N° d'ordre	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations	Immeubles	Dates, numéros et nature des formalités	Observations
95	A	1411	MC	1411						
96	A	1412	MC	1412						
97	A	1413	MC	1413						
98	A	1414	MC	1414						
99	A	1415	MC	1415						
100	A	1416	MC	1416						
101	A	1417	MC	1417						
102	A	1418	MC	1418						
103	A	1419	MC	1419						
104	A	1420	MC	1420						
105	A	1421	MC	1421						
106	A	1422	MC	1422						
107	A	1423	MC	1423						
108	A	1424	MC	1424						
109	A	1425	MC	1425						
110	A	1426	MC	1426						
111	A	1427	MC	1427						
112	A	1428	MC	1428						
113	A	1429	MC	1429						
114	A	1430	MC	1430						
115	A	1431	MC	1431						
116	A	1432	MC	1432						
117	A	1433	MC	1433						
118	A	1434	MC	1434						
119	A	1435	MC	1435						
120	A	1436	MC	1436						
121	A	1437	MC	1437						
122	A	1438	MC	1438						
123	A	1439	MC	1439						
124	A	1440	MC	1440						
125	A	1441	MC	1441						
126	A	1442	MC	1442						
127	A	1443	MC	1443						
128	A	1444	MC	1444						
129	A	1445	MC	1445						
130	A	1446	MC	1446						
131	A	1447	MC	1447						
132	A	1448	MC	1448						
133	A	1449	MC	1449						
134	A	1450	MC	1450						
135	A	1451	MC	1451						
136	A	1452	MC	1452						
137	A	1453	MC	1453						
138	A	1454	MC	1454						
139	A	1455	MC	1455						
140	A	1456	MC	1456						
141	A	1457	MC	1457						
142	A	1458	MC	1458						
143	A	1459	MC	1459						
144	A	1460	MC	1460						
145	A	1461	MC	1461						
146	A	1462	MC	1462						
147	A	1463	MC	1463						
148	A	1464	MC	1464						
149	A	1465	MC	1465						
150	A	1466	MC	1466						
151	A	1467	MC	1467						
152	A	1468	MC	1468						
153	A	1469	MC	1469						
154	A	1470	MC	1470						
155	A	1471	MC	1471						
156	A	1472	MC	1472						
157	A	1473	MC	1473						
158	A	1474	MC	1474						
159	A	1475	MC	1475						
160	A	1476	MC	1476						
161	A	1477	MC	1477						
162	A	1478	MC	1478						
163	A	1479	MC	1479						
164	A	1480	MC	1480						
165	A	1481	MC	1481						
166	A	1482	MC	1482						
167	A	1483	MC	1483						
168	A	1484	MC	1484						
169	A	1485	MC	1485						
170	A	1486	MC	1486						
171	A	1487	MC	1487						
172	A	1488	MC	1488						
173	A	1489	MC	1489						
174	A	1490	MC	1490						
175	A	1491	MC	1491						
176	A	1492	MC	1492						
177	A	1493	MC	1493						
178	A	1494	MC	1494						
179	A	1495	MC	1495						
180	A	1496	MC	1496						
181	A	1497	MC	1497						
182	A	1498	MC	1498						
183	A	1499	MC	1499						
184	A	1500	MC	1500						
185	A	1501	MC	1501						
186	A	1502	MC	1502						
187	A	1503	MC	1503						
188	A	1504	MC	1504						
189	A	1505	MC	1505						
190	A	1506	MC	1506						
191	A	1507	MC	1507						
192	A	1508	MC	1508						
193	A	1509	MC	1509						
194	A	1510	MC	1510						
195	A	1511	MC	1511						
196	A	1512	MC	1512						
197	A	1513	MC	1513						
198	A	1514	MC	1514						
199	A	1515	MC	1515						
200	A	1516	MC	1516						
201	A	1517	MC	1517						
202	A	1518	MC	1518						
203	A	1519	MC	1519						
204	A	1520	MC	1520						
205	A	1521	MC	1521						
206	A	1522	MC	1522						



**DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES  
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE**

**BREST 1**

**Demande de renseignements n° 2904P03 2021F594  
déposée le 26/05/2021, par la Société ACTIAJURIS**

**CERTIFICAT**

Le Service de la Publicité Foncière certifie le présent document(\*) qui contient les éléments suivants:

- Pour la période de publication du 01/01/1971 au 03/08/2020 (date de mise à jour fichier)  
☒ Il n'existe au fichier immobilier non informatisé que les seules formalités figurant sur les 8 faces de copies ci-jointes,  
☒ Il n'existe que les 4 formalités indiquées dans l'état réponse ci-joint,
- Le certificat de dépôt pour la période comprise entre la date de mise à jour du fichier immobilier informatisé et la date de dépôt de la demande :  
du 04/08/2020 au 26/05/2021 (date de dépôt de la demande)  
☒ Il n'existe que les 2 formalités indiquées au registre des dépôts concernant les immeubles requis.

A BREST 1, le 01/06/2021  
Pour le Service de la Publicité Foncière,  
Le comptable des finances publiques,  
Didier JASSELIN

(\*) Le nombre de page(s) total figure en fin de document

Les dispositions des articles 38 à 43 de la loi N°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du Service de la Publicité Foncière et de l'enregistrement, un droit d'accès et un droit de rectification.

**SELARL ACTIAJURIS**

Dominique LE GALL & Christophe GUEGANTON & Hervé DEUFF & Marc RIOU

Huissiers de Justice Associés

5, Rue Colbert - C.S. 61918

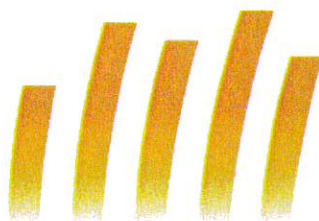
29219 BREST Cedex 1

Tél : 02.98.46.26.57

E. Mail : [contact@actiajuris.fr](mailto:contact@actiajuris.fr)

Fax : 02.98.46.06.82

Référence Dossier N° : D252591.00



**ACTIAJURIS**

**PROCÈS VERBAL  
DE DESCRIPTION**

Première Expédition

**SELARL  
ACTIAJURIS**  
Huissiers de Justice associés  
5 rue Colbert - CS 61918  
29219 BREST CEDEX 1

**Bureau Annexe :**  
**Place des Otages**  
**2 Venelle du Four St**  
**Mélaine**  
**29600 MORLAIX**

Téléphone : 02.98.46.26.57  
Télécopieur : 02.98.46.06.82  
e-mail : contact@actiajuris.fr  
www.actiajuris.fr

Références bancaires :  
**IBAN : FR76 1558 9297**  
**1801**

**2627 9384 440**

**BIC : CMBRFR2BARK**  
Paiement par carte bancaire  
(Possible par téléphone)

## **PROCES-VERBAL D'HUISSIER DE JUSTICE**

*\*Original\**

### **Coût (Sans Lettre)**

Nature	Montant
Art-R.444-8	219.16
SCT-Art A.444-48	7.67
Total H.T.	226.83
T.V.A à 20 %	45.37
Total TTC	272.20

Les articles se réfèrent au Code de Commerce  
Tarif calculé sur la somme de 18934,3 €  
SCT : Frais de Déplacement  
DEP : Droit d'Engagement des Poursuites

Acte non soumis à la taxe



## **PROCES VERBAL DE DESCRIPTION D'IMMEUBLE**

**LE JEUDI QUINZE AVRIL**  
**DEUX MILLE VINGT ET UN**

Je, Maître DEUFF Hervé, Huissier de Justice Associé de la SELARL ACTIAJURIS Dominique LE GALL, Christophe GUEGANTON, Hervé DEUFF, Marc RIOU, Huissiers de justice associés, titulaire d'un office d'Huissier de Justice à la résidence de BREST, 5 rue Colbert, soussigné,

### **A LA DEMANDE DE :**

SAS ENTREPRISE TALEC, au capital de :38 500,00 Euros, immatriculée au RCS de BREST sous le numéro 326 224 458, dont le siège social est 81 Krea'ch Losked à PLOUGUERNEAU (29880), agissant poursuites et diligences de son Président du Conseil d'Administration.

Elisant domicile en mon étude et en l'étude de SELARL BRITANNIA 15 Rue BOUSSINGAULT BP 71233 29212 BREST CEDEX 1

### **AGISSANT EN VERTU :**

D'un jugement réputé contradictoire en premier ressort rendu par le Tribunal de Commerce de BREST en date du 25/09/2020

Et procédant conformément aux dispositions des articles R322-1 à R322-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution

L'Huissier de Justice soussigné certifie s'être transporté ce jour sis à **TRAMAQUEZAN (29800) Lotissement « Les Courlis »**

A l'effet de procéder à la description exacte et détaillée des biens qui y sont situés (parcelles cadastrées section WD n°459 et 461) et appartenant à

SARL ELORN FONCIER, au capital de :7 500,00 Euros, immatriculée au RCS de BREST sous le n°501 159 396, dont le siège social est 75 Rue du 19 mars 1962 ZI de Bel Air à LANDERNEAU (29800), pris(e) en la personne de son gérant, MONNIER Eric

### **TRES IMPORTANT**

#### Article L142-1 du Code des procédures civiles d'exécution

*En l'absence de l'occupant du local ou si ce dernier en refuse l'accès, l'huissier de justice chargé de l'exécution ne peut y pénétrer qu'en présence du maire de la commune, d'un conseiller municipal ou d'un fonctionnaire municipal délégué par le maire à cette fin, d'une autorité de police ou de gendarmerie, requis pour assister au déroulement des opérations ou, à défaut, de deux témoins majeurs qui ne sont au service ni du créancier ni de l'huissier de justice chargé de l'exécution.*

*Dans les mêmes conditions, il peut être procédé à l'ouverture des meubles.*

#### Article L142-3 du Code des procédures civiles d'exécution

*A l'expiration d'un délai de huit jours à compter d'un commandement de payer signifié par un huissier de justice et resté sans effet, celui-ci peut, sur justification du titre exécutoire, pénétrer dans un lieu servant à l'habitation et, le cas échéant, faire procéder à l'ouverture des portes et des meubles.*



DEFERANT A CETTE REQUISITION, Je, Hervé DEUFF, Huissier de Justice associé, soussigné, me suis transporté sur la commune de TREMAOUEZAN, lotissement Les Courlis,

Où, J'ai fait les constatations suivantes :

Je positionne les biens saisis sur la vue aérienne ci -près :





Les parcelles cadastrées section WD n°459 et n°461 sont situées au cœur du lotissement Les Courlis, situé à l'entrée du bourg de TREMAOUEZAN.

La parcelle n°461 est la voie d'accès au lotissement, elle est en enrobé goudronné et dessert les différents lots, tous bâtis aujourd'hui, sauf la parcelle n°459









La Parcelle n°459 est située sur la gauche en entrant dans le lotissement.

Il s'agit d'un terrain viabilisé, les coffrets eau et électricité sont visibles à l'entrée.







Le terrain est libre de toute occupation et n'a reçu aucun aménagement. Les terres sont régaliées.









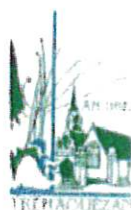












## CERTIFICAT D'URBANISME D'INFORMATION

DESCRIPTION DE LA DEMANDE	référence dossier
Par : SELARL BRITANNIA représentée par Monsieur LAURENT Cynil Demeurant à : 15 Rue Jean-Baptiste Boussingault  29212 BREST 1  Sur un terrain sis à : Lotissement Les Courlis  29300 TREMAOUEZAN Cadastré : WD459, WD431	N° CU 029295 21 00003  Déposé le 29/01/2021

### Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu le Code de l'Urbanisme,  
Vu le Lotissement approuvé le  
Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal approuvé le 28 février 2020 et rendu exécutoire le 8 juin 2020,  
Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de Brest approuvé le 10 décembre 2016, modifié le 22 octobre 2019 et mis en révision le 30 avril 2019,  
Vu les décrets n° 2010-1254 et n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant sur la nouvelle réglementation parasismique,  
Vu la demande de certificat d'urbanisme susvisée,

### CERTIFIE

Les règles d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété applicables au terrain sont mentionnées aux articles 1 et suivants du présent certificat.

Conformément au quatrième alinéa de l'article L. 410-1 du code de l'urbanisme, si une demande de permis de construire, d'aménager ou de démolir ou si une déclaration préalable est déposée dans le délai de dix-huit mois à compter de la date du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existent à cette date ne peuvent être remis en cause à l'exception des dispositions qui ont pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

#### Article 1 :

Les articles suivants du code de l'urbanisme sont notamment applicables :

- art. R.111-2, R.111-4, R.111-26 et R.111-27 (sauf en SPR)

#### Zone(s) :

- UHc - Zone urbaine à vocation d'habitat et d'activités compatibles avec l'habitat correspondant essentiellement au tissu urbain de type pavillonnaire moins dense que celui du centre-ville ancien de Landemeau et des cœurs des bourgs

Le terrain est grevé des servitudes d'utilité publique suivantes :

- AC1 (servitudes relatives aux monuments historiques) : MHc - Eglise / Service gestionnaire : UDAP Finistère
- AC1 (servitudes relatives aux monuments historiques) : MHc - Osuaire / Service gestionnaire : UDAP Finistère
- AC4 (Sites patrimoniaux remarquables et plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine) : Site patrimonial remarquable de Trémaouezan (ZPPAUP) / Service gestionnaire : UDAP Finistère

DOSSIER N° CU 029295 21 00003

PAGE 1 / 2



- T4 (servitudes aéronautiques de balisage) : Servitude de balisage de l'aérodrome de Brest-Guipavas / Service gestionnaire : DGAC/SMIA Pôle de Nantes
- T4 (servitudes aéronautiques de balisage) : Servitude de balisage de l'aérodrome de Landivisiau (aérodrome international) / Service gestionnaire : DGAC/SMIA Pôle de Nantes
- T5 (servitude aéronautique de dégagement) : Base aéronavale de Landivisiau n°300.205.01 / Service gestionnaire : Défense ESID de Brest
- T5 (servitude aéronautique de dégagement) : Servitude de dégagement de l'aérodrome de Brest-Guipavas / Service gestionnaire : DGAC/SMIA Pôle de Nantes

Le terrain est soumis aux :

- Réglementation parasismique : zone 2 (sans faille)

#### Article 2 :

Les taxes suivantes pourront être exigées à compter de l'obtention d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable :

Nom	Commentaires
1 - Taxe d'Aménagement - Part Communale	Taux : 3%
2 - Taxe d'Aménagement - Part Départementale	Taux : 1,5%
3 - Redevance d'archéologie préventive	Taux : 0,4%

#### Article 3 :

Les participations ci-dessous pourront être exigées à l'occasion d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable. Si tel est le cas elles seront inscrites dans l'arrêté de permis ou dans un arrêté pris dans les deux mois suivant la date du permis tacite ou de la décision de non opposition à une déclaration préalable.

#### Participations exigibles sans procédure de délibération préalable :

- Participations pour équipements publics exceptionnels (articles L. 332-6-1-2° et L. 332-8 du code de l'urbanisme)

Fait à TREMACHEZAN  
Le 08/02/2021  
Le Maire,  
Mervé LIEGEOIS



La présente décision est soumise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L. 2121-2 du code général des collectivités territoriales.  
Transmis le : / /

#### INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur(s) peut (peuvent) contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'appelation informelle que "tribunaux citoyens" accessible par le site internet [www.tribunaux-citoyens.fr](http://www.tribunaux-citoyens.fr). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés dévolus au nom de l'État. Cette dernière prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).  
Durée de validité : Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 10 ans. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.  
Effets du certificat d'urbanisme : le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée.  
Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. Si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas vous être opposées, sauf exceptions relatives à la sécurité ou à la salubrité publique.  
Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de retrait dans le délai de quatre mois après la date du délivrance du certificat, l'autorisation complétée peut le retirer, si elle l'estime légal. Elle est tenue d'en informer immédiatement le (ou les) bénéficiaire(s) du permis et de la permettre de répondre à ses observations.



Imprimer Enregistrer Réinitialiser

1/6

## Demande de Certificat d'urbanisme

cerfa  
N° 13410\*04

- vous souhaitez connaître les règles applicables en matière d'urbanisme sur un terrain
- vous souhaitez savoir si l'opération que vous projetez est réalisable

C U C U A 2 9 5 2 1 0 0 0 0 1

La présente demande a été reçue à la mairie

le 29/11/2011

L'opération porte sur : 2000 m<sup>2</sup>



### 1 - Objet de la demande de certificat d'urbanisme

#### ☒ a) Certificat d'urbanisme d'information

Indique les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain.

#### ☒ b) Certificat d'urbanisme opérationnel

Indique en outre si le terrain peut être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée.

### 2 - Identité du ou des demandeurs

La demande sera le titulaire du certificat et destinataire de la décision.

Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur la fiche complémentaire.

Vous êtes un particulier

Monsieur ☐ Madame ☐

Nom :

Prénom :

Vous êtes une personne morale

Dénomination : SELARL BRITANNIA

Raison sociale :

N° SIRET :

Type de société (SA, SCI, ...)

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : LAURENT

Prénom : Cyril

### 3 - Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro : 15 Voie : Rue Jean-Baptiste Bouslingault

Localité :

Localité : BREST

Code postal : 29 2 0 2 BP Cedex

Téléphone :

Indiquez l'indicateur pour le pays étranger

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays :

Département :

☒ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : [brutemad@orange.fr](mailto:brutemad@orange.fr)

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

### 4 - Le terrain

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournirez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : Voie : Lotissement Les Couffes

Localité :

Localité : TREMADUEZAN

Code postal : 29 2 0 2 BP Cedex

Références cadastrales : (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 3) Préfixe : Section : D Numéro : 29 2 0 2

Superficie totale du terrain (en m<sup>2</sup>) : 776

1 En cas de Brest, vous devez vous renseigner auprès de la mairie



## Références cadastrales : fiche complémentaire

Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale la superficie ainsi que la superficie totale du terrain.

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

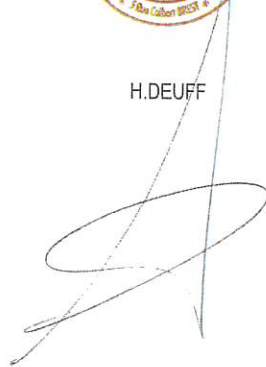


Telles sont les constatations auxquelles j'ai procédé.

De tout ce que dessus, j'ai dressé le présent procès-verbal de constat pour servir et valoir ce que de droit.



H.DEUFF





## Impression Document HTML Adapps

RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ

SARL ELORN FONCIER  
TRES 013

## PROPRIETES BATIES IDENTIFICATION DU LOCAL

EVALUATION DU LOCAL			
AF	NAT LOC	RC COM IMPOSSIBLE	NAT AN COLL EXO RET D
	REXO		0 EUR
DEP	RIMP		0 EUR

**PROPRIETES NON BATIES**

CODE	№	PARC	PP/DP	S	SUF	GR/SS	CL	NAT	EVALUATION
RIVOLI	PRIM	TAR	GR	CL	GR	CL	CULT	CONTE	
A001	0276	1 295A	AB	02				776	
A001	0276	1 295A	S					358	
	0 EUR						R EXO	0	E
	16 EUR						TAXE AD		
							R IMP		16 F

EVALUATION	REVENUE CADASTRAL	COLL NAT AN FRACTION EX RET R C EXO TC	%EXO	LIVRE FONCIER Feuille
TENANCE A A CA	7 76 3 58	16,07 0		
	0 EUR			
	16 EUR			0 EUR

Source : Direction Générale des Finances Publiques page : 1



## CERTIFICAT D'URBANISME D'INFORMATION

DESCRIPTION DE LA DEMANDE	référence dossier
<b>Par :</b> SELARL BRITANNIA représentée par Monsieur LAURENT Cyril <b>Demeurant à :</b> 15 Rue Jean-Baptiste Boussingault  29212 BREST 1  <b>Sur un terrain sis à :</b> Lotissement Les Courlis  29800 TREMAOUEZAN Cadastré : WD459, WD461	<b>N° CU 029295 21 00003</b>  <b>Déposé le 29/01/2021</b>

### **Le Maire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu le Code de l'Urbanisme,  
Vu le Lotissement approuvé le ,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé le 28 février 2020 et rendu exécutoire le 8 juin 2020,  
Vu le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de Brest approuvé le 19 décembre 2018, modifié le 22 octobre 2019 et mis en révision le 30 avril 2019,  
Vu les décrets n° 2010-1254 et n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant sur la nouvelle réglementation parasismique,  
Vu la demande de certificat d'urbanisme susvisée,

### **CERTIFIE**

Les règles d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété applicables au terrain sont mentionnées aux articles 1 et suivants du présent certificat.

Conformément au quatrième alinéa de l'article L. 410-1 du code de l'urbanisme, si une demande de permis de construire, d'aménager ou de démolir ou si une déclaration préalable est déposée dans le délai de dix-huit mois à compter de la date du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété tels qu'ils existaient à cette date ne peuvent être remis en cause à l'exception des dispositions qui ont pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

#### **Article 1 :**

Les articles suivants du code de l'urbanisme sont notamment applicables :

- art. R.111-2, R.111-4, R.111-26 et R.111-27 (sauf en SPR).

Zone(s) :

- Uhc - Zone urbaine à vocation d'habitat et d'activités compatibles avec l'habitat correspondant essentiellement au tissu urbain de type pavillonnaire moins dense que celui du centre-ville ancien de Lanerneau et des cœurs des bourgs.

Le terrain est grevé des servitudes d'utilité publique suivantes :

- AC1 (servitudes relatives aux monument historiques) : MHc : Eglise / Service gestionnaire : UDAP Finistère
- AC1 (servitudes relatives aux monument historiques) : MHc : Ossuaire / Service gestionnaire : UDAP Finistère
- AC4 (Sites patrimoniaux remarquables et plan de valorisation de l'architecture et du patrimoine) : Site patrimonial remarquable de Trémaouézan (ZPPAUP) / Service gestionnaire : UDAP Finistère

- T4 (servitudes aéronautiques de balisage) : Servitude de balisage de l'aérodrome de Brest-Guipavas / Service gestionnaire : DGAC/SNIA Pôle de Nantes
- T4 (servitudes aéronautiques de balisage) : Servitude de balisage de l'aérodrome de Landivisiau (arrêté interministériel) / Service gestionnaire : DGAC/SNIA Pôle de Nantes
- T5 (servitude aéronautique de dégagement) : Base aéronavale de Landivisiau n°290.265.01 / Service gestionnaire : Défense ESID de Brest
- T5 (servitude aéronautique de dégagement) : Servitude de dégagements de l'aérodrome de Brest-Guipavas / Service gestionnaire : DGAC/SNIA Pôle de Nantes

Le terrain est soumis aux :

- 
- 
- Réglementation parasismique : zone 2 (aléa faible)

#### Article 2 :

Les taxes suivantes pourront être exigées à compter de l'obtention d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable :

Nom	Commentaires
1 - Taxe d'Aménagement - Part Communale	Taux : 3%
2 - Taxe d'Aménagement - Part Départementale	Taux : 1,5 %
3 - Redevance d'archéologie préventive	Taux : 0,4 %

#### Article 3 :

Les participations ci-dessous pourront être exigées à l'occasion d'un permis ou d'une décision de non opposition à une déclaration préalable. Si tel est le cas elles seront mentionnées dans l'arrêté de permis ou dans un arrêté pris dans les deux mois suivant la date du permis tacite ou de la décision de non opposition à une déclaration préalable.

#### Participations exigibles sans procédure de délibération préalable :

- Participations pour équipements publics exceptionnels (articles L. 332-6-1-2° c) et L. 332-8 du code de l'urbanisme)

Fait à TREMAQUEZAN

Le 08/02/2021

Le Maire,

Hervé LIEGEOIS



La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.  
Transmis le ... / ... / ...

#### INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).  
**Durée de validité :** Le certificat d'urbanisme a une durée de validité de 18 mois. Il peut être prorogé par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée du certificat pour lequel vous demandez la prorogation au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Effets du certificat d'urbanisme :** le certificat d'urbanisme est un acte administratif d'information, qui constate le droit applicable en mentionnant les possibilités d'utilisation de votre terrain et les différentes contraintes qui peuvent l'affecter. Il n'a pas valeur d'autorisation pour la réalisation des travaux ou d'une opération projetée.

Le certificat d'urbanisme crée aussi des droits à votre égard. Si vous déposez une demande d'autorisation (par exemple une demande de permis de construire) dans le délai de validité du certificat, les nouvelles dispositions d'urbanisme ou un nouveau régime de taxes ne pourront pas vous être opposées, sauf exceptions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

**Attention :** l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de retrait dans le délai de quatre mois après la date du délivrance du certificat, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

(pour l'établissement d'	2014 D N° 8645 PRDI	Date : 17/11/2014 Volume : 2014 P N° 4835
SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE	DROITS : Néant	
	CSI : 15,00 EUR	Droits : Néant
	CSI (1) :	
	TOTAL	

L'AN DEUX MILLE QUATORZE  
LE VINGT-QUATRE OCTOBRE  
A LANDERNEAU

Maître Jacques KERBAUL Notaire associé de la Société Civile Professionnelle  
"Mes Jacques KERBAUL, Laurent RIOU, Marc CHAUSSADE, Notaires associés" titulaire  
d'un Office Notarial à LANDERNEAU (Finistère), 30, Boulevard de la Gare, soussigné.

A reçu le présent acte authentique de dépôt de pièces à la requête de :

La société dénommée **ELORN FONCIER**, société à responsabilité limitée, au capital de 7 500,00 Euros, dont le siège social est à LANDERNEAU (29800), 75, rue du 19 mars 1962, identifiée sous le numéro SIREN 501159396 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de la ville de BREST,

ici représentée par :

Monsieur Eric MONNIER, en sa qualité de gérant en exercice, fonction à laquelle il a été nommé aux termes de l'article 19 des statuts de ladite société, et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu de l'article 20 desdits statuts.

Ci-après dénommé, dans le corps de l'acte, « le lotisseur »

Lequel, préalablement au dépôt de pièces faisant l'objet du présent acte, a exposé ce qui suit :

(1) CSI : Contribution de sécurité immobilière.

Les dispositions des articles 34, 35 et 36 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée s'appliquent : elles garantissent pour les données vous concernant, auprès du service de la publicité foncière, un droit d'accès et un droit de rectification.

**EXPOSE**

**I. - ACQUISITION DU TERRAIN : VENTE PAR MONSIEUR EUZENES AU LOTISSEUR**

Aux termes d'un acte reçu par Maître Jacques KERBAUL, notaire soussigné, le 24 JUILLET 2014,

Monsieur Hervé, Nicolas EUZENES, Retraité, époux de Madame Henriette CUEFF, demeurant à LANDERNEAU (29800), 3, rue du Clair Logis.

Né à BREST-Saint Marc (29200), le 5 septembre 1926.

De nationalité Française.

Marié sous le régime de la communauté légale de meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de PONT DE BUIS LES QUIMER'CH (29590), le 16 avril 1955 ; ledit régime n'ayant subi aucune modification contractuelle ou judiciaire postérieure, ainsi déclaré.

A VENDU au lotisseur, comparant,

Les biens ci-après désignés :

**Commune de TREMAQUEZAN (29800)**

Une parcelle de terre située lieudit Les Courlis,  
Cadastrée :

SECTION	N°	LIEUDIT OU VOIE	NATURE	CONTENANCE		
				HA	A	CA
WD	456				8	24
WD	457				6	79
WD	458				8	27
WD	459				7	76
WD	460				7	38
WD	461				3	58
SUPERFICIE TOTALE					42	02

Ladite vente a eu lieu moyennant un prix payé comptant aux termes dudit acte qui en contient quittance.

Une expédition de cet acte est en cours de publication au service de la publicité foncière de BREST 2

**II - ORIGINE DE PROPRIETE**

**Du chef de Monsieur Hervé EUZENES**

Le bien sus-désigné appartenait en propre au vendeur pour l'avoir acquis par suite des faits et actes suivants :

**Partie :** pour l'avoir reçue, avec d'autres biens, suite au décès de Monsieur Jean François Marie EUZENES, veuf de Madame Anne Marie Joséphine LE GUEN, né à LANDERNEAU, le 14 mai 1892, décédé le 8 février 1960 à TREMAQUEZAN, en son domicile, en laissant pour lui succéder Monsieur Hervé Nicolas EUZENES, vendeur sus-nommé, son fils, seul héritier, ainsi que le constate un acte de notoriété dressé par Me MANACH, Notaire à LANDERNEAU, le 15 juillet 1960,



L'Attestation de propriété constatant la mutation des biens par décès a été dressée par Maître MANACH, notaire à LANDERNEAU, le 15 novembre 1960, publiée au Service de la Publicité Foncière de BREST 2, le 10 février 1961, volume 649, numéro 3.

Partie : pour l'avoir reçue, avec d'autres biens, aux termes d'un acte d'échange entre :

- Mademoiselle Suzanne Yvonne LE GALL, célibataire, demeurant au bourg de TREMAOUEZAN, née à TREMAOUEZAN, le 11 janvier 1922,
- Mademoiselle Perrine Yvonne LE GALL, demeurant au bourg de TREMAOUEZAN, née à TREMAOUEZAN, le 15 janvier 1924,
- et Monsieur Ernest Louis Marie LE GALL, gérant de société, célibataire, demeurant au bourg de TREMAOUEZAN, née à TREMAOUEZAN, le 19 janvier 1929.

Et Monsieur EUZENES, sus-nommé,

Aux termes d'un acte reçu par Maître COZIC, notaire à LANDERNEAU le 18 mai 1967, publié au Service de la Publicité Foncière de BREST 2, le 16 juin 1967, volume 1354, numéro 63.

Aux termes de cet acte les biens reçus ont été évalués à 150 francs.

#### Antérieurement.

##### Du chef de Madame EUZENES née Anne Marie LE GUEN.

Originellement, cette propriété appartenait en propre avec plus grande contenance à Madame Anne Marie Joséphine LE GUEN, épouse de Monsieur Jean François Marie EUZENES, demeurant au bourg de la commune de TREMAOUEZAN,

En vertu de l'attribution qui lui en avait été faite sous le troisième lot d'un partage dressé par Maître IZENIC, alors notaire à LANDERNEAU le 19 janvier 1925, intervenu entre :

- Madame Anne Marie Joséphine LE GUEN, alors célibataire majeure,
- Monsieur Yves Marie LE GUEN, célibataire majeur,
- Et Monsieur Auguste Marie LE GUEN, célibataire majeur,

Frères et sœur germains demeurant tous trois à TREMAOUEZAN, lieudit "Kerioual",

Ce partage a eu lieu sans soulte de part ni d'autre et ne semble pas avoir été transcrit au bureau des hypothèques de BREST.

##### Décès de Madame EUZENES née Anne Marie LE GUEN.

Madame Anne Marie Joséphine LE GUEN, épouse de Monsieur Jean François Marie EUZENES, est décédée en son domicile au bourg de la commune de TREMAOUEZAN le 10 décembre 1957, laissant :

- Monsieur Jean François Marie EUZENES, son mari survivant :

\* Veuf commun en biens meubles et acquêts, à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de TREMAOUEZAN le 20 janvier 1925,

\* Donataire en pleine propriété de l'universalité des biens meubles et immeubles composant sa succession aux termes d'un acte de donation entre époux reçu par Maître MANACH, alors notaire à LANDERNEAU le 28 juillet 1945, enregistré à LANDERNEAU le 14 janvier 1958, folio 25, case 18, bordereau 18/1/63,

\* Et usufruitier légal du quart des biens composant sa succession en vertu de l'article 767 du Code Civil; lequel usufruit se confondant avec le bénéfice plus étendu de la donation entre époux sus-relatée.

Madame EUZENES n'ayant laissé aucun ascendant ni descendant et par conséquent aucun héritier ayant droit à une réserve légale quelconque dans sa succession, la donation sus-relatée a pu recevoir sa pleine et entière exécution.

Ainsi que ces décès et qualités sont constatés par un acte de notoriété dressé par Maître MANACH, notaire susnommé, le 20 février 1958.

La mutation des biens et droits immobiliers a été établie également par Maître MANACH, notaire susnommé, le 15 mars 1958.

Une expédition de cet acte a été publiée au bureau des hypothèques de BREST le 26 mars 1958, Volume 399, numéro 22.

#### Décès de Monsieur Jean François EUZENES

Monsieur Jean François EUZENES, né à LANDERNEAU, le 14 mai 1892, en son vivant, veuf non remarié de Madame Anne Marie Joséphine LE GUEN, demeurant au bourg de TREMAOUEZAN, est décédé en son domicile le 8 février 1960, laissant pour recueillir sa succession :

- Monsieur Hervé Nicolas EUZENES, sus-nommé

Son fils adopté par lui aux termes d'un acte reçu par Maître GEFFROY, alors notaire à PLOUESCAT le 22 mars 1958, homologué suivant jugement rendu par le tribunal civil de BREST le 23 mai 1958, et en cette qualité héritier pour la totalité de la succession.

Ainsi que ces décès et qualités sont constatés en un acte de notoriété dressé par Maître MANACH, notaire susnommé, le 15 juillet 1960.

L'attestation immobilière constatant le transfert des biens immobiliers dépendant de la succession a été établie par Maître MANACH, notaire susnommé, le 15 novembre 1960.

Une expédition de cet acte a été publiée au bureau des hypothèques de BREST le 10 février 1961, Volume 649, numéro 3.

#### PUIS :

Procès-verbal du cadastre n°15213 du 17 juin 1999 publié au deuxième bureau des hypothèques de BREST le 05-07-1999, Volume 1999P, numéro 3636.

Et procès-verbal du cadastre n°15229 du 23 juin 1999 publié au même bureau des hypothèques de BREST le 06-08-1999, Volume 1999P, numéro 4297.

#### III - BORNAGE

Monsieur MONNIER déclare vouloir destiner le terrain à la réalisation d'un lotissement à usage d'habitation. Afin de satisfaire aux dispositions de l'article L. 111-5-3 du Code de l'urbanisme, il est ici déclaré que ledit terrain a fait l'objet d'un bornage établi par le cabinet GEOMAT, géomètre expert à LANDERNEAU, 6 rue de la Marne.

Un exemplaire du plan de bornage est ci-annexé.

Les procès-verbaux de bornages entre la parcelle WD 276 et les parcelles WD 429 – WD 275 – WD 182 – WD 183 – WD 227 – WD 181 – WD 432 – sont demeurés annexés à l'acte de vente du 24 juillet 2014 sus-relaté.

Etant Précisé qu'il résulte du procès-verbal de bornage établi par le cabinet GEOMAT, demeuré ci-annexé que le bornage du terrain vendu pour ses limites avec la parcelle cadastrée section WD n°312 résulte d'un bornage établi par le cabinet ATGTO en novembre 1998.

#### IV. – PERMIS D'AMENAGER ET SON MODIFICATIF

La société ELORN FONCIER ci-dessus désignée ayant l'intention de réaliser sur la parcelle acquise un lotissement, a sollicité de la Mairie de TREMAOUEZAN un permis d'aménager qui lui a été accordé par arrêté du maire de TREMAOUEZAN en date du 10 juin 2013, sous le numéro PA 0209 295 13 00001, ci-après littéralement rapporté, énonçant les diverses prescriptions spéciales auxquelles le lotisseur devra se conformer et fixant les règles d'intérêt général instituées dans le lotissement.

**ARRÊTÉ**  
**accordant un permis d'aménager**  
**au nom de la commune de Trémaouézan**

**Le maire de Trémaouézan,**

*Vu la demande de permis d'aménager présentée le 28 mars 2013 par ELORN FONCIER, représenté par M. MONNIER Eric demeurant 75 rue du 19 mars 1962, Landerneau (29800),*

*Vu l'objet de la demande:*

- pour lotissement de 5 lots;
- sur un terrain situé Les Courlis, à Trémaouézan (29800);

*Vu le code de l'urbanisme;*

*Vu le Plan d'Occupation des Sols (POS) approuvé le 26 octobre 1992, et notamment les dispositions afférentes à la zone 1AUhc*

*Vu l'avis favorable de Service Départemental d'incendie et de Secours Brest en date du 27/05/2013;*

*Vu l'avis favorable de BCRM 29 - Direction Régionale du SID de Brest en date du 13/05/2013;*

*Vu l'avis favorable de Délégation Aviation Civile - Bretagne Basse Normandie en date du 13/05/2013;*

**ARRÊTE**

**Article 1**

*Le permis d'aménager est ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.*

**Article 2**

*Conformément à ravis dont copie ci-annexée, le bénéficiaire de la présente autorisation devra respecter les prescriptions émises par :*  
*le Service Départemental d'incendie et de Secours*

**Article 3**

*Le nombre maximum de lots dont la réalisation est autorisée est de 5*  
*La surface de plancher dont la construction est autorisée dans l'ensemble du lotissement est de 3000m<sup>2</sup>*

**Le 10 JUIN 2013**

**Le maire**

**Jean-René LE GUEN"**

*Ce permis a été régulièrement affiché sur le terrain ainsi qu'il résulte de trois constats établis par Me GOURET, Huissier de justice à LANDERNEAU, 100 rue Edmond Michelet, en date des 18 juin 2013, 18 juillet 2013 et 19 août 2013 et en mairie le 10 juin 2013 ainsi qu'il résulte d'une attestation délivrée par la mairie de TREMAOUEZAN, le 22 juillet 2014 demeurée ci-annexée.*



Ce permis n'a fait l'objet d'aucun recours ni retrait ainsi qu'il résulte d'une attestation délivrée par la mairie de TREMAOUEZAN, le 22 juillet 2014 dont une copie est demeurée ci-annexée.

Ce permis a été suivi d'un permis modificatif délivré par la Mairie de TREMAOUEZAN le 20 janvier 2014, sous le numéro PA 029 295 13 00001-M01 ci-après littéralement relaté :

**« ARRÊTÉ  
accordant un permis d'aménager**

au nom de la commune de Trémaouézan

Le maire de Trémaouézan

Vu la demande de permis d'aménager présentée le 10 janvier 2014 par ELORN FONCIER, représenté par M. MONNIER Eric demeurant 75 rue du 19 mars 1962, Landerneau (29800),

Vu l'objet de la demande:

- pour modifier le règlement afin de permettre des toitures « contemporaines » pour les constructions d'architecture contemporaine
- sur un terrain situé Les Courlis, à Trémaouézan (29800);

Vu le code de l'urbanisme

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 21 novembre 2011, et notamment les dispositions afférentes à la zone 1AUhc

Vu le permis initial n° 0292951300001 accordé le 10/06/2013 ;

**ARRETE**

**Article 1**

Le permis MODIFICATIF est ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées ci-dessous.

**Article 2**

Les prescriptions antérieures restent applicables en ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Le présent arrêté n'a pas pour effet de proroger le délai de validité du permis initial.

Le 20 JAN 2014

Le maire  
Jean-René LE GUEN »

# **V - RAPPEL DE DIVISION CADASTRALE :**

Il est ici rappelé que :

Le permis d'aménager ci-dessus énoncé ayant autorisé la création de CINQ lots privatifs de terrains destinés à la construction d'immeubles individuels à usage d'habitation, suivant le plan de division qui était joint au dossier de la demande de permis d'aménager, le lotisseur a fait procéder par le cabinet GEOMAT, géomètre-expert à LANDERNEAU, à l'établissement d'un document d'arpentage d'ensemble portant sur le terrain initialement cadastré section WD, n° 276, d'une contenance de 44a 10ca sur la commune de TREMAOUEZAN.

Un procès-verbal du cadastre en date du 3 juillet 2014 portant le numéro 21910, relatant cette division, a été publié au SERVICE DE PUBLICITE FONCIERE DE BREST 2 le 4 juillet 2014, volume 2014P N° 2950.

Ce document d'arpentage d'ensemble a affecté des références cadastrales nouvelles à toutes les parcelles composant le lotissement ; il en résulte que la parcelle initiale ci-dessus identifiée a été divisée en SIX parcelles, dont CINQ constituent des lots privatifs de terrain à bâtir, le tout ainsi qu'il résulte de l'énonciation ci-après :

SECTION	N°	LIEUDIT OU VOIE	LOTS	CONTENANCE		
				HA	A	CA
WD	456		LOT N° 1		8	24
WD	457		LOT N° 2		6	79
WD	458		LOT N° 3		8	27
WD	459		LOT N° 4		7	76
WD	460		LOT N° 5		7	38
WD	461		VOIRIE		3	58
SUPERFICIE TOTALE					42	02

Cet exposé terminé, il est passé au dépôt de pièces de lotissement de la manière suivante :

## **DEPOT DE PIECES**

Le lotisseur a déposé à Maître Jacques KERBAUL, notaire soussigné, et l'a requis de mettre au rang de ses minutes à la date de ce jour pour qu'il en soit délivré tous extraits ou expéditions quand et à qui il appartiendra :

1/ L'original d'un arrêté de M. le Maire de TREMAOUEZAN, en date du 20 JANVIER 2014, autorisant le lotissement comme indiqué ci-dessus sous le paragraphe IV de l'exposé accompagné du dossier de demande de permis d'aménager, d'une copie de l'attestation de non-recours délivrée par la Mairie de TREMAOUEZAN le 22 juillet 2014 et d'une copie de l'attestation de Monsieur le Maire de TREMAOUEZAN du 24 juillet 2014, dont l'original est annexé à l'acte de vente au profit de la SARL ELORN FONCIER reçu par le notaire soussigné le 24 juillet 2014, confirmant que le permis d'aménager délivré le 10 juin 2013 ne serait en aucun cas remis en cause en cas de révision éventuelle du PLU suite à la procédure en cours.

2/ L'original d'un arrêté modificatif de Monsieur le Maire de TREMAOUEZAN en date du 20 janvier 2014, comme indiqué ci-dessus sous le paragraphe IV de l'exposé

3/ l'original de la convention passée entre la commune de l'aménageur prévoyant le transfert des équipements communs dans le domaine public

4/ un plan de situation

5/ la notice du lotissement

6/ le règlement du lotissement

7/ extrait du PLU et étude de gestion des eaux pluviales

8/ profils

9/ implantations possibles

10/ Schéma des réseaux

11/ Programme des travaux

12/ Environnement lointain

13/ Environnement proche

14/ plan de composition

15/ vues et coupes

16/ plan de l'état actuel

17/ Etude à la parcelle d'aptitude des sols à l'assainissement autonome

18/ Plan cadastral

19/ Plan de bornage

20/ plan individuel du lot n° 1

21/ plan individuel du lot n° 2

22/ plan individuel du lot n° 3

23/ plan individuel du lot n° 4

24/ plan individuel du lot n° 5

25/ arrêté d'alignement et sa demande

26/ déclaration d'achèvement des travaux par le lotisseur

27/ arrêté municipal du 9 octobre 2014 autorisant à procéder à la vente des terrains avant d'avoir exécuté les travaux de finition prescrits par l'arrêté d'autorisation de lotir, tenant lieu de certificat prévu par l'article R 442-13 a)

28/ attestation par GEOMAT, géomètre expert à LANDERNEAU, du montant des travaux de 2<sup>e</sup> phase restant à réaliser

Lesquelles pièces sont ci-annexées après avoir été certifiées *ne varietur* par le lotisseur et revêtues d'une mention d'annexe par le notaire soussigné.

**Publicité foncière**

Une expédition du présent acte sera publiée au service de la publicité foncière de BREST 2.

**Mention et communication**

Mention du présent acte est consentie partout où besoin sera. Communication pourra en être donnée à tout intéressé qui aura, en outre, la possibilité d'en demander expédition ou extrait à ses frais.

**Frais**

Tous les frais, droits et émoluments relatifs au présent acte de dépôt seront à la charge du lotisseur.

**Élection de domicile**

Pour l'exécution du présent acte et de ses suites, s'il y avait lieu, élection de domicile est faite en l'étude du notaire soussigné.

**DONT ACTE sur NEUF (9) pages**

La lecture du présent acte a été donnée aux parties et les signatures de celles-ci sur ledit acte ont été recueillies par le notaire soussigné,

Les jour, an et lieu ci-dessus indiqués,  
Et le notaire a signé le même jour.

Suivent les signatures.

DROIT D'ENREGISTREMENT SUR ETAT : 125 €.

Suit la teneur d'annexes à la minute :

Commune de Trémaouézan

Annexé à la minute d'un acte reçu  
par le Notaire Associé

Soussigné, le 14 octobre 2014 **ARRÊTÉ**  
accordant un permis d'aménager  
au nom de la commune de Trémaouézan

Le maire de Trémaouézan

date de dépôt : 28 mars 2013  
demandeur : ELORN FONCIER, représenté par  
M. MONNIER Eric  
pour : lotissement de 5 lots  
adresse terrain : Les Courils, à Trémaouézan  
(29800)

Vu la demande de permis d'aménager présentée le 28 mars 2013 par ELORN FONCIER, représenté  
par M. MONNIER Eric demeurant 75 rue du 19 mars 1962, Landerneau (29800),

Vu l'objet de la demande :

- pour lotissement de 5 lots ;
- sur un terrain situé Les Courils, à Trémaouézan (29800) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols (POS) approuvé le 26 octobre 1992, et notamment les dispositions  
afférentes à la zone 1AUh

Vu l'avis favorable de Service Départemental d'Incendie et de Secours Brest en date du 27/05/2013 ;

Vu l'avis favorable de BCRM 29 - Direction Régionale du SID de Brest en date du 13/05/2013 ;

Vu l'avis favorable de Délégation Aviation Civile - Bretagne Basse Normandie en date du 13/05/2013 ;

## ARRÊTÉ

### Article 1

Le permis d'aménager est ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à  
l'article 2.

### Article 2

Conformément à l'avis dont copie ci-annexée, le bénéficiaire de la présente autorisation devra respecter  
les prescriptions émises par :  
le Service Départemental d'Incendie et de Secours

### Article 3

Le nombre maximum de lots dont la réalisation est autorisée est de 5  
La surface de plancher dont la construction est autorisée dans l'ensemble du lotissement est de  
3000m2

Le 10 JUIN 2013

Le Maire,

Jean-René LE GUEN



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 24 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.



Demande de  
☒ **Permis d'aménager**  
comprenant ou non des constructions et/ou des démolitions  
☐ **Permis de construire**  
comprenant ou non des démolitions

N° 3265 SD<sup>1/4</sup>  
(01-2013)  
cerfa  
N° 13409-02

Pour les demandes de permis de construire de maisons individuelles et de leurs annexes, vous pouvez utiliser le formulaire spécifique cerfa n° 13406

**Vous réalisez un aménagement (loisement, camping, site de stationnement, parc d'attraction, terrain de sports ou loisirs...)**  
**Vous réalisez une nouvelle construction**  
**Vous effectuez des travaux sur une construction existante**  
**Votre projet d'aménagement ou de construction comprend des démolitions**  
Pour savoir précisément à quelle formalité sont soumis vos travaux et aménagements, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet.

PA-02-02-95-43-000-00  
La présente demande a été reçue à la mairie le  
28 MARS 2013  
Cachet de la mairie  
M. le Maire  
M. le Directeur du Parc National

**1 - Informations du demandeur**  
Le demandeur indique s'il s'agit d'un particulier ou d'une personne morale. Si le demandeur est une personne morale, il indique le nom de la personne morale, le numéro SIRET, la raison sociale, la catégorie juridique, le nom et le prénom du représentant de la personne morale.

Vous êtes un particulier Madame ☐ Monsieur ☐  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Date et lieu de naissance  
Date : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_  
Département : \_\_\_\_ (Indiquez 999 si vous êtes né(e) à l'étranger)  
Vous êtes une personne morale  
Dénomination : ELORN FONCIER Raison sociale : \_\_\_\_\_  
N° SIRET : 50115639600016 Catégorie juridique : \_\_\_\_\_  
Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☒  
Nom : MONNIER Prénom : ERIC

**2 - Coordonnées du demandeur**  
Adresse : Numéro : 75 Voie : Rue du 19 Mars 1952  
Lieu-dit : \_\_\_\_\_ Localité : LANDERNEAU  
Code postal : 29800 BP : \_\_\_\_\_ Cedex : \_\_\_\_\_  
Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : \_\_\_\_\_ Division territoriale : \_\_\_\_\_  
Si vous souhaitez que les courriers de l'administration (autres que les décisions) soient adressés à une autre personne, veuillez préciser son nom et ses coordonnées : Madame ☐ Monsieur ☐ Personne morale ☒  
Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
OU raison sociale : GEOMAT  
Adresse : Numéro : \_\_\_\_\_ Voie : \_\_\_\_\_  
Lieu-dit : Parc d'innovation de mescoat Localité : LANDERNEAU  
Code postal : 29207 BP : 734 Cedex : \_\_\_\_\_  
Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : \_\_\_\_\_ Division territoriale : \_\_\_\_\_  
Téléphone : 02 99 85 04 96 Indiquez l'indicatif pour le pays étranger : \_\_\_\_\_

☒ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : agence.landameau@geomat.fr  
J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

3.1 - Localisation du (ou des) terrain(s)  
Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : \_\_\_\_\_ Voie : \_\_\_\_\_

Lieu-dit : les courtils Localité : TREMAQUEZAN

Code postal : 29800 BP : \_\_\_\_\_ Cadex : \_\_\_\_\_

Références cadastrales : section et numéro (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer les premières ci-dessous et les suivantes sur une feuille séparée) : Section W/2 n° 276

Superficie du (ou des) terrain(s) (en m²) : 4230

3.2 - Situation juridique du terrain (ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables)

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ?

Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le terrain est-il situé dans un lotissement ?

Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ?

Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbaine) ?

Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le terrain est-il situé dans un périmètre ayant fait l'objet d'une convention de Projet Urbain Partenarial (P.U.P.) ?

Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le projet est-il situé dans le périmètre d'une Opération d'Intérêt National (O.I.N.) ?

Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'autorisation, les numéros et les dénominations : \_\_\_\_\_

3.3 - Terrain issu d'une division de propriété

Si votre terrain est issu de la division d'une propriété bâtie effectuée il y a moins de 10 ans, demandez à la mairie si le plan local d'urbanisme comporte une règle limitant vos droits à construire, instituée antérieurement à la date de la division. Si cette règle existe, le vendeur doit vous avoir remis une attestation indiquant la surface des constructions déjà établies sur l'autre partie du terrain.

Indiquez cette surface (en m²) : \_\_\_\_\_ et la superficie du terrain avant division (en m²) : \_\_\_\_\_

ou joignez à votre demande une copie de l'attestation

4 - À remplir pour une demande concernant un projet d'aménagement

4.1 - Nature des travaux, installations ou aménagements envisagés (cochez la ou les cases correspondantes)

Quel que soit le secteur de la commune

☒ Lotissement

☐ Remembrement réalisé par une association foncière urbaine libre

☐ Terrain de camping

☐ Parc résidentiel de loisirs ou village de vacances

☐ Aménagement d'un terrain pour la pratique de sports ou de loisirs motorisés

☐ Aménagement d'un parc d'attraction ou d'une aire de jeux et de sports

☐ Aménagement d'un golf

☐ Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs

Contenance (nombre d'unités) : \_\_\_\_\_

☐ Travaux d'affouillements ou d'exhaussements du sol :

Superficie (en m²) : \_\_\_\_\_

Profondeur (pour les affouillements) : \_\_\_\_\_

Hauteur (pour les exhaussements) : \_\_\_\_\_

Dans les secteurs protégés

Aménagement situé dans un espace remarquable ou milieu du littoral identifié dans un document d'urbanisme comme devant être protégé :

☐ Chemin piétonnier ou objet mobilier destiné à l'accueil ou à l'information du public, lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces ou milieux

☐ Aménagement nécessaire à l'exercice des activités agricoles, de pêche et de culture marine ou lacustres, conchylicoles, pastorales et forestières

Aménagement situé dans un secteur sauvegardé :

☐ Création d'une voie

☐ Travaux ayant pour effet de modifier les caractéristiques d'une voie existante

☐ Création d'un espace public

Aménagement situé dans un site classé ou une réserve naturelle :

☐ Création d'un espace public

1 En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie



**5.3 - Informations complémentaires**

Nombre total de logements créés :  dont individuels :  dont collectifs :

Répartition du nombre total de logements créés par type de financement :

Logement Locatif Social  Accession Sociale (hors prêt à taux zéro)  Prêt à taux zéro

☐ Autres financements :

Mode d'utilisation principale des logements :

Occupation personnelle (particulier) ou en compte propre (personne morale) ☐ Vente ☐ Location ☐

S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser : Résidence principale ☐ Résidence secondaire ☐

Si le projet porte sur une annexe à l'habitation, veuillez préciser : Piscine ☐ Garage ☐ Véranda ☐ Abri de jardin ☐

☐ Autres annexes à l'habitation :

Si le projet est un foyer ou une résidence, à quel titre :

Résidence pour personnes âgées ☐ Résidence pour étudiants ☐ Résidence de tourisme ☐

Résidence hôtelière à vocation sociale ☐ Résidence sociale ☐ Résidence pour personnes handicapées ☐

☐ Autres, précisez : \_\_\_\_\_

Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type : \_\_\_\_\_

Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces :

1 pièce  2 pièces  3 pièces  4 pièces  5 pièces  6 pièces et plus

Nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé :

Indiquez si vos travaux comprennent notamment :

Extension ☐ Surélévation ☐ Création de niveaux supplémentaires ☐

**5.4 - Construction périodiquement démontée et ré-installée**

Période(s) de l'année durant laquelle (lesquelles) la construction doit être démontée : \_\_\_\_\_

**5.5 - Destination des constructions et tableau des surfaces**

surfaces de plancher<sup>3</sup> en m<sup>2</sup>

Destinations	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée <sup>4</sup> (B)	Surface créée par changement de destination <sup>5</sup> (C)	Surface supprimée <sup>6</sup> (D)	Surface supprimée par changement de destination <sup>6</sup> (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) - (D) - (E)
Habitation						
Hébergement hôtelier						
Bureaux						
Commerce						
Artisanat <sup>7</sup>						
Industrie						
Exploitation agricole ou forestière						
Entrepôt						
Service public ou d'intérêt collectif						
Surfaces totales (m <sup>2</sup> )						

**5.6 - Information sur la destination des constructions futures en cas de réalisation au bénéfice d'un service public ou d'intérêt collectif :**

Transport ☐ Enseignement et recherche ☐ Action sociale ☐

Ouvrage spécial ☐ Santé ☐ Culture et loisir ☐

<sup>3</sup> Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces.

<sup>4</sup> La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond au-dessus de 1,90 m, calculée à partir du ou des intérieurs des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémie, des aires de stationnement, des caves, celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part fractionnaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.112-2 du Code de l'urbanisme).

<sup>5</sup> Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constituant de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

<sup>6</sup> Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des neuf destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de bureau en hôtel ou la transformation d'une habitation en commerce.

<sup>7</sup> Il peut s'agir soit d'une surface dédiée à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constituant de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

<sup>8</sup> L'activité d'artisan est définie par la loi n°85 663 du 3 juillet 1985 dans ses articles 18 et suivants, « activités professionnelles indépendantes de production, de transformation, de réparation, ou prestation de services relevant de l'artisanat et figurant sur une liste annexée au décret n° 86-247 du 2 avril 1986 ».

En cas de démolition partielle, veuillez décrire les travaux qui seront, le cas échéant, effectués sur les constructions restantes :

Nombre de logement démolis :

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : ..... Division territoriale : .....

## Demande de permis de construire

Pl. 2013

J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation.<sup>1</sup>

Je soussigné(e), auteur de la demande, certifie exacts les renseignements fournis.

J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment, lorsque la construction y est soumise, les règles d'accessibilité fixées en application de l'article L. 111-7 de ce code.

Je suis informé(e) que les renseignements figurant dans cette demande serviront au calcul des impositions prévues par le code de l'urbanisme.

A LanderneauLe: 27 mars 2013**ELOFF FORCET**

SARL au capital de 7 500 €

75 rue du 19 mars 62

Zi de Bel-Air

28800 LANDERNEAU

RCS Brest 6191 159 396

Signature du (des) demandeur(s)

Votre demande doit être établie en quatre exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu du projet.

Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe en périmètre protégé au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐

Si Vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans un des quatre cas suivants :

- vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;
- vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
- vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
- vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.



MINISTÈRE CHARGÉ  
DE L'URBANISME

12/14  
Déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions N° 3265 SD  
pour les demandes de permis de construire et permis d'aménager (01-2013)

Informations nécessaires en application de l'article R. 431-5 du code de l'urbanisme

Cette déclaration sert de base au calcul des impositions dont vous êtes éventuellement redevable au titre de votre projet. Remplissez soigneusement les cadres ci-dessous et n'oubliez pas de joindre le cas échéant les documents complémentaires figurant au cadre 4. Cela peut vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables. Conservez soigneusement les justificatifs afférents à vos déclarations. Ils pourront vous être demandés ultérieurement.

PA 02 92 95 130 00 04

PC ou PA Dpt Commune Année 19 de l'année

1 - Renseignements concernant les constructions et les aménagements

1.1 - Ce cadre est à remplir obligatoirement, quelle que soit la nature de la construction, si vous créez de la surface taxable :  
Surface taxable (1) totale créée de la ou des construction(s) : .....m<sup>2</sup>

1.2 - Destination des constructions et tableau des surfaces taxables (1)

1.2.1 - Création de locaux destinés à l'habitation

Dont : ..		Nombre de logements	Surfaces créées (1)
Locaux à usage d'habitation principale et leurs annexes (2)	Ne bénéficient pas de prêt aidé (3)		
	Bénéficient d'un PLAI ou LLTS (4)		
	Bénéficient d'autres prêts aidés (PLUS, LES, PSLA, PLS, LLS) (5)		
	Bénéficient d'un prêt à taux zéro plus, (PTZ+) (6)		
Locaux à usage d'hébergement (7) et leurs annexes (2)	Ne bénéficient pas de prêt aidé		
	Bénéficient d'un PLAI ou LLTS		
	Bénéficient d'autres prêts aidés		
Locaux à usage d'habitation secondaire et leurs annexes (2)			
Nombre total de logements			

1.2.2 - Extension (8) de l'habitation principale ou création d'un bâtiment annexe à cette habitation.

Pour la réalisation de ces travaux, bénéficiez-vous d'un prêt aidé (4)(5)(6) ?

Oui ☐ Non ☐ Si oui, lequel ?

Quelle est la surface taxable (1) existante conservée ? .....m<sup>2</sup>. Quel est le nombre de logements existants ? .....

1.2.3 - Création ou extension de locaux non destinés à l'habitation

	Surfaces créées (1)
Nombre de commerces dont la surface de vente est inférieure à 400 m <sup>2</sup> (9)	
Total des surfaces créées, y compris les surfaces annexes	
Locaux industriels et leurs annexes	
Locaux artisanaux et leurs annexes	
Entrepôts et hangars faisant l'objet d'une exploitation commerciale et non ouverts au public (10)	
Parcs de stationnement couverts faisant l'objet d'une exploitation commerciale (11)	
Dans les exploitations et coopératives agricoles : Surfaces de plancher des serres de production, des locaux destinés à abriter les récoltes, héberger les animaux, ranger et entretenir le matériel agricole, des locaux de production et de stockage des produits à usage agricole, des locaux de transformation et de conditionnement des produits provenant de l'exploitation (12)	
Dans les centres équestres : Surfaces de plancher affectées aux seules activités équestres (12)	

N° 3265 SD  
(01-2013)**1.3 - Autres éléments soumis à la taxe d'aménagement**

Nombre de places de stationnement situées à l'extérieur de la construction : \_\_\_\_\_

Superficie du bassin de la piscine : \_\_\_\_\_ m²

Nombre d'emplacements de tentes, de caravanes et de résidences mobiles de loisirs : \_\_\_\_\_

Nombre d'emplacements pour les habitations légères de loisirs : \_\_\_\_\_

Nombre d'éoliennes dont la hauteur est supérieure à 12 m : \_\_\_\_\_

Superficie des panneaux photovoltaïques posés au sol : \_\_\_\_\_ m²

**1.4 - Cas particuliers**Les travaux projetés sont-ils réalisés suite à des prescriptions résultant d'un Plan de Prévention des Risques naturels, technologiques ou miniers ? Oui ☐ Non ☐La construction projetée concerne-t-elle un immeuble classé parmi les monuments historiques ou inscrit à l'inventaire des monuments historiques ? Oui ☐ Non ☐**2 - Autres environnements****2.1 - Versement pour sous-densité (VSD) (13)**

Demandez à la mairie si un seuil minimal de densité (SMD) est institué dans le secteur de la commune où vous construisez.

Si oui, la surface de plancher de la construction projetée est-elle égale ou supérieure au seuil minimal de densité (14) ?

Oui ☐ Non ☐

Dans le cas où la surface de plancher de votre projet est inférieure au seuil minimal de densité, indiquez ici :

La superficie de votre unité foncière : \_\_\_\_\_ m²

La superficie de l'unité foncière effectivement constructible (15) : \_\_\_\_\_ m²

La valeur du m² de terrain nu et libre : \_\_\_\_\_ €/m²

Les surfaces de plancher des constructions existantes non destinées à être démolies (en m²) (16) : \_\_\_\_\_ m²

Si vous avez bénéficié avant le dépôt de votre demande d'un rescrit fiscal (17), indiquez sa date : \_\_\_\_\_

**2.2 - Plafond légal de densité (PLD) (18)**

Demandez à la mairie si un plafond légal de densité des constructions est institué dans la commune et si les constructions prévues sur votre terrain dépassent ce plafond. Si oui, indiquez ici la valeur du m² de terrain nu et libre : \_\_\_\_\_ €/m²

Pour bénéficier de ces échelons de droits acquis, précisez si des constructions existant sur votre terrain avant le 1<sup>er</sup> avril 1976 ont été démolies : Oui ☐ Non ☐

Si oui, indiquez ici la surface de plancher démolie (19) : \_\_\_\_\_ m²

**3 - Pièces à fournir selon la nature de la situation du projet :**

Pièces	Nombre d'exemplaires à fournir
Si votre projet se situe dans une commune ayant instauré un seuil minimal de densité et si votre terrain est un lot de lotissement :	
<input type="checkbox"/> F1. Le certificat fourni par le lotisseur [Art. R. 442-11 2 <sup>e</sup> alinéa du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une commune ayant instauré un seuil minimal de densité et si vous avez bénéficié d'un rescrit fiscal :	
<input type="checkbox"/> F2. Le rescrit fiscal [article R. 331-23 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une commune ayant instauré un plafond légal de densité et si votre projet dépasse ce plafond :	
<input type="checkbox"/> F3. Un extrait de la matrice cadastrale [Ancien art. R. 333-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> F4. Un extrait du plan cadastral [Ancien art. R. 333-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

**Document(s) pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables**

Pièces	Nombre d'exemplaires à fournir
Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 4° (opération d'intérêt national) du code de l'urbanisme	
<input type="checkbox"/> L'attestation de l'aménageur certifiant que ce dernier a réalisé ou réalisera l'intégralité des travaux mis à sa charge (article R. 331-5 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 6° (projet urbain partenarial) du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> Copie de la convention de projet urbain partenarial (article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossier
Si vous faites une reconstruction suite à une destruction ou suite à une démolition ou suite à un sinistre et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 8° du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> La justification de la date de la destruction, de la démolition ou du sinistre	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> En cas de sinistre, l'attestation de l'assureur, que les indemnités versées en réparation des dommages ne comprennent pas le montant des taxes d'urbanisme	1 exemplaire par dossier
Si votre projet affecte le sous-sol et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 624-6 du code du patrimoine(20) :	
<input type="checkbox"/> L'attestation de paiement d'une avance d'archéologie préventive au titre de la réalisation d'un diagnostic suite une demande volontaire de fouilles ou au titre de la loi du 18 août 2003,	1 exemplaire par dossier

### 3- Autres renseignements

(Informations complémentaires et justificatifs éventuels (notamment l'attestation bancaire au prêt à taux zéro +) pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables)

Date 27 mars 2015

Nom et Signature du déclarant :

MONWIER EWC




**ELOM FORCER**

SARL au capital de 7 500 €  
75 rue du 18 mars 82  
21 de Bel-Air  
29800 LANDERNEAU  
RCS Brest Siren 601 159 396

Ref dossier :

**MAIRIE**  
**DE TREMAOUEZAN**



Trémaouézan, le 22 juillet 2014

Annexé à la minute d'un acte reçu  
par le Notaire Associé  
Soussigné, le 24 juillet 2014

**ATTESTATION**

Je soussigné, Jean-René LE GUEN, Maire de TREMAOUEZAN, certifie n'avoir reçu aucun recours, ni enregistré aucun retrait, pour le permis d'aménager n° PA.029.295.13.00001 au nom d'Elorn Foncier, représenté par Monsieur Eric MONNIER, 75, rue du 19 mars 1962 à Landerneau (Finistère), accordé et affiché en Mairie le 10 juin 2013.

Le Permis d'Aménager concerne un lotissement de 5 lots, situé sur la parcelle WD 276 au lieu-dit Les Courtis à Trémaouézan.

Annexé à la minute d'un acte reçu  
par le Notaire Associé  
Soussigné, le 24 octobre 2014

Fait pour servir et valoir ce que de droit.



*Jean-René LE GUEN* Maire,

1, Venelle des Enclos - 29800 TREMAOUEZAN  
Tél : 02.98.20.87.12 Fax : 02.98.20.92.29  
Site internet : [www.tremaouezan.fr](http://www.tremaouezan.fr)  
Courriel : [mairie-tremaouezan@wanadoo.fr](mailto:mairie-tremaouezan@wanadoo.fr)



Commune de Trémaouézan  
Annexé à la minute d'un acte reçu  
par le Notaire Associé  
Soussigné, le 24 octobre 2014

date de dépôt : 10 janvier 2014  
demandeur : ELORN FONCIER, représenté par  
M. MONNIER Eric  
pour : modifier le règlement  
adresse terrain : Les Courtils, à Trémaouézan  
(29800)

**ARRÊTÉ**  
accordant un permis d'aménager  
au nom de la commune de Trémaouézan

Le maire de Trémaouézan

Vu la demande de permis d'aménager présentée le 10 janvier 2014 par ELORN FONCIER, représenté par M. MONNIER Eric demeurant 75 rue du 19 mars 1962, Landerneau (29800),

Vu l'objet de la demande :

- pour modifier le règlement afin de permettre des toitures « contemporaines » pour les constructions d'architecture contemporaine
- sur un terrain situé Les Courtils, à Trémaouézan (29800) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 21 novembre 2011, et notamment les dispositions afférentes à la zone 1AUh

Vu le permis initial n° 0292951300001 accordé le 10/06/2013 ;

## ARRÊTE

### Article 1

Le permis MODIFICATIF est ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées ci-dessous.

### Article 2

Les prescriptions antérieures restent applicables en ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Le présent arrêté n'a pas pour effet de proroger le délai de validité du permis initial.

Le 20 JAN. 2014  
Le maire,



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.



Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 24 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site Internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site Internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait ;

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours,
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal.

Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Annexé à la minute d'un acte reçu

par le Notaire Associé

Soussigné, le 14 octobre 2014

- Commune de TREMAOUEZAN -

LOTISSEMENT "Les Courlis"

## CONVENTION

CONVENTION entre la commune et l'aménageur prévoyant le transfert des équipements communs dans le domaine public (et entraînant la dispense de constitution d'une association syndicale) conformément à l'article R 442-7 du Code de l'Urbanisme.

Cette convention est établie entre :

D'une part : Monsieur LE GUEN Jean-René, Maire de la commune de TREMAOUEZAN, demeurant 1 venelle des enclos à TREMAOUEZAN (29800).

D'autre part : la société ELORN FONCIER aménageur de l'opération, représentée par Monsieur MONNIER, demeurant 75 rue du 19 Mars 1962 à LANDERNEAU (29800).

Localisation : projet de lotissement "Le Hameau de Kergréac'h" prenant assise sur la parcelle cadastrée section WD n°276 à TREMAOUEZAN.

La convention prévoit le transfert à la commune de TREMAOUEZAN de l'ensemble des équipements communs du projet de lotissement après réception définitive des travaux par les services techniques municipaux.

### Conditions particulières :

- La prise en compte de ces espaces communs représente un engagement important pour la commune, en conséquence il est demandé à l'aménageur la réalisation des prestations de qualités et conformes aux règles de l'art.
- La commune est autorisée à un droit de regard et de suivi sur l'ensemble des travaux.
- En cas de litige pendant les travaux, une expertise de la direction départementale des territoires et de la mer sera demandée.
- Les travaux seront réceptionnés par les services de la commune associés aux services de la direction départementale des territoires et de la mer.

La présente attestation, délivrée conformément aux dispositions de l'article R 442-7 du Code de l'Urbanisme, est destinée à être jointe au dossier de demande d'autorisation de lotir présenté par la Société ELORN FONCIER pour les terrains ci-dessus désignés.

<p>Pour la commune, Monsieur le Maire</p> <p><i>A. Trémoüezan</i></p> <p><b>Le Maire,</b> <b>Jean-René LE GUEN</b></p> <p>Le 28 MARS 2013</p>	<p>Pour la société ELORN FONCIER,</p> <p><b>ELORN FONCIER</b></p> <p>SARL au capital de 7 500 € 75 rue du 19 mars 62 Zi de Bel-Air 29800 LANDERNEAU RCS Brez Stren 501 159 396</p>
---	--

COMMUNE DE  
TREMAOUEZAN

PA 02 92 95 13 00 001



*LES COURLIS*

Annexé à la minute d'un acte reçu  
par le Notaire Associé  
Soussigné, le 04 octobre 2014

Géomètres Experts

Denis ATTENCIA  
Samuel TRAVERS  
Elodie POIVET  
Fabien CHEREAU  
Vincent CLERAUX  
Arnaud FUTEUL  
Jennifer FARDIN  
Gwenné SAGNE  
Olivier de BOURSETTY  
Raphaël ROUVIERE  
Jean de SALABERRY

Bureau de Landerneau

Parc d'Innovation de Mescoat  
B.P. 734  
29207 LANDERNEAU Cedex

Téléphone : 02 98 85 04 96  
Télécopie : 02 98 85 22 98

E-mail:  
agence.landerneau@geomat.fr

S.E.L.A.S. de Géomètres Experts



**Pièce PA1**

Plan de situation

**Références cadastrales :**

Section WD n° 276

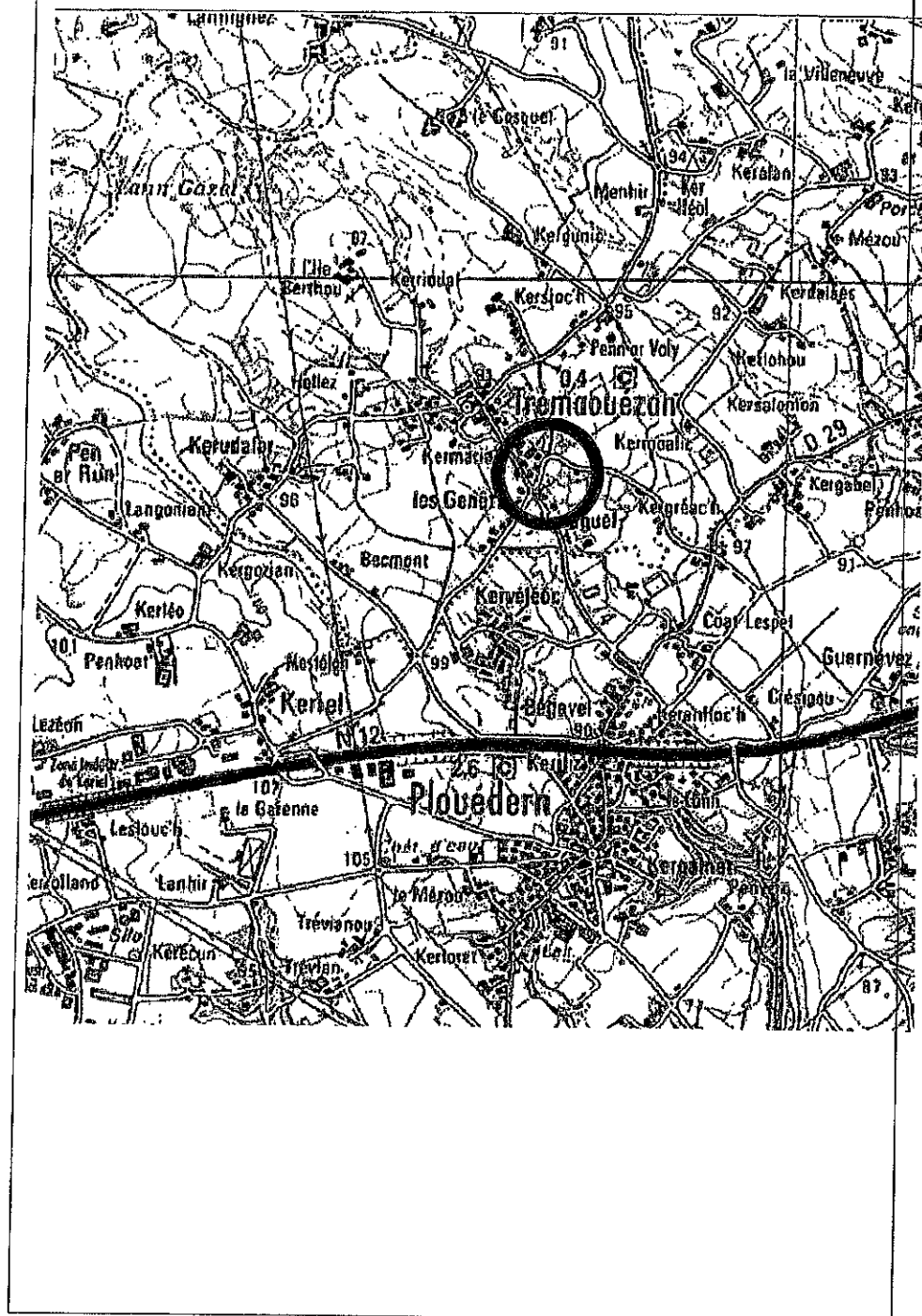
Lieu-dit: Les Courlis

Ref. dossier: 3130033

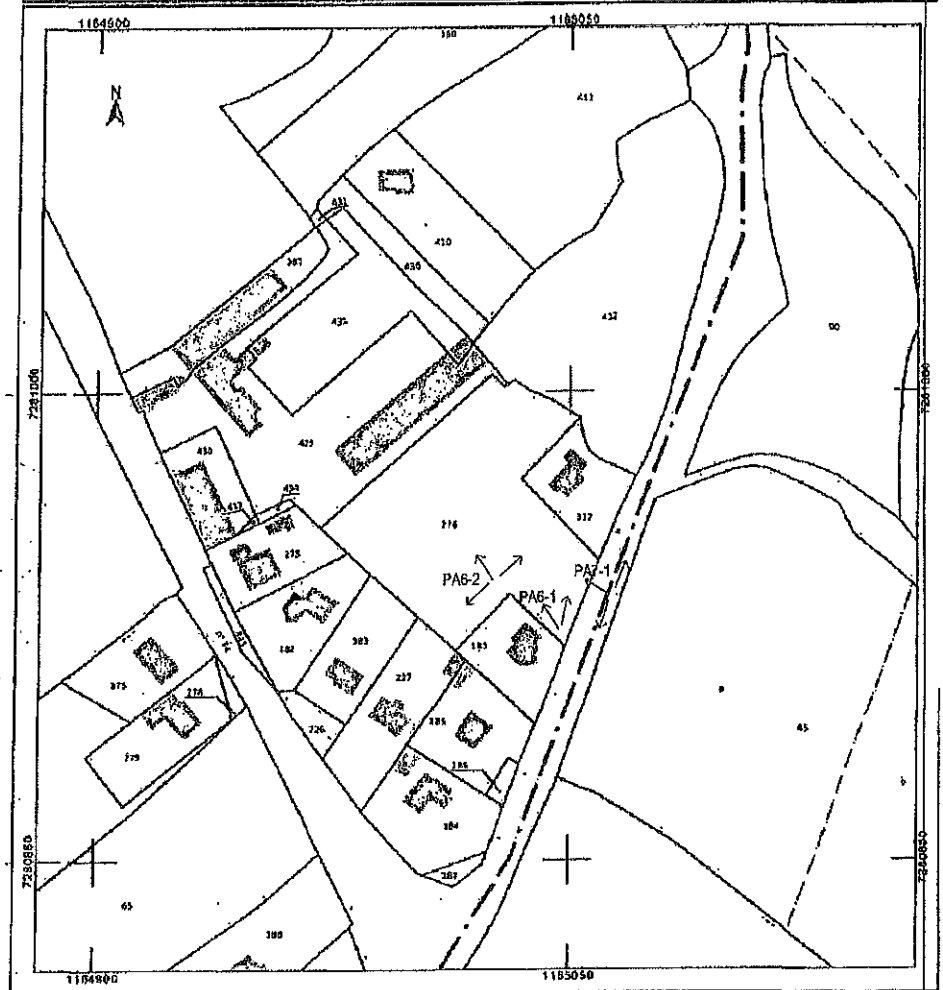
Dressé le : 11/03/2013

Extrait carte IGN (sans échelle)

PA 02 92 951 3000 01



Département : FINISTERE  Commune : TREMADUEZAN	DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISÉ  PA 0292951300001	Le plan visuel sur cet extrait est géré par le centre de l'ADP 02 98 29 31 34 BREST 029 Administrative 3, Square du 11 novembre 1918 29210 BREST-CEDEX 2 Tél. 02 98 29 31 34 - Fax 02 98 29 34 34 cad.fines@dgf.finances.gouv.fr
Section : WD Feuille : 000 WD 01  Echelle d'origine : 1/2500 Echelle d'extraction : 1/1500  Date d'édition : 25/02/2013 (fuzcau heralre de Paris)  Coordonnées en projection : RGF93CC48 ©2012 Ministère de l'Economie et des Finances	Cet extrait de plan vous est destiné par :  cadastre.gouv.fr	



COMMUNE DE  
TREMAOUEZAN



PA 0292951300001

*LES COURLIS*

Annexé à la minute d'un acte regi<sup>1</sup>

par le Notaire Associé

Sousigné, le 14 octobre 2014

Géomètres Experts

Denis ATTENCIA  
Samuel TRAVERS  
Elodie POIVET  
Fabien CHEREAU  
Vincent CLERAUX  
Arnaud FUTEUL  
Jennifer FARDIN  
Gwenael SAGNE  
Olivier de BOURSETTY  
Raphaël ROUVIERE  
Jean de SALABERRY

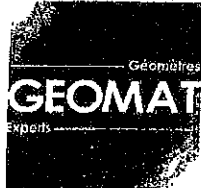
Bureau de Landerneau

Parc d'Innovation de Mescoat  
B.P. 734  
29207 LANDERNEAU Cedex

Téléphone : 02 98 85 04 96  
Télécopie : 02 98 85 22 98

E-mail :  
agence.landerneau@geomat.fr

S.E.L.A.S. de Géomètres Experts



**Pièce PA2**  
Notice

**Références cadastrales :**

Section WD n° 276

Lieu-dit: Les Courlis

Ref. dossier : 3130035

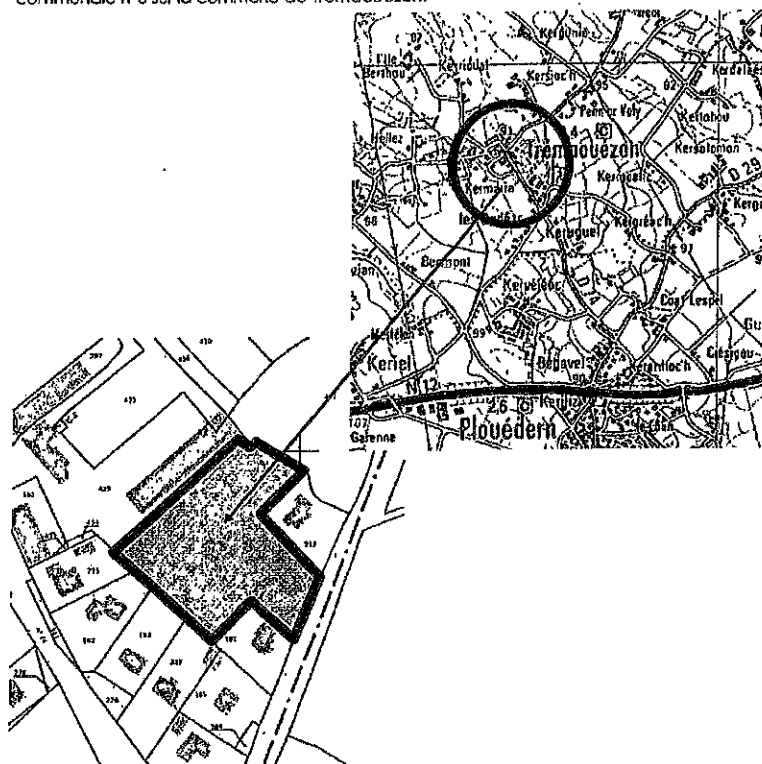
Dressé le : 11/03/2013



## 1) DESCRIPTION DE L'ETAT ACTUEL

### a) Situation générale

Elom Foncier envisage d'urbaniser la parcelle WD n° 276, située le long de la voie communale n°3 sur la commune de Trémaouézan.



Plan de situation sans échelle (sources : IGN et cadastre)

Un plan de situation sous forme d'extrait de carte IGN et d'extrait cadastral est joint en pièce PA1 du présent dossier.

Trémaouézan est à la fois une commune rurale et résidentielle insérée au cœur du Léon, non loin de la mer, à proximité des villes de Landerneau, Lesneven et Landivisiau.

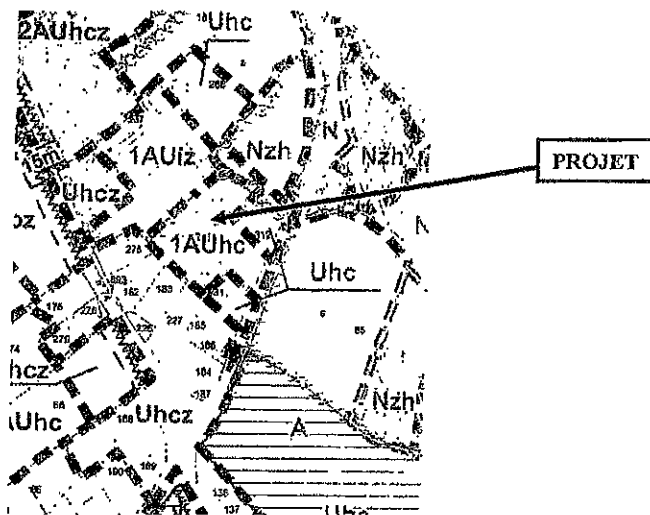
Située en bordure de la voie express, elle est à 15 minutes de Brest et 30 minutes de Morlaix.

Dotée d'une population jeune, d'environ 550 habitants, la commune de Trémaouézan, dispose d'une école publique maternelle et primaire ainsi que de nombreux équipements publics et associatifs dont une garderie, un centre aéré et de loisirs, une cantine... ainsi qu'un commerce de proximité.

**b) Plan Local d'Urbanisme**

L'ensemble des parcelles concernées par ce projet se situe en zone 1AUhc au Plan Local d'Urbanisme en vigueur sur la commune.

Cette zone correspond à un secteur à vocation d'habitat et aux activités compatibles avec l'habitat.



*Extrait du Plan Local  
d'Urbanisme en vigueur, sans échelle*

**c) Environnement urbain**

Le projet est bordé par :

- Au nord-ouest : un entrepôt artisanal
- A l'ouest : des pavillons individuels
- Au sud et à l'est : des prairies et des champs.

Le tissu urbain présent à proximité du projet est constitué de constructions plus ou moins récentes de type pavillonnaire individuel.



*Exemples de constructions voisines*



Photo aérienne sans échelle. Source : géoportail

d) Dessertes routières et piétonnes

L'ensemble du projet est desservi la voie communale n°3. Cette voie possède une partie roulante de 4m50 et est bordée de talus ainsi que de fossé.

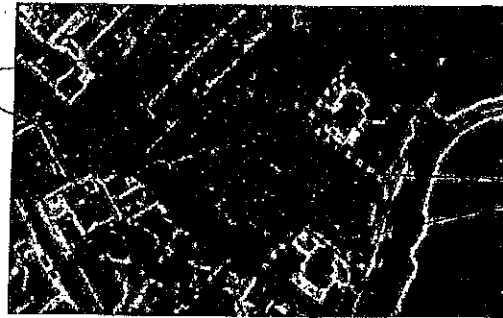


Vue de la voie desservant le projet

e) Environnement paysager

Le projet est bordé à l'ouest par des talus arborés ayant un fort intérêt paysager, masquant en partie les propriétés voisines. D'autre part, des haies et des clôtures limite la parcelle.

Talus  
arborés



Haies et  
clôtures

Photo aérienne sans échelle (source : géoportail)



Photos du terrain objet du projet

#### f) Réseaux

- Un réseau d'eau potable est présent sous la voie communale n°3
- Des réseaux France Telecom et E.D.F. sont également présents cette même voie.
- Un fossé est présent le long de la voie communale n°3.
- Le terrain assiette du projet n'est pas protégé contre les incendies.



## 2) DESCRIPTION DU PROJET D'URBANISATION

### a) Aménagement du terrain

Ce projet propose un ensemble de 5 lots de superficies indicatives comprises entre 680 m<sup>2</sup> et 849 m<sup>2</sup>. L'accès, aménagé par le lotisseur, permettra la desserte de l'ensemble des lots. Un cheminement piéton sera créé entre les lots n° 1 et 2. Aucune place de stationnement n'est prévue le long de l'accès puisque les terrains sont de taille suffisante pour recevoir les véhicules des visiteurs.

### b) Organisation et aménagements nouveaux.

L'organisation et les aménagements nouveaux comprennent une voirie d'une largeur de 5m00, une placette et un cheminement piéton.

### c) Traitement des voies, espaces publics et collectifs.

La voie sera enrobée (dense à chaud 120kg/m<sup>2</sup>).  
Le cheminement piéton sera sablé.

### d) Aire de stationnement et accès au projet

L'accès au projet se fera directement sur la voie communale n°3.

### e) L'accessibilité

Les normes d'accessibilité ont été respectées autant que possible. Les pentes transversales s'élèvent à 2%. Les pentes longitudinales ne dépassent pas 1.5%.

### f) Aménagement vis-à-vis des propriétés voisines et des voies existantes

Les talus existants seront conservés dans la mesure du possible pour une meilleure harmonie entre le lotissement et les propriétés voisines.

### g) Equipement à usage collectif

Une voirie sera créée pour desservir les lots

### h) Disposition relatives aux réseaux

#### Réseau d'eau potable et défense incendie

Une conduite d'eau potable de diamètre 63 sera posée sous la voirie à partir de la voie communale n°3. Un poteau incendie sera mis en œuvre au niveau du carrefour des genêts.

#### Evacuation des eaux usées

L'étude globale menée par le bureau TPA a démontré que la nature du sol permettait l'assainissement individuel. Aucun réseau d'eaux usées ne sera posé dans cette opération. Chaque acquéreur aura la charge de réaliser un système d'assainissement individuel dans les lots, en fonction du projet de construction et en respectant l'étude du bureau ALTEOR ENVIRONNEMENT.

#### Gestion des eaux pluviales

Les acquéreurs des lots devront, à leur charge, mettre en place une structure d'infiltration avec surverse, en fonction du projet de construction et en respectant l'étude ALTEOR fournie au dossier. Les eaux de pluie de la partie commune seront pour leur part acheminées vers une structure de gestion des eaux pluviales (voir schéma des réseaux - pièce PA8-2 et l'étude ALTEOR en pièces diverses).



PA 02 92 951 30 00 01

N° 3265 SD

GEOMAT

Parc d'innovation de Mescoot - BP 734 - 29207 LANDERNEAU Cedex  
Tél : 02.98.85.04.96 - Fax : 02.98.85.22.98 - M&L : agence.landerneau@geomat.fr

2013)

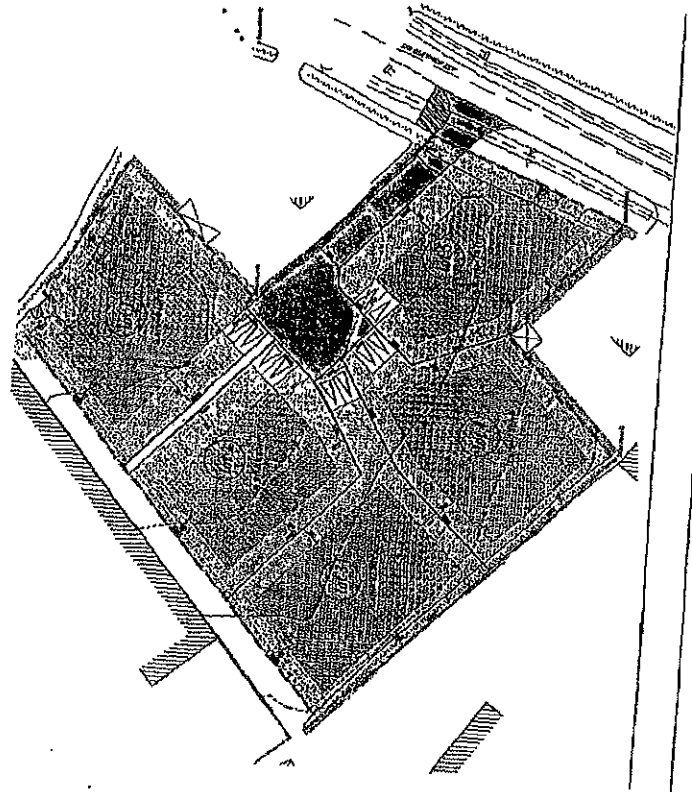
**Raccordement aux réseaux électricité, éclairage, téléphone**

Les réseaux électrique, éclairage et téléphone seront mise en place sous l'accès du projet et permettront de desservir l'ensemble des lots. Ces différentes énergies se raccorderont aux réseaux existants conformément aux prescriptions techniques des services concessionnaires.



GEOMAT  
Parc d'Innovation de Mescoot - BP 734 - 29207 LANDERNEAU Cedex  
Tél : 02.98.85.04.94 - Fax : 02.98.85.22.98 - Mèl : agence.landerneau@geomat.fr

i) Schéma d'aménagement



PA2 - Notice

COMMUNE DE  
TREMAOUEZAN



*LES COURLIS*

Annexé à la minute d'un acte reçu  
par le Notaire Associé  
Soussigné, le 24 octobre 2014

PA 0292951300001

mod 1

Géomètres Experts

Denis ATTENCIA  
Samuel TRAVERS  
Elodie POIVET  
Fabien CHEREAU  
Vincent CLERAUX  
Arnaud FUTEUL  
Jennifer FARDIN  
Gwénolé SAGNE  
Olivier de BOURSETTY  
Raphaël ROUVIERE  
Jean de SALABERRY

Bureau de Landerneau

Parc d'Innovation de Mescoat  
B.P. 734  
29207 LANDERNEAU Cedex

Téléphone : 02 98 85 04 95  
Télécopie : 02 98 85 22 98

E-mail:  
agence.landerneau@geomat.fr

S.I.E.L.A.S. de Géomètres Experts



**Pièce PA10-b**  
Règlement

Références cadastrales :

Section WD n° 276

Lieu-dit: Les Courlis

Ref. dossier : 3130033

Dressé le : 11/03/2013  
Modifié le : 27/03/2013

Le lotissement est affecté principalement à l'installation de constructions à usage d'habitation individuelle.

Le terrain, objet du présent projet, est situé en zone 1AUhc du plan local d'urbanisme (P.L.U.) en application sur la commune de TREMAOUEZAN, sur la parcelle cadastrée WD n°276

Les règles d'urbanisme à respecter seront celles figurant au règlement du Plan Local d'urbanisme en application, des prescriptions contenues dans le présent règlement et des documents annexés au dossier.

#### A - OCCUPATION ET UTILISATION DU SOL

Le lotissement est affecté principalement à l'installation de constructions d'habitation, hôtelières, commerciales et artisanales, à vocation d'équipement collectif, de bureaux et de services.

L'occupation et l'autorisation du sol devront respecter les articles AU1 et AU2 du P.L.U. en vigueur.

#### B - ACCÈS VOIRIE

##### 1) Voirie

Les lots seront desservis par une voie nouvelle aménagée par le lotisseur comme figuré au Plan de Composition (pièce PA4). Cette voie aura une largeur de 5m00.

##### 2) Accès

Les lots auront leur accès par les voies à créer dans le cadre du projet d'aménagement.

Les accès aux différents lots sont proposés sur le plan de composition (pièce PA4). Aucune modification d'accès ne sera autorisée, sauf si le nouvel accès peut être déplacé :

- sans modification des branchements des réseaux
- sans modification de la voirie
- sans modification des parkings

Toute volonté de modifier l'emplacement de cet accès devra être communiquée au maître d'ouvrage avant le début des travaux de voirie. Celui-ci se réserve la possibilité de refuser le déplacement de l'accès en cas d'impossibilité technique ou autre.

Ces accès seront aménagés par chaque acquéreur et resteront ouverts sur la voie publique. Ces accès auront pour dimensions 5m00 par 5m00. Les portails, s'il y en a, devront être implantés en fond d'accès et s'ouvrir vers l'intérieur du lot. L'entretien de ces accès sera à la charge de l'acquéreur du lot.

Les acquéreurs des lots ne pourront pas s'opposer au classement des équipements communs dans le domaine public communal.

## C - RESEAUX

### 1) Eau potable

Les acquéreurs devront se raccorder au réseau d'eau potable en utilisant le branchement posé en attente à 1m à l'intérieur des lots. La pose du citernes est à la charge de l'aménageur. La pose du compteur est à la charge de l'acquéreur sur simple demande au concessionnaire.

### 2) Eaux usées

Des systèmes d'assainissement individuel seront mis en œuvre dans chaque lot. Chaque acquéreur aura à sa charge l'étude et la mise en œuvre de son système d'assainissement en fonction de son projet de construction et en respectant l'étude du bureau ALTEOR ENVIRONNEMENT.

### 3) Eaux pluviales

Des systèmes de gestion des eaux pluviales seront mis en œuvre dans chaque lot. Chaque acquéreur assurera la mise en œuvre de son système d'infiltration en fonction de son projet de construction, de la nature du sol et en respectant l'étude du bureau ALTEOR ENVIRONNEMENT jointe au dossier de permis d'aménager. Les surverses de ces structures donneront directement sur la voirie.

### 4) Autres réseaux (électricité, téléphone)

Les acquéreurs devront se brancher aux différents réseaux en utilisant exclusivement les branchements amorcés à cet effet par le lotisseur.

## D - IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

### 1) Implantation planimétrique

Les habitations devront être implantées conformément au plan de composition joint au présent dossier (Pièce PA4) en application de l'article R. 123-10-1 du code de l'urbanisme.

### 2) Implantation altimétrique

Les habitations devront être implantées conformément au règlement du P.L.U. avec les restrictions suivantes :

- Les lots devront respecter le niveau du terrain naturel en limites séparatives et par rapport aux voies : aucun décaissement ni remblai ne seront autorisés, sauf accord réciproque entre les deux fonds et validation par le service urbanisme de la commune.

\* Avant l'implantation altimétrique de leur projet, chaque acquéreur devra s'assurer de la possibilité de raccorder gravitairement son projet au réseau existant.

## E - ASPECT DES CONSTRUCTIONS

### 1) Aspect des constructions

L'aspect des constructions devra être conforme à l'article AUI1 du règlement du P.L.U. en application.

En règle générale, toute construction devra, par son architecture et par ses proportions, être compatible avec son environnement naturel et bâti.

Les projets devront présenter une harmonie dans les couleurs et le choix des matériaux ; et ne pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinant.

Les constructions annexes seront constituées de matériaux autres que les matériaux de récupérations. Elles devront être de la même couleur que la construction principale ou en bois.

Toute architecture traditionnelle non locale est interdite :

Les volumes seront simples : plan de base rectangulaire évitant de trop nombreux décrochements. Le volume principal de la construction devra être nettement différencié du volume secondaire afin d'obtenir une hiérarchisation des volumes.

La largeur maximale des pignons sera de 8m00.

Toutes complications hors de proportion avec l'échelle des bâtiments seront prohibées.

Les souches de cheminées seront maçonnées.

Les architectures d'expression contemporaine ne sont pas soumises aux règles énoncées ci-dessus.

2) Toitures :

Afin d'assurer la bonne insertion des constructions futures dans leur contexte paysager, les toitures des constructions principales seront en ardoises naturelles, comportant deux versants symétriques, dont la pente sera proche 45°. Cette règle ne s'applique que pour les maisons individuelles.

Les châssis de toit seront posés, de préférence, encastrés dans la toiture et seront de proportion verticale.

Les débords de toiture ne devront pas excéder 20 cm.

Les fenêtres en rampant de toitures seront encastrées au niveau de l'ardoise et positionnées en fonction de la composition de la façade.

Les toitures des abris de jardins seront également traitées en ardoises naturelles ou tout matériau de teinte similaire à l'ardoise et de bonne tenue.

Les croupes sont interdites.

3) Hauteur des constructions

La hauteur totale des constructions mesurée à partir du sol naturel, à l'aplomb de la construction jusqu'au sommet du bâtiment (ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures mineures et discontinues exclues) ne peut excéder 9 mètres.

De plus, les constructions annexes auront une hauteur maximale de 5m00 au faîtage.

4) Percements :

Le traitement des percements devra être simple, de préférence plus hauts que larges. D'autres percements peuvent être autorisés dans le cas d'une construction de conception architecturale contemporaine et sous réserve d'une bonne intégration dans l'environnement.

5) Matériaux :

Les bardages PVC, en façade ou pignon, sont proscrits. La teinte des enduits ne doit pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.

Les abris de jardin seront réalisés en bois naturel.

6) Panneaux solaires :

L'installation de panneaux solaires est autorisée à condition que ceux-ci soient positionnés parallèlement à la toiture et intégrés à celle-ci. Une implantation en pignon est interdite.

En cas d'impossibilité technique, l'implantation au sol sera demandée.

**F - CLOTURES**

Les matériaux utilisés doivent être en harmonie avec l'environnement naturel ou urbain, l'utilisation des matériaux devra tenir compte de ceux des façades.

Les éléments suivants sont proscrits :

- Les éléments décoratifs d'aspect béton moulé,
- Les murs en briques d'aggloméré d'aspect ciment non enduits,
- Les plaques d'aspect béton préfabriquées, y compris à claire-voie,
- Les matériaux de fortune (tôle ondulée, arlonite...)

1) Clôtures sur espaces publics :

Les matériaux et hauteurs autorisés sont :

- Murs enduits ou de moellons (hauteur maxi : 1m00), pouvant être accompagnés d'une haie d'arbustes ou surmonté d'un dispositif à claire-voie et devant s'harmoniser avec le caractère des lieux avoisinants (hauteur maxi : 1m80).
- Végétaux d'essences locales en mélanges, pouvant être protégés par un grillage discret, le tout d'une hauteur maximale de 1m80 (les arbustes seront plantés à au moins 50 cm de la limite parcellaire)
- Les talutages plantés ou les écrans végétaux constitués de la végétation préexistante et/ou d'espèces locales.

2) Clôtures sur fond de lot et limite latérale :

Les matériaux et hauteurs autorisés sont :

- Les haies constituées de végétaux d'essences locales pouvant être protégées par un grillage, d'une hauteur maximale de 2m00.
- Les talus plantés

Sinon, les clôtures, seront d'une hauteur maximale de 2m00 et seront constituées d'un mur enduit ou de moellons apparents, d'une hauteur maximale de 0m60, pouvant être surmonté d'un grillage et/ou doublées d'une haie constituées de végétaux d'essences locales.

2. Réglementation

Préalablement à toute construction de mur, de clôture, chaque intéressé doit faire une demande de déclaration préalable conformément au code de l'urbanisme.

3. Conservation des plantations

Les haies et talus bocagers existants seront maintenus, sauf raison technique dûment justifiée.

**G - STATIONNEMENT**

Afin d'assurer, en dehors de la voie de circulation, le stationnement des véhicules, chaque loti aménagera une aire de stationnement permettant la mise en place de deux véhicules de front.

**H - SERVITUDES**

Les lotis ne pourront pas s'opposer au passage et au travail des agents des services assurant la distribution de l'eau, de l'assainissement, du gaz, de l'électricité et du téléphone, etc.

**I - POSSIBILITES MAXIMALES D'OCCUPATION DES SOLS**

La propriété est située en zone I AUhc au plan local d'urbanisme de la commune.

Selon l'article AU9 du P.L.U., l'emprise au sol maximale de l'ensemble des constructions sera égale à 50% de la surface totale de l'opération (surface totale : 4230 m²).

L'emprise au sol maximale de l'ensemble des constructions sur un même lot ne pourra excéder la superficie forfaitaire ci-après, et la surface de plancher maximale sera répartie de manière forfaitaire selon le tableau ci-après:

LOT n°	Surface	Emprise maximale	Surface de plancher maximale
1	849 m²	423 m²	600 m²
2	680 m²	423 m²	600 m²
3	823 m²	423 m²	600 m²
4	778 m²	423 m²	600 m²
5	737 m²	423 m²	600 m²

Les superficies des lots sont données à titre indicatif dans l'attente du bornage définitif.



COMMUNE DE  
TREMAOUEZAN

(9)

PA 0292951300001



*LES COURLIS*

Annexé à la minute d'un acte reçu  
par le Notaire Associé  
Soussigné, le 24 octobre 2014

Géomètres Experts

Donis ATTENCIA  
Samuel TRAVERS  
Elodie POIVET  
Fabien CHEREAU  
Vincent CLERAUX  
Arnaud FUTEUL  
Jennifer FARDIN  
Gwenael SAGNE  
Olivier de BOURSETTY  
Raphaël ROUVIERE  
Jean de SALABERRY

Bureau de Landerneau

Parc d'Innovation de Mescoat  
B.P. 734  
29207 LANDERNEAU Cedex

Téléphone : 02 98 85 04 86  
Télécopie : 02 98 85 22 98

E-mail:  
agence.landerneau@geomat.fr

Extrait PLU  
Etude de gestion des EP

S.E.L.A.S. de Géomètres Experts



**Pièces Diverses**

**Références cadastrales :**

Section WD n° 276

Lieu-dit: Les Courlis

Ref. dossier : 3130033

Dressé le : 11/03/2013

Annexé à la minute d'un acte reçu  
par le Notaire Associé  
Soussigné, le 14 octobre 2014

PA 0292951300001

**TITRE III : DISPOSITIONS  
APPLICABLES AUX ZONES A  
URBANISER**

**RÈGLEMENT APPLICABLE A LA ZONE AU**

La zone AU est constituée par les parties du territoire de la commune équipées ou non, destinées à être aménagées à plus ou moins long terme. Elle correspond à un ou des ensembles de parcelles ne disposant pas des équipements généraux suffisants.

Afin de susciter une meilleure programmation dans le temps et un développement cohérent de l'urbanisation future, les zones AU sont hiérarchisées comme suit :

- **Zones 1AU :** Elles sont opérationnelles immédiatement car disposent en périphérie immédiate de voies publiques, des réseaux d'eau, d'électricité et le cas échéant d'assainissement, le tout d'une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone. Les constructions y sont autorisées lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble pour les zones à vocation d'habitat ou au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes pour les autres zones.
- **Zones 2AU :** Elles sont urbanisables à moyen ou long terme car elles ne disposent pas en périphérie immédiate de voies publiques, des réseaux d'eau, d'électricité et le cas échéant d'assainissement, le tout d'une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone. L'ouverture à l'urbanisation des zones 2AU peut être subordonnée à une modification ou à une révision du PLU (article R.123-6 du Code de l'Urbanisme).

La zone 1AU comporte les secteurs suivants :

- **1AUhc :** secteur d'urbanisation diffuse de la commune faisant référence au secteur urbanisé Uh,
- **1AUhcz :** secteur 1AUhc situé dans le périmètre de la ZPPAUP.

La zone 2AU comporte les secteurs suivants :

- **2AUhc :** secteur à vocation d'habitat,
- **2AUhcz :** secteur 2AUhc situé dans le périmètre de la ZPPAUP,
- **2AULz :** secteur destiné à recevoir les installations, constructions et équipements publics ou privés, de sport, de loisirs, de tourisme, de commerce ou d'intérêt collectif, situé dans le périmètre de la ZPPAUP.

Rappels : les articles 1 à 6 du champ d'application matériel du règlement du Titre I (dispositions générales) s'appliquent.

## SECTION 1 : NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL

### Article AU.1 : occupations et utilisations du sol interdites

#### 1. Dans l'ensemble des zones AUh sont interdits :

Les constructions ou reconstruction après sinistre, lotissements, groupes d'habitations, installations et travaux divers et autres modes d'occupation du sol incompatibles avec l'aménagement futur du secteur tel que défini à l'article AU.2.

Les établissements qui, par leur caractère, leur destination, leur nature, leur importance ou leur aspect, sont incompatibles avec la salubrité, la tranquillité, la sécurité ou la bonne tenue de la zone.

L'implantation et l'extension des bâtiments agricoles existants.

Les chenils et élevages de toute nature.

L'ouverture et l'extension de carrières et de mines.

Le stationnement isolé de caravanes pendant plus de trois mois par an consécutif ou non sauf dans les bâtiments, remises et sur les terrains où est implantée la construction constituant la résidence de l'utilisateur.

Les terrains de camping, de caravanning et les parcs résidentiels de loisirs et l'implantation d'habitations légères de loisirs groupées ou isolées.

La construction de dépendances avant la réalisation de la construction principale.

#### 2. En plus en secteur 1AUhcz sont interdites : toutes les installations et occupations du sol susceptibles de porter atteinte à la ZPPAUP.

### Article AU.2 : occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières

#### 1. Dispositions applicables à toutes les zones 1AU et 2AU :

Sont admis dans l'ensemble de la zone AU (1AU et 2AU) sous réserve qu'ils ne compromettent pas l'aménagement futur de la zone ou des secteurs en les rendant impropres ultérieurement à l'urbanisation ou en rendant celle-ci plus difficile :

- les équipements publics et d'intérêt collectif ainsi que les constructions et installations qui leur sont directement liées, notamment les équipements liés à l'exploitation et à la sécurité du réseau routier,

- les modifications, les restaurations et les extensions d'importance limitée, des constructions existantes, ainsi que leurs annexes et dépendances sous réserve de leur compatibilité avec l'aménagement futur du secteur,
- les modifications, extensions ou reconstructions après sinistre des constructions existantes d'un type autorisé dans la zone ou non. Une telle possibilité ne saurait être admise pour des constructions qu'il n'est pas souhaitable de maintenir ou d'aménager en raison de leur incompatibilité avec l'affectation du secteur.

## 2. Dispositions applicables à toutes les zones 1AU :

Dans cette zone, les autorisations d'occupation et d'utilisation du sol ne peuvent être autorisées que si elles ne compromettent pas l'aménagement ultérieur de la zone et si elles correspondent à une gestion économe de l'espace conformément aux articles L.110 et L.121.10 du Code l'Urbanisme.

Les autorisations d'occupations et d'utilisations du sol ne seront délivrées qu'à la condition que les équipements publics nécessaires à la viabilisation des terrains existent ou soient réalisés concomitamment à l'exécution des projets.

La réalisation des opérations d'aménagement ou de construction énumérées ci-dessus doit être compatible avec l'aménagement de la zone tel qu'il est défini :

- par les articles AU.3 à AU.14 ci après,
- par les principes d'aménagement définis dans le document des Orientations d'Aménagement.

Chaque zone 1AU ne peut être aménagée que par le biais d'une opération d'aménagement d'ensemble qui pourra se réaliser par tranche. Chaque tranche ne devra pas porter préjudice à l'urbanisation de la zone.

## 3. Dispositions applicables aux zones 1AUhc :

L'implantation de dépendances, sous réserve de leur bonne intégration au tissu bâti, et de leur harmonie avec la construction principale.

En application du 16° de l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme, une servitude de mixité sociale est mise en place sur l'ensemble des zones 1AUh délimitées sur les plans de zonage conformément au PLH de la communauté de communes du Pays de Landemeau-Daoulas arrêté le 01/02/2008.

En plus, en secteur 1AUhc2, les autorisations d'urbanisme sont réglementées par les prescriptions de la ZPPAUP.

## 4. Dispositions applicables à la zone 2AU :

Les zones 2AU peuvent devenir constructibles après modification (ou révision) du PLU suivant la procédure réglementaire. A cette occasion, la vocation et le règlement applicable aux zones seront définis.

Dans cette zone, un schéma d'aménagement d'ensemble qui préfigure l'organisation urbaine future souhaitée est nécessaire préalablement à la délivrance d'autorisations d'occupation des sols.

Dans l'immédiat, seuls pourront être admis en zone 2AU, sous réserve qu'ils ne compromettent pas l'aménagement futur de la zone en la rendant impropre à l'urbanisation ou en rendant celle-ci plus difficile :

- la construction ou l'extension d'équipement et ouvrages techniques d'intérêt général,
- la reconstruction ou l'aménagement après sinistre des constructions existantes. Une telle possibilité ne saurait être admise pour des constructions qu'il n'est pas souhaitable de maintenir ou d'aménager en raison de leur incompatibilité avec l'affectation du secteur.

De plus, l'ouverture de ces zones devra se faire dans le cadre des dispositions de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme.

## SECTION 2 : CONDITIONS D'OCCUPATION DES SOLS

### Article AU.3 : conditions de desserte par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public

#### 1. Voirie

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques et privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Les voies doivent présenter des caractéristiques permettant de satisfaire aux exigences de la sécurité des usagers, de la lutte contre l'incendie et de la protection civile.

Elles doivent comporter une chaussée de 3,50 m de largeur au minimum, carrossable en tout temps.

Toutefois, cette largeur peut être réduite si les conditions techniques, urbanistiques et de sécurité le permettent (exemples : crèneau de croisement, aire d'attente aménagée à une extrémité de la voie visible de l'autre...).

Les voies se terminant en impasse doivent être aménagées de manière à permettre aux véhicules de faire demi-tour.

#### 2. Accès

Le permis de construire peut être subordonné à la réalisation d'aménagements particuliers si les accès présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes utilisant ces accès. Cette sécurité est appréciée compte tenu, notamment de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre des accès sur les voies publiques peut être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation est la moindre.

Hors agglomération, en bordure des voies départementales, à défaut de possibilité de desserte par des voies secondaires, les zones ne seront desservies que par un accès unique sur les routes départementales (délibération du Conseil Général du 25 mai 1984).

Les accès et voies de desserte figurant au plan de zonage doivent être respectés (principe de conformité).

Les accès et voie de desserte figurant dans les orientations d'aménagement doivent être respectés mais sont indicatifs (principe de compatibilité).

**Article AU.4 : conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'électricité et conditions de réalisation d'un assainissement individuel**

**1. Adduction en eau potable**

Toute construction ou installation nouvelle qui requiert une alimentation en eau doit être desservie par une conduite de distribution de caractéristiques suffisantes et raccordée au réseau collectif d'adduction d'eau sous pression.

**2. Eaux pluviales**

Sauf raisons techniques contraires et autorisation expresse de l'autorité compétente, les eaux pluviales (toitures et aires imperméabilisées) seront évacuées directement sur le terrain d'assise de la construction ou sinon raccordées au réseau d'eaux pluviales s'il existe, et ne devront pas ruisseler sur le domaine public.

En cas d'insuffisance des réseaux pour des occupations particulières du sol, par leur situation ou leur importance ou leur nature, le permis de construire peut être subordonné à des aménagements nécessaires, en particulier, au libre écoulement des eaux pluviales ou à la limitation des débits évacués de la propriété.

**3. Eaux usées**

Les eaux usées doivent être évacuées par le réseau d'assainissement collectif s'il existe.

En l'attente de la desserte par le réseau collectif et dans les zones où le réseau collectif n'est pas prévu ne pourront être autorisées les constructions que dans la mesure où les eaux usées qui en sont issues pourront être épurées et éliminées par un dispositif d'assainissement individuel conforme et conçu en fonction des caractéristiques du terrain. Ce dispositif fera l'objet d'un contrôle par le SPANC.

Les immeubles ou installations destinées à un autre usage que l'habitat, autorisés ou non dans la zone, doivent être dotés d'un dispositif de traitement des effluents autres que domestiques, adapté à l'importance et à la nature de l'activité et assurant une protection satisfaisante du milieu naturel au regard de la réglementation en vigueur.

**4. Raccordements aux réseaux**

Sur le domaine public, les nouveaux raccordements seront réalisés en souterrain lorsque cela est techniquement possible. L'enfouissement est préconisé sur l'espace privé et sous réserve d'obtention préalable d'une autorisation d'urbanisme.

**5. L'utilisation des énergies renouvelables est fortement recommandée**

Les systèmes de production d'énergies renouvelables seront privilégiés, par exemple : panneaux solaires, chauffage au bois, pompe à chaleur... Ces systèmes doivent être, au maximum, intégrés aux volumes des constructions.

**Article AU.5 : superficie minimale des terrains constructibles**

De manière générale, l'autorisation de construire pourra être refusée ou subordonnée à des prescriptions particulières si la surface ou la forme du terrain est de nature à compromettre le traitement et l'élimination des eaux usées.

**Article AU.6 : implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques****1. Pour tous les secteurs :**

Sauf indications contraires portées aux documents graphiques du présent PLU, les constructions doivent être implantées :

Secteurs	Distance d'implantation
1AUhc, 1AUhcz	en recul minimum de 5 m, par rapport à l'alignement existant des voies ou places publiques ou à l'alignement futur.

Ces reculs ne s'appliquent pas dans les cas d'adaptation, de changement de destination, de réfection ou d'extension de constructions existantes. Dans ce dernier cas, l'extension pourra être autorisée dans le prolongement de la construction existante (notion de continuité).

En cas de terrain profond permettant l'implantation en arrière d'une deuxième construction ou rangée de constructions, ces règles ne concernent que la première construction ou rangée de constructions.

Les constructions nouvelles en bordure d'un chemin départemental hors agglomération devront avoir un recul minimum de 10 m par rapport à la limite d'emprise du domaine public départemental.



## 2. Pour les « éléments du patrimoine architectural ou végétal à protéger » repérés au règlement graphique

Les constructions nouvelles contiguës ou intégrées à un « élément de patrimoine architectural à protéger » doivent être implantées avec un retrait identique à celui observé par la construction de l'« élément de patrimoine architectural à protéger » ou par l'ensemble de « élément de patrimoine architectural à protéger », sauf si la construction s'intègre harmonieusement à l'ensemble urbain environnant.

Les constructions nouvelles, extensions aux abords d'un « petit patrimoine à protéger » doivent respecter une distance minimum de 10 m entre tout point du bâtiment au point de l'édifice à protéger.

## 3. Cas particuliers

Il n'est pas fixé de règles spécifiques pour la réalisation :

- d'ouvrages techniques (transformateurs, supports de transport d'énergie ou de télécommunications, châteaux d'eau, écosstations, abri de transport collectif, ...) nécessaires au fonctionnement des réseaux existants d'utilité publique ;
- et de certains ouvrages de caractère exceptionnel, tel que les églises, les monuments, les équipements techniques (silos, éolennes), dans la mesure où ils ne sont pas interdits dans les articles 1 des différents règlements de zones. Leur édification doit être appréciée en fonction de leur apport à la vie sociale et de leur insertion dans l'environnement.

## Article AU.7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

### 1. Cas général

Les constructions doivent s'implanter selon les règles suivantes :

Secteurs	Implantations par rapport aux limites séparatives
	- la construction de bâtiments joignant les 2 limites séparatives est autorisée
IAUhd, IAUhr	- lorsqu'elles ne jouxtent pas les limites séparatives, les constructions principales, annexes ou dépendances doivent être implantées à une distance de ces limites au moins égale à 3 m (L=H>3m).

### 2. Cas particuliers

Pour garantir la pérennité des arbres existants, notamment ceux identifiés en EBC ou au titre du 7° de l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme, les volumes racinaires (volumes occupés par les racines) seront protégés par un recul minimum de 5 m des constructions et installations de part et d'autre du pied du talus ou de l'axe de la haie.

Il n'est pas fixé de règles spécifiques pour la réalisation :

- d'ouvrages techniques (transformateurs, supports de transport d'énergie ou de télécommunications, châteaux d'eau, écosalons, abri de transport collectif, ...) nécessaires au fonctionnement des réseaux existants d'utilité publique ;
- et de certains ouvrages de caractère exceptionnel, tel que les églises, les monuments, les équipements techniques (silos, éoliennes), dans la mesure où ils ne sont pas interdits dans les articles 1 des différents règlements de zones. Leur édification doit être appréciée en fonction de leur apport à la vie sociale et de leur insertion dans l'environnement.

**Article AU.8 : implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété**

Non réglementé.

**Article AU.9 : emprise au sol des constructions**

L'emprise au sol maximale de l'ensemble des constructions sur une même unité foncière sera de :

Secteurs	Emprise au sol maximum
1AUhc, 1AUhz	50%

**Article AU.10 : hauteur maximale des constructions**

**1. Constructions nouvelles**

La hauteur maximale doit respecter la hauteur moyenne des constructions avoisinantes et doit respecter :

Secteur	Hauteur maximale au faîtage
1AUhc, 1AUhz	9 m

Pour une meilleure intégration de la construction dans son environnement bâti, une hauteur supérieure ou inférieure à celles fixées ci-dessus peut être autorisée ou imposée en vue d'harmoniser les hauteurs à l'égout ou au faîte avec celles des constructions voisines.

**2. Dépendances :** les dépendances ne devront pas dépasser une hauteur maximale au faîtage de 5 m.

**3. Autres cas**

Les reconstructions, rénovations et extensions de bâtiments préexistants pourront respecter les hauteurs et volumes des anciens édifices.

Pour les constructions et ouvrages de services publics et d'intérêt collectif (ex : salle polyvalente, équipements sportifs), il n'est pas fixé de règle de hauteur.

Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les ouvrages techniques tels que cheminées, dispositifs de ventilation silos, cuves, ponts roulants ainsi que pour les poteaux, pylônes, relais hertziens, châteaux d'eau, antennes, parelonnerres, candélabres et postes de transformation EDF...

**4. Pour les « éléments du patrimoine architectural ou végétal à protéger » repérés au règlement graphique**

Les constructions nouvelles contiguës ou intégrées à un « élément du patrimoine architectural à protéger » doivent par leur hauteur et leur volumétrie être en harmonie avec cet « élément du patrimoine architectural à protéger ».

Tous les travaux effectués sur un « élément du patrimoine architectural à protéger » doivent respecter le gabarit de cet élément. La hauteur à l'égout des toitures et la hauteur au faîtage d'un « élément du patrimoine architectural à protéger » ne peuvent être modifiées.

Néanmoins, dans le cas d'un bâtiment faisant l'objet d'un projet global de réhabilitation, des modifications peuvent être acceptées si elles sont nécessaires à son fonctionnement, dans des conditions de confort et de sécurité répondant aux normes actuelles, ne remettant pas en cause sa cohérence et sa qualité architecturale, et contribuant à la préservation de son caractère patrimonial.

**Article AU.11 : aspect extérieur des constructions et aménagements de leurs abords  
- protection des éléments de paysage et du patrimoine naturel et urbain**

**1. Pour les éléments du patrimoine architectural ou végétal à protéger identifiés au titre du 7° de l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme**

Sont soumis à déclaration préalable ou à permis de démolir, tous travaux ayant pour effet de détruire ou modifier un élément du patrimoine identifié sur le règlement graphique au titre du 7° de l'article L.123-1-5 du code de l'urbanisme.

Les haies, éléments végétaux isolés ou talus bocagers seront maintenus et entretenus en tant que de besoin. Ils pourront cependant être modifiés ou déplacés à condition d'être remplacés dans des conditions similaires (hauteur de talus, longueur, types d'espèces végétales...) ou replacés en retrait dans le cas de bordure de voirie.

**2. Généralités**

Le permis de construire peut être refusé ou n'être accordé que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

a. L'implantation et le volume général des constructions ou ouvrages à modifier devront être traités en relation avec le site dans lequel ils s'inscrivent, qu'il soit naturel ou urbain.

b. Les couleurs des matériaux de parements (pierre, enduit, bardage) et des peintures extérieures devront s'harmoniser entre elles et ne pas porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants.

c. Les constructions d'habitat individuel et de ses annexes faisant référence au passé devront tenir compte des constantes de l'habitat traditionnel local :

- simplicité des volumes : plan de base rectangulaire évitant les trop nombreux décrochements ;
- hiérarchie affirmée des volumes entre eux (volume principale et secondaire nettement différencié) ;
- toiture à deux pentes symétriques, principalement en ardoises naturelles, avec une pente proche des 45° (les croupes en toiture sont à proscrire) ;
- largeur maximum des pignons de 8 m ;
- faible débord de toiture (<20 cm) ;
- souches de cheminées maçonnées ;
- fenêtres en rampant de toiture encastrées au niveau de l'ardoise et positionnées en fonction de la composition de la façade.

Toute architecture traditionnelle non locale est interdite.

d. Les architectures d'expression contemporaine ne sont pas soumises aux règles énoncées ci-dessus. On entend par architecture « d'expression contemporaine » toute architecture qui ne fait pas référence à l'architecture « traditionnelle » référencée ci-dessus et à toute autre architecture traditionnelle d'autres régions de France ou d'ailleurs dans le monde.

e. Les restaurations de constructions existantes doivent être réalisées en respectant (ou en restituant le cas échéant) les volumes initiaux, les percements et la décoration d'origine. Les additions nouvelles aux constructions existantes doivent préserver les éléments architecturaux intéressants du bâtiment principal, et constituer avec celui-ci un ensemble harmonieux et intégré.

f. Tout mouvement de terre tendant à créer des buttes artificielles en assise des constructions est interdit. Les constructions devront s'intégrer à la topographie du site, notamment en cas de pente. Les rez-de-chaussée ne devront pas être surélevés de plus de 0,50 m du terrain naturel.

g. Les constructions annexes, telles que clapiers, poulaillers, abris, remises, etc..., réalisées avec des moyens de fortune sont interdites.

### 3. Clôtures

Les matériaux utilisés doivent être en harmonie avec l'environnement naturel ou urbain, l'utilisation des matériaux devra tenir compte de ceux des façades.

**3.1. Les clôtures sur voies seront établies selon les façons suivantes :**

Secteurs	Matériaux et hauteurs autorisés
1AUH, 1AUH1	Murets enduits ou de moellons (hauteur max : 1 m), pouvant être accompagnés d'une haie d'arbustes ou surmonté d'un dispositif à claire-voie et devant s'harmoniser avec le caractère des lieux avoisinants (hauteur max : 1,80 m).
	Végétaux d'essences locales en mélange, pouvant être protégés par un grillage discret, le tout d'une hauteur maximale de 1,80 m (les arbustes seront plantés à au moins 50 cm de la limite parcellaire).
	Les talutages plantés ou les écrans végétaux constitués de la végétation préexistante et/ou d'espèces locales.

**3.2. Clôtures sur limites séparatives**

En zones 1AUH sont préconisées :

- les haies constituées de végétaux d'essences locales pouvant être protégées par un grillage, d'une hauteur maximale de 2 m,
- les talus plantés.

Si non, les clôtures, seront d'une hauteur maximale de 2 m et seront constituées d'un mur enduit ou de moellons apparents, d'une hauteur maximale de 0,60 m, pouvant être surmonté d'un grillage et/ou doublées d'une haie constituées de végétaux d'essences locales.

**3.3. Feront l'objet d'interdiction pour toutes les clôtures :**

- les éléments décoratifs d'aspect béton moulé,
- les murs en briques d'aggloméré d'aspect ciment non enduits,
- les plaques d'aspect béton préfabriquées, y compris à claire-voie,
- les matériaux de fortune (tôle ondulée, amiante...)

**4. Le traitement des éléments annexes**

- Les coffrets, compteurs, boîtes aux lettres et autres dispositifs liés à la desserte par les réseaux doivent être dissimulés dans l'épaisseur ou la composition de la façade, ou de la clôture.

Les bâtiments annexes et les clôtures visibles du domaine public doivent être traités en harmonie avec les façades de cet élément.

- Les antennes doivent être aussi peu visibles que possible et les paraboles doivent en outre, tant par le choix des matériaux que de la couleur, s'intégrer au mieux à l'élément.

**Article AU.12 : obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'aires de stationnement**

Les aires de stationnement des véhicules automobiles doivent correspondre aux besoins des constructions ou installations à édifier ou à modifier et à leur fréquentation. Les aires de stationnement doivent être réalisées en dehors des voies publiques sur le terrain de l'opération ou à proximité. Elles ne devront pas apporter de gêne à la circulation générale.

Les principes de stationnement figurant dans les orientations d'aménagement doivent être respectés mais sont indicatifs (principe de compatibilité).

**Article AU.13 : obligations imposées aux constructeurs en matière de réalisation d'espaces libres, aires de jeux et de loisirs et de plantations**

Le permis de construire peut être subordonné au maintien ou à la création d'espaces verts correspondant à l'importance de l'immeuble à construire. En cas de construction de logements à usage d'habitation, l'autorité qui délivre le permis de construire peut exiger la réalisation par le constructeur, au profit notamment des enfants et des adolescents, d'une aire de jeux et de loisirs située à proximité de ces logements et correspondant à leur importance.

Les surfaces libres de toute construction ainsi que les aires de stationnement seront aménagées et entretenues de façon à garantir le bon aspect des lieux.

Les installations indispensables susceptibles de nuire à l'aspect des lieux telles que réservoirs, citernes, remises, etc, devront faire l'objet d'une intégration paysagère.

Les talus seront obligatoirement conservés lorsqu'ils se trouvent en limite séparative ou en bordure de voie ; seuls peuvent être admis les arasements nécessaires à la réalisation d'accès au terrain.

Le remplacement des éléments naturels éventuellement détruits par des plantations en nombre et qualité équivalente pourra être exigé ; il en sera de même des talus plantés existants.

Les principes d'espace public/ d'espace libre figurant dans les orientations d'aménagement doivent être respectés mais sont indicatifs (principe de compatibilité).

Un minimum de 20% de la superficie totale de la parcelle ou ensemble de parcelles intéressées par l'opération sera traité en espaces verts.

**SECTION 3 : POSSIBILITÉS MAXIMALES D'OCCUPATION DU SOL****Article AU.14 : coefficient d'occupation des sols (COS)**

Non réglementé.

**RÈGLEMENT APPLICABLE A LA ZONE 1AUiz**

La zone 1AUiz est une zone à urbaniser regroupant les activités à caractère principalement artisanal/commercial/ tertiaire/ de services dont l'implantation est nécessaire dans une zone spécifique ou à l'extérieur des zones d'habitat. Elle se situe intégralement dans le périmètre de la ZPPAUP.

Rappels : les articles 1 à 5 du champ d'application matériel du règlement du Titre I (dispositions générales) s'appliquent.

**SECTION 1 : NATURE DE L'OCCUPATION ET DE L'UTILISATION DU SOL****Article 1AUiz.1 : occupations et utilisations du sol interdites**

Les constructions à usage d'habitation à l'exception de celles mentionnées à l'article Uiz.2.

Les constructions d'ateliers d'élevages agricoles.

Les terrains aménagés de camping et de caravanage ainsi que les parcs résidentiels de loisirs.

Le stationnement isolé de caravanes et d'habitations légères de loisirs quelle qu'en soit la durée.

L'ouverture et l'extension de carrières et de mines.

Les occupations et installations industrielles sont interdites ainsi que les activités artisanales susceptibles d'engendrer des nuisances.

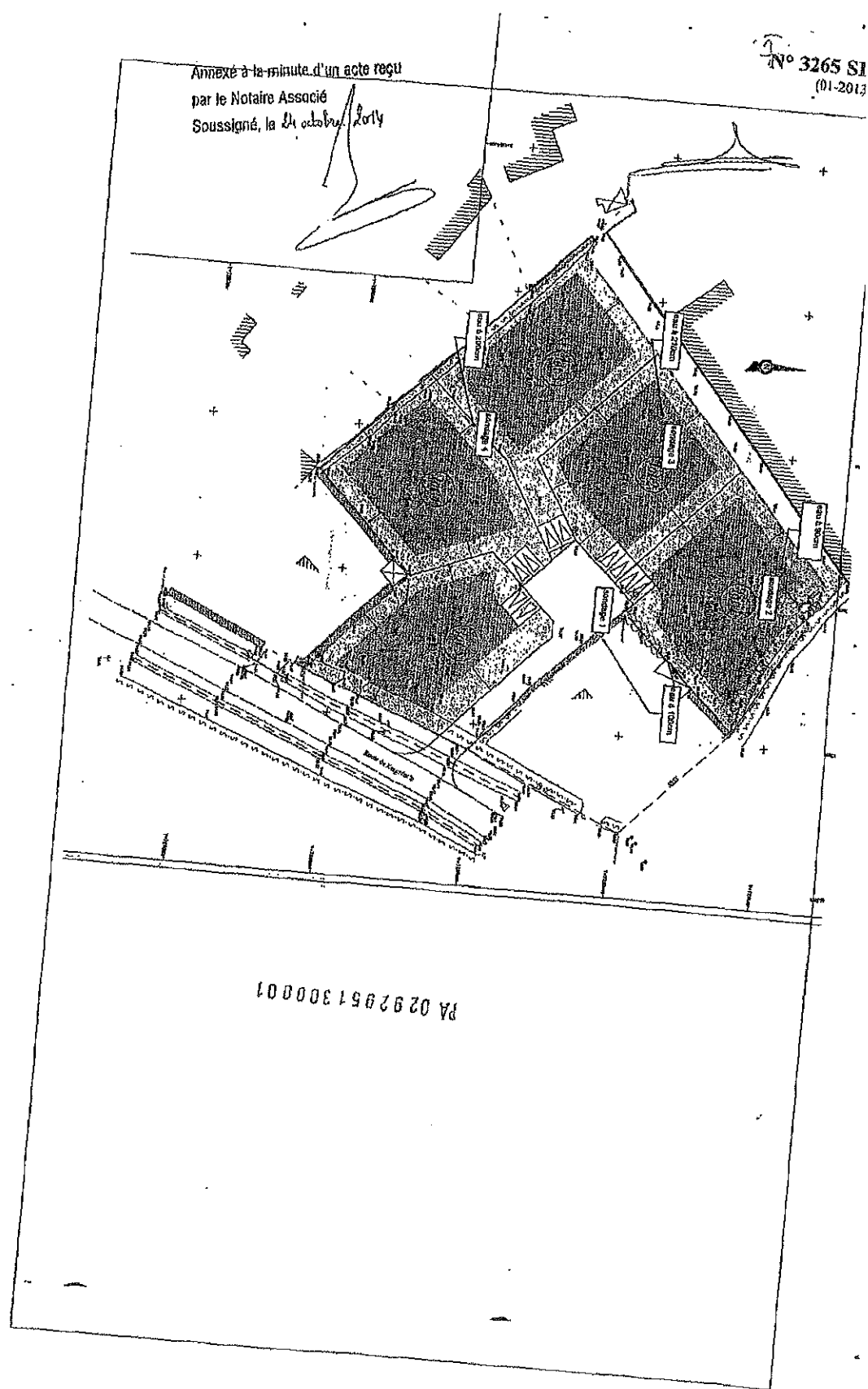
**Article 1AUiz.2 : occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières**

Les logements de fonction exclusivement destinés aux personnes dont la présence est nécessaire pour assurer la direction, la surveillance ou le gardiennage des activités admises dans la zone. Ces constructions devront être réalisées simultanément ou après les constructions effectivement affectées aux activités, et devront être intégrées au bâtiment principal d'activités.

L'aménagement, la restauration et les extensions des constructions existantes.

Les équipements publics et d'intérêt collectif ainsi que les constructions et installations qui leur sont directement liées, notamment les équipements liés à l'exploitation et à la sécurité du réseau routier.

Annexé à la minute d'un acte reçu  
par le Notaire Associé  
Soussigné, le 24 octobre 2014



PA 0292951300001



Lotissement Trémaouezan

Infiltration par puits plus surverse vers voirie pour les lots 2,3,4,5 (pluie centennale)

Conditions : ne pas descendre à plus de 2 mètres

Caractéristique de l'événement pluvieux

\* période de retour de l'événement pluvieux

\* zone pluviométrique ou station

\* durée de la pluie

\* coefficient de Montana a

\* coefficient de Montana b

Besoins de dimensionnement de l'ouvrage d'infiltration par puits

\* surface active à gérer

\* surface active collectée par l'ouvrage

\* profondeur du puits

\* hauteur d'infiltration

\* diamètre int. buse creuse

\* porosité du matériau

\* capacité d'absorption

\* coefficient de sécurité

Caractéristiques dimensionnement

\* diamètre puits en projet

\* volume utile d'eau pluviale à stocker

\* volume utile dans la buse creuse

\* volume utile dans le matériau poreux

\* rayon du puits

\* rayon matériau poreux

\* surface au miroir

\* surface d'infiltration

\* débit de fuite

100 ans  
Zone 3  
30 à 1440 minutes  
9,990  
0,698

0,015 ha  
0,015 ha  
2,00 m  
1,50 m  
1,00 m  
0,04  
4,15E-06 m³/m²/s  
0,32

K1

4,30 m  
9,43 m³  
1,18 m³  
8,25 m³  
2,15 m  
1,65 m  
14,54 m²  
34,82 m²  
1,44E-04 m³/s

Polymère de polyéthylène haute densité (PEHD) avec une épaisseur de 10 mm

**Infiltration superficielle par lit plus surverse vers voirie pour le lot 1 (pluie centennale)**

Caractéristique de l'événement pluvieux

- \* période de retour de l'événement pluvieux
- \* zone pluviométrique ou station
- \* durée de la pluie
- \* coefficient de Montana a
- \* coefficient de Montana b

100 ans	<input checked="" type="checkbox"/>
Zone 3	
30 à 1440 minutes	
9,990	
0,698	

Base de dimensionnement de l'ouvrage d'infiltration à faible profondeur par tranchées ou lit

- \* surface active à gérer
- \* surface active collectée par l'ouvrage
- \* pente des bords
- \* profondeur de l'ouvrage
- \* hauteur d'infiltration
- \* largeur
- \* porosité du matériau
- \* capacité d'absorption
- \* coefficient de sécurité

0,0150 ha
0,0150 ha
00 %
0,50 m
0,40 m
3,00 m
0,30
8,48E-08 m³/m²/s
0,32

K2

Caractéristiques du dimensionnement

- \* longueur
- \* volume utile d'eau pluviale à stocker
- \* surface au miroir
- \* surface d'infiltration
- \* débit de fuite

12,4 m
6,93 m³
37,09 m²
49,38 m²
4,19E-04 m³/s

**Infiltration superficielle par lit + surverse pour la voirie (pluie centennale)**

**Caractéristique de l'événement pluvieux**

- \* période de retour de l'événement pluvieux
- \* zone pluviométrique ou station
- \* durée de la pluie
- \* coefficient de Montana a
- \* coefficient de Montana b

100 ans	
Zone 3	
30 à 1440 minutes	
9,990	
0,698	

**Base de dimensionnement de l'ouvrage d'infiltration à faible profondeur par tranchées ou lit**

- \* surface active à gérer
- \* surface active collectée par l'ouvrage
- \* pente des bords
- \* profondeur de l'ouvrage
- \* hauteur d'infiltration
- \* largeur
- \* porosité du matériau
- \* capacité d'absorption
- \* coefficient de sécurité

0,0360 ha
0,0360 ha
50 %
0,50 m
0,60 m
3,00 m
0,32
8,49E-06 m³/m²/s
0,32

K2

**Caractéristiques du dimensionnement**

- \* longueur
- \* volume utile d'eau pluviale à stocker
- \* surface au mûloir
- \* surface d'infiltration
- \* débit de fuite

21,9 m
15,80 m³
65,84 m²
95,78 m²
8,13E-04 m³/s

### 3. ETUDE DE SOL

Date terrain :	28/02/2013	Condition climatique de la période :	Pluvieuse
----------------	------------	--------------------------------------	-----------

#### 1) SUBSTRATUM

Socle géologique :	Granite Granite de Kersaint
--------------------	--------------------------------

#### 2) DESCRIPTION DU PROFIL

N° de sondage :	1	Matériel :	Pelle mécanique
-----------------	---	------------	-----------------

Profondeur en cm :	Couleur :	Texture :	Compacité :	Hydromorphie :	Pierrosité :	Perméabilité apparente :
0-30	Homogène Brun	Limon-sableux Terre végétale	Peu compact	Absence	Absence	Forte
30-100	Homogène Jaune	Limon	Compact	Absence	Absence	Moyenne
100-220		Sable Arène	Meuble		Absence	Très faible

Raison arrêt du sondage :	Arrêt sur décision de l'opérateur
Présence de sol remanié :	Non
Profondeur d'apparition de l'hydromorphie : (Cm)	
Perméabilité moyenne :	Faible
Commentaire :	Présence d'eau à 100cm

N° de sondage :	2	Matériel :	Pelle mécanique
-----------------	---	------------	-----------------

Profondeur en cm :	Couleur :	Texture :	Compacité :	Hydromorphie :	Pierrosité :	Perméabilité apparente :
0-40	Homogène Brun	Limon-sableux Terre végétale	Peu compact	Absence	Absence	Fort
40-100	Homogène Jaune	Limon	Compact	Absence	Absence	Moyenne
100-120		Sable Arène	Meuble		Absence	Très faible

Raison arrêt du sondage :	Présence d'eau
Présence de sol remanié :	Non
Profondeur d'apparition de l'hydromorphie : (Cm)	
Perméabilité moyenne :	Très faible
Commentaire :	Présence d'eau dès 40cm

N° de sondage :	3	Matériel :	Pelle mécanique
-----------------	---	------------	-----------------

Profondeur en cm :	Couleur :	Texture :	Compacité :	Hydromorphie :	Pierrosité :	Perméabilité apparente :
0-40	Homogène Brun	Limon-sableux Terre végétale	Meuble	Absence	Absence	Fort
40-100	Homogène Jaune	Limon-sableux	Compact	Absence	Absence	
100-160	Belge	Sable	Meuble		Absence	
160-345	Gris	Sable-argileux			Absence	

Raison arrêt du sondage :	Arrêt sur décision de l'opérateur
Présence de sol remanié :	Non
Profondeur d'apparition de l'hydromorphie : (Cm)	
Perméabilité moyenne :	Très faible
Commentaire :	Arrivées d'eau à 210cm

N° de sondage :	4	Matériel :	Pelle mécanique
-----------------	---	------------	-----------------

Profondeur en cm :	Couleur :	Texture :	Compacité :	Hydromorphie :	Pierrosité :	Perméabilité apparente :
0-30	Homogène Brun	Limon-sableux Terre végétale	Peu compact	Absence	Absence	Fort
30-120	Homogène	Limon			Absence	Moyenne
120-160	Beige	Sable	Meuble	Absence	Absence	
160-400	Gris	Sable-argileux	Peu compact	Fort	Absence	Très faible

Raison arrêt du sondage :	Arrêt sur décision de l'opérateur
Présence de sol remanié :	Non
Profondeur d'apparition de l'hydromorphie : (Cm)	
Perméabilité moyenne :	Très faible
Commentaire :	Importantes arrivées d'eau à 200cm

COMMUNE DE  
TREMAOUEZAN

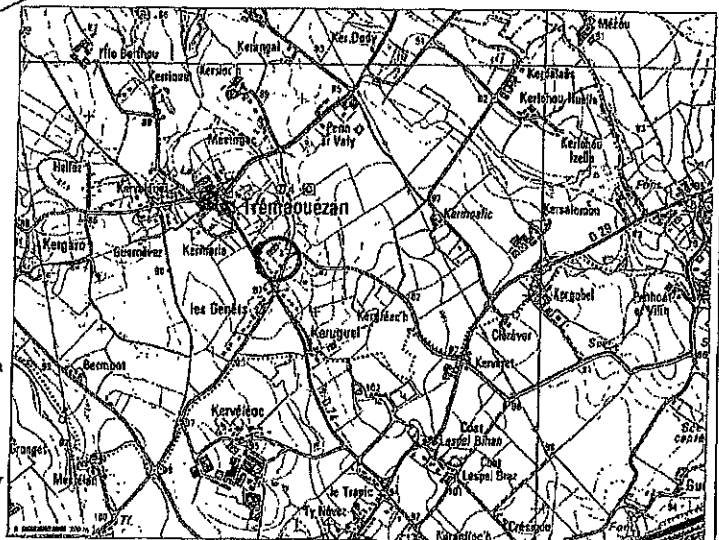
PA 02 92 95 130 0001



*LES COURLIS*

Afinxé à la minute d'un acte reçu  
par le Notaire Associé  
Sousigné, le 14 octobre 2014

*Plan de situation*



Document sans échelle

Géomètres Experts

Denis ATTENCIA  
Samuel TRAVERS  
Elodie POIVET  
Fabien CHEREAU  
Vincent CLERAUX  
Arnaud FUREL  
Jennifer FARDIN  
Gwenael SAGNE  
Olivier de BOURSETTY  
Raphaël ROUVIERE  
Jean de SALABERRY

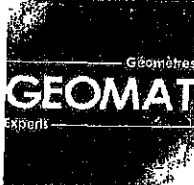
Bureau de Landerneau

Parc d'Innovation de Mescoet  
B.P. 734  
29207 LANDERNEAU Cedex

Téléphone : 02 98 85 04 96  
Télécopie : 02 98 85 22 98

E-mail :  
agence.landerneau@geomat.fr

S.E.L.A.S. de Géomètres Experts



**Pièce PA8-3**

Profils

Références cadastrales :

Section WD n° 276

Lieu-dit : Les Courlis

Ref. dossier : 3130033

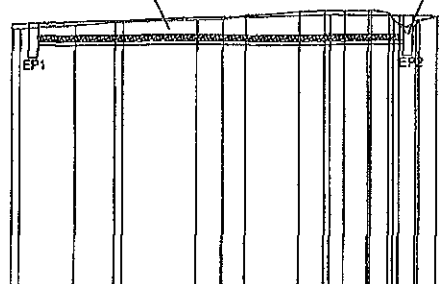
Dressé le : 11/03/2013



Profil n°: 1

Structure d'infiltration des eaux pluviales en grèves lavées  
40/70 (y compris drains de répartitions et drains évents)  
15,00 m<sup>2</sup> utiles  
30m00 x 3m00 x 0m42 - Fond : 62,38

Rapprochement du for  
busage sous la vi



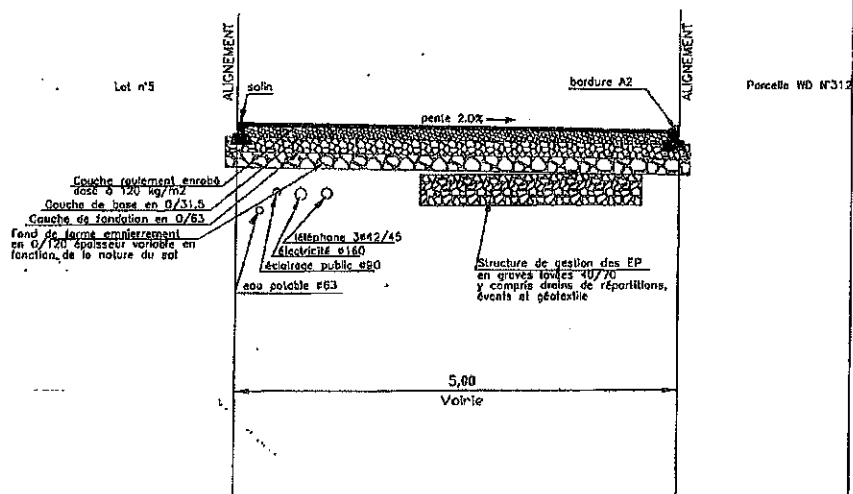
Echelle en X : 1/500

Echelle en Y : 1/200

PC : 82.00 m

Numéros de profils en travers	1	2	3	4
Altitudes TN	62,07	62,13	62,11	62,12
Altitudes Projet	62,09	62,15	62,15	62,14
Ecart TN - Projet	0,02	0,02	0,02	0,02
Distances partielles TN	0,00	12,32	8,27	7,34
Distances cumulées TN	0,00	12,32	20,59	27,93
Distances partielles Projet	0,00	12,30	21,69	38,03
Distances cumulées Projet	0,00	12,30	33,99	72,02
Pentes et rampes Projet	RAMPE L = 25,69 m P = 0,01 m/m PENTE L = 38,03 m P = 0,01 m/m			
Alignements droits et courbes	DROITE L = 12,30 m DROITE L = 11,69 m DROITE L = 38,03 m			
Altitudes E.P.	62,06			62,05
Ecarts voirie-réseau E.P.	0,03			0,03
Pentes et rampes E.P.	RAMPE L = 22,93 m P = 0,00 m/m			
Distances partielles E.P.	0,00	22,93		

*Profil en travers type*  
*Schéma de principe*  
*Sans échelle*



COMMUNE DE  
TREMAOUEZAN

9



PA 02 92 95 13 00 001

*LES COURLIS*

Annexé à la minute d'un acte reçu  
par le Notaire Associé  
Soussigné, le 11 octobre 2014

Géomètres Experts

Denis ATTENCIA  
Samuel TRAVERS  
Elodie POIVET  
Fabien CHEREAU  
Vincent CLERAUX  
Arnaud FUTEUL  
Jennifer FARDIN  
Gwennél SAGNE  
Olivier de BOURSETTY  
Raphaël ROUVIERE  
Jean de SALABERRY

Bureau de Landerneau

Parc d'Innovation de Meccoat  
B.P. 734  
29207 LANDERNEAU Cedex  
Téléphone : 02 98 85 04 96  
Télécopie : 02 98 85 22 96  
E-mail :  
agence.landerneau@geomat.fr

S.E.I.A.S. de Géomètres Experts



**Pièce PA9**

Implantations possibles

Références cadastrales :

Section WD n° 276

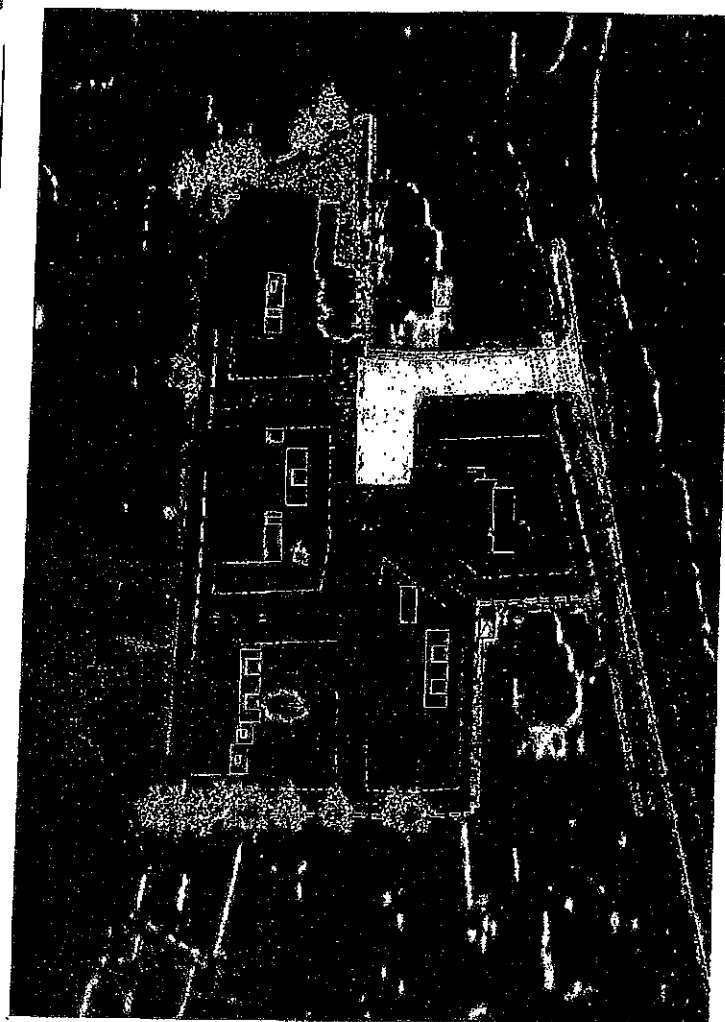
Lieu-dit: Les Courlis

Ref. dossier : 3130033

Dressé le : 11/03/2013

PA-0292951300001

GEOMAT  
Parc d'Innovation de Mascot, BP 734, 29207 LANDERNEAU Cedex  
Tél : 02 98 85 04 96 Fax : 02 98 85 22 98



Vue 3D du projet (à titre indicatif)

PA9 - Hypothèses d'implantation des constructions

COMMUNE DE  
TREMAOUEZAN

PA 02 92 951 300 001

*LES COURLIS*



Géomètres Experts

Denis ATTENCIA  
Samuel TRAVERS  
Elodie POIVET  
Fabien CHEREAU  
Vincent CLERAUX  
Arnaud FUTEUL  
Jennifer FARDIN  
Gwenael SAGNE  
Olivier de BOURSETTY  
Raphaël ROUVIERE  
Jean de SALABERRY

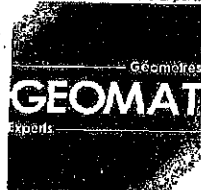
Bureau de Landerneau

Parc d'Innovation de Mescoat  
B.P. 734  
29207 LANDERNEAU Cedex

Téléphone : 02 98 85 04 96  
Télécopie : 02 98 85 22 96

E-mail:  
agence.landerneau@geomat.fr

S.E.L.A.S. de Géomètres Experts



**Pièce PA8-1**

Programme des travaux

Références cadastrales :

Section WD n° 276

Lieu-dit: Les Courlis

Ref. dossier: 3130033

Dressé le : 11/03/2013



Sous réserves de modifications ou additions qui pourraient être apportées par Monsieur le Maire lors de l'approbation du projet de lotissement, le lotisseur devra exécuter à ses frais par les soins d'entreprises agréées, les travaux détaillés ci-après.

Les entreprises devront prendre contact en amont des travaux avec les services concessionnaires concernés.

L'ensemble des pièces, tubes et raccords devront être conformes aux normes en vigueur. La conformité à ces normes doit apparaître sur les produits.

## **- VOIRIE -**

### **ARTICLE 1 : TRACE EN PLAN -**

Les lots seront desservis par une voie de 5m00. Elle prendra naissance sur la voie communale n°3 et se terminera par une placette. Un cheminement piéton d'une largeur de 1m50 sera créé entre la placette et la parcelle WDn°429. Un talus d'une hauteur de 1m00 sera créé au fond des lots n° 1, 2 et 3. (Voir plan de composition PA4)

### **ARTICLE 2 : CONFECTION DE LA VOIRIE -**

#### **A) TERRASSEMENTS GENERAUX :**

Ils seront conformes aux règles de l'art :

- enlèvement des déblais excédentaires et des débris, cylindrage des fonds de forme avant mise en œuvre de la fondation. Les façons de talutage seront réalisées en domaine privé.

#### **B) CHAUSSEES DES VOIES :**

- Profils en travers : 2,0 %

- La chaussée sera réalisée en deux phases et non enrobée directement sur couche de fondation.

- Des essais de plaque seront réalisés en première phase pour contrôler la portance de la structure de chaussée. La valeur du module de portance devra être supérieure à 50 Mpa et la valeur EV2/EV1 devra être inférieure ou égale à 2. La couche de grave devra pouvoir être amenée à une compacité supérieure à 95% de l'OPM Indice CBR>6.

#### **1ère phase :**

- constitution du fond de forme par empierrement 0/120 d'épaisseur variable en fonction de la nature du sol.
- couche de fondation en GNT 0/63 sur 20cm d'épaisseur après compactage
- couche de base en GNT 0/31,5 sur 15cm d'épaisseur après compactage
- repérage et protection des bouches à clé (ronde, carré ou hexagonale)
- réalisation d'une semi-pénétration à l'émulsion de bitume comprenant :
  - répartition de 5 kg d'émulsion/m2 et gravillonnage 8/12, 15l/m2
  - cylindrage
  - deuxième couche d'émulsion à raison de 3 kg/m2 et gravillonnage 8/12, 10l/m2
  - cylindrage

#### **2ème phase :**

- reprise de voirie, reprofilage en GNT 0/31,5 sur 5cm après compactage
- pose des bordures A2 et des solins
- fourniture et mise en place des rehausses de bouches à clé

Programme des travaux

1



- mise à niveau des bouches à clé, des regards, des grilles avaloirs et des chambres France Telecom
- protection des bouches à clé
- confection d'un tapis d'enrobés denses à chaud 0/10 à raison de 120 kg/m<sup>2</sup> sur la chaussée,

## **- ASSAINISSEMENT -**

### **ARTICLE 1 : EAUX USEES -**

Une analyse globale a été réalisée par le bureau d'étude TPA. Les terrains ont été classés aptes à l'assainissement individuel.

Une étude particulière a été réalisée par le bureau d'étude ALTEOR ENVIRONNEMENT. Chaque loti aura à sa charge la mise en place d'un dispositif d'assainissement en fonction de son projet de construction et du rapport du bureau d'étude ALTEOR.

### **ARTICLE 2 : EAUX PLUVIALES -**

Le lotisseur établira à ses frais un réseau collecteur des eaux pluviales. Il sera conforme au tracé prévu au schéma des réseaux (pièce PA8-2 + étude ALTEOR) joint au dossier. Ce réseau sera raccordé à une structure de régulation d'un volume utile de 15,80m<sup>3</sup>. Le rejet se fera au fossé existant le long de la voie communale n°3. La structure sera constituée de graves lavées 40/70 avec drains de répartitions, drains évents et sera entourée d'un géotextile. Celle-ci sera conforme au rapport du bureau d'étude ALTEOR (cf. pièces diverses).

Les conduites du réseau collecteur seront en PVC Ø 315 CR8. Le fossé sera busé sous l'accès au projet et des têtes d'aqueduc seront mises en place.

Les regards Ø 1000 seront constitués de viroles et cônes et d'un fond de regard préfabriqué. L'étanchéité entre les viroles sera assurée par joint de type FORSHEDA. Les liaisons regard/réseau se feront par l'intermédiaire de manchon de scellement ou joint type FORSHEDA. En cas de besoin, un coude d'accompagnement de chute sera mis en place lors du raccordement dans les regards.

Les tampons sous chaussée seront de classe 400 KN, type PAMREX de chez Pont à Mousson ou similaire, hauteur de cadre 100mm, et classe 250 KN hors circulation.

Les eaux de ruissellement seront recueillies par des grilles siphonnées avec décantation.

Préalablement à toute exécution de travaux, l'entrepreneur chargé de la mise en place des réseaux, aura à charge de procéder au piquetage sur le terrain des ouvrages qu'il doit réaliser. Les travaux ne seront entrepris que dans la mesure où ce piquetage aura eu l'agrément des services techniques compétents.

Un grillage avertisseur sera disposé sur l'ensemble du réseau.

#### **ESSAIS.**

Essais à l'air suivant le protocole du Québec sur l'ensemble du réseau EP

Passage de caméra sur l'ensemble du réseau EP.

Contrôle de compactage obligatoire sur les réseaux EP.

Ces différents essais seront effectués par une entreprise agréée sous la surveillance d'un représentant de la Commune.

Programme des travaux

2



## **- EAU POTABLE -**

### **ARTICLE 1 : RESEAU EAU POTABLE -**

Tous les lots seront alimentés par une conduite en PVC ø 63 à poser sous la voie à créer. Cette conduite sera raccordée sur la canalisation existante sous la voie communale n°3.

Les différents travaux seront réalisés par le lotisseur en accord avec la Commune, Concessionnaire du réseau.

Toutes les pièces de raccords seront électro-soudables, excepté le té. Un sablage en 0/4 sera effectué sur ce réseau avant remblaiement.

Le remblaiement sera fait en compactant par couches successives de 0m30.

Sur l'ensemble du réseau, sera disposé un grillage avertisseur de couleur bleue. Les essais seront faits sur le réseau après raccordement, vanne fermée. Ces essais sont à faire en présence du fermier. Ils seront conformes au C.C.T.G. en vigueur. Avant raccordement, la conduite et les branchements nouvellement réalisés seront désinfectés avec du permanganate. Une nouvelle désinfection sera effectuée lors du raccordement avec des pastilles chlorées.

Les branchements Ø 25 en PEHD PN16 seront mis en attente à 1 m à l'intérieur des lots. Le citerneau sera installé par le lotisseur. Il sera de type Carson (ou similaire) avec vanne d'arrêt et clapet anti-retour.

#### **Essais :**

Les essais de pression seront réalisés, en présence de l'exploitant du réseau public et conformément à l'article 63 du CCTG - fascicule 71. Le nettoyage et la désinfection des conduites seront réalisés conformément à l'article 70 du CCTG - fascicule 71.

Avant raccordement, la conduite et les branchements nouvellement réalisés seront désinfectés avec des pastilles chlorées.

Les frais d'analyse du contrôle de désinfection et de potabilité sont à la charge du lotisseur. Ce dernier devra reprendre les procédures d'essai de pression, de nettoyage et de désinfection et prendre en charge les frais d'analyse jusqu'à l'obtention de résultats conformes.

### **ARTICLE 2 : DEFENSE INCENDIE -**

Un poteau incendie, alimenté par une canalisation en PVC ø 110, sera mis en œuvre au niveau du carrefour des genêts comme indiqué sur le schéma des réseaux (PA8-2).

*M4*





## **- E.D.F. - TELEPHONE -** **- ECLAIRAGE PUBLIC -**

### **ARTICLE 1 : ELECTRICITE -**

Le lotisseur établira à ses frais et en accord avec les services de l'E.D.F. et du Syndicat d'Electrification un réseau électrique permettant l'équipement du lotissement. Ce réseau sera souterrain. Il amorcera également les branchements dans les lots en posant un socle de coffret de comptage en limite de propriété. Les raccordements particuliers seront à la charge des acquéreurs qui devront se connecter à ces réseaux après avoir pris contact avec E.D.F.

### **ARTICLE 2 : TELEPHONE -**

Le lotisseur établira à ses frais et en accord avec les services de FRANCE TELECOM, un réseau téléphonique souterrain permettant la desserte de tous les lots. Un chéneau sera posé en attente. Des bornes de distribution seront installées sur le réseau pour le raccordement des abonnés. Leur implantation en limite d'espace public et leur type seront définis en accord avec les services de Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas.

### **ARTICLE 3 : ECLAIRAGE PUBLIC -**

Un réseau d'éclairage est prévu d'être réalisé. Le choix du modèle sera choisi en concertation avec la mairie.

Les travaux devront être effectués par une entreprise agréée.

Les candélabres seront mis en place aux emplacements prévisionnels mentionnés au schéma des réseaux (pièce PAB-2).

## **DIVERS**

### **ARTICLE 1 : BRANCHEMENTS -**

Avant démarrage des travaux de pose des différents réseaux, il sera défini une zone pour chaque lot où aboutiront les branchements :

- EAU POTABLE
- ELECTRICITE
- TELEPHONE

### **ARTICLE 2 : INSPECTION DES RESEAUX -**

Avant réalisation de la chaussée provisoire, il sera procédé à l'inspection des réseaux. Un procès-verbal sera établi en présence d'un représentant des services techniques municipaux, du gestionnaire des réseaux et de l'entreprise.

2015



### **ARTICLE 3 : PLANS DE RECOLEMENT -**

Après travaux, des plans conformes des différents réseaux seront établis par les entreprises et remis aux services techniques compétents, et aux concessionnaires (1 fichier Autocad sur CD + 1 tirage, situation des manchons, pièces diverses, triangulation par rapport à des ouvrages visibles et indémontables).

### **ARTICLE 4 : COLLECTE DES DECHETS--**

Une plateforme de collecte sera créée à l'entrée du lotissement. Chaque acquéreur amènera ses poubelles dans cet espace réservé. Cette disposition sera valable le jour de collecte. En dehors de ces journées, l'ensemble des poubelles devra être ramenées dans les propriétés privées.

COMMUNE DE  
TREMAOUEZAN

PA 02929513000.01



*LES COURLIS*

Annexé à la minute d'un acte reçu  
par le Notaire Associé  
Soussigné, le 24 octobre 2014

Géomètres Experts

Denis ATTENCIA  
Samuel TRAVERS  
Elodie POIVET  
Fabien CHÉREAU  
Vincent CLÉRAUX  
Arnaud FUTEUL  
Jennifer FARDIN  
Gwenael SAGNE  
Olivier de BOURSETTY  
Raphaël ROUVIERE  
Jean de SALABERRY

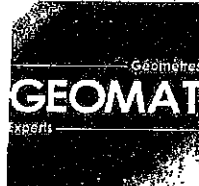
Bureau de Landerneau

Parc d'Innovation de Mescoat  
B.P. 734  
29207 LANDERNEAU Cedex

Téléphone : 02 98 85 04 98  
Télécopie : 02 98 85 22 96

E-mail:  
agence.landerneau@geomat.fr

S.E.L.A.S. de Géomètres Experts



**Pièce PA7**

Environnement lointain

Références cadastrales :

Section WD n° 276

Lieu-dit: Les Courlis

Ref. dossier : 3130033

Dressé le : 11/03/2013

PA 0292851300001

GEOMAT  
Pia d'Innovation de Mesnau BP 734 23207 LANDERNEAU Cedex  
Tél : 02.98.85.04.86 Fax : 02.98.85.22.88

PA7-1

Voie communale n°3

PA 7 - Terrain dans l'environnement lointain

COMMUNE DE  
TREMAOUEZAN

PA 02 92 95 13 00 001



ORDRE DES  
GÉOMÈTRES-EXPERTS

*LES COURLIS*

Annexé à la minute d'un acte reçu  
par le Notaire Associé  
Soussigné, le 11 octobre 2014

Géomètres Experts

Denis ATTENCIA  
Samuel TRAVERS  
Elodie POIVET  
Fabien CHEREAU  
Vincent CLERAUX  
Arnaud FUTEUL  
Jennifer FARDIN  
Gwenael SAGNE  
Olivier de BOURSEYTY  
Raphaël ROUVIERE  
Jean de SALABERRY

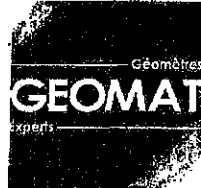
Bureau de Landerneau

Parc d'Innovation de Mescoat  
B.P. 734  
29207 LANDERNEAU Cedex

Téléphone : 02 98 85 04 96  
Télécopie : 02 98 85 22 98

E-mail:  
agence.landerneau@geomat.fr

S.E.I.A.S. de Géomètres Experts



**Pièce PA6**

Environnement proche

Références cadastrales :

Section WD n° 276

Lieu-dit: Les Courlis

Ref. dossier : 3130033

Dressé le : 11/03/2013

PA 02 92 95 13 00 00 1



GEOMAT  
Parc d'Innovation de Mescot, BP 734 29207 LANDERNEAU Cedex  
Tél : 02 98 85 04 95 Fax : 02 98 85 22 98

PA6-1



PA6-2



PA6 - Terrain dans l'environnement proche

COMMUNE DE  
TREMAOUEZAN



PA 02 92 95 13 00 001

*LES COURLIS*

Annexé à la minute d'un acte reçu  
par le Notaire Associé  
Soussigné, le 04 octobre 2014

Géomètres Experts

Denis ATTENCIA  
Samuel TRAVERS  
Elodie POIVET  
Fabien CHÉRAU  
Vincent CLÉRAUX  
Arnaud FUTEUL  
Jennifer FARDIN  
Gwenéll SAGNE  
Olivier de BOURSETTY  
Raphaël ROUVIERE  
Jean de SALABERRY

Bureau de Landerneau

Parc d'Innovation de Mascoat  
B.P. 734  
29207 LANDERNEAU Cedex

Téléphone : 02 98 85 04 96  
Télécopie : 02 98 85 22 98

E-mail:  
agence.landerneau@geomat.fr

S.E.L.A.S. de Géomètres Experts



**Pièce PA5**

Vues et coupes

**Références cadastrales :**

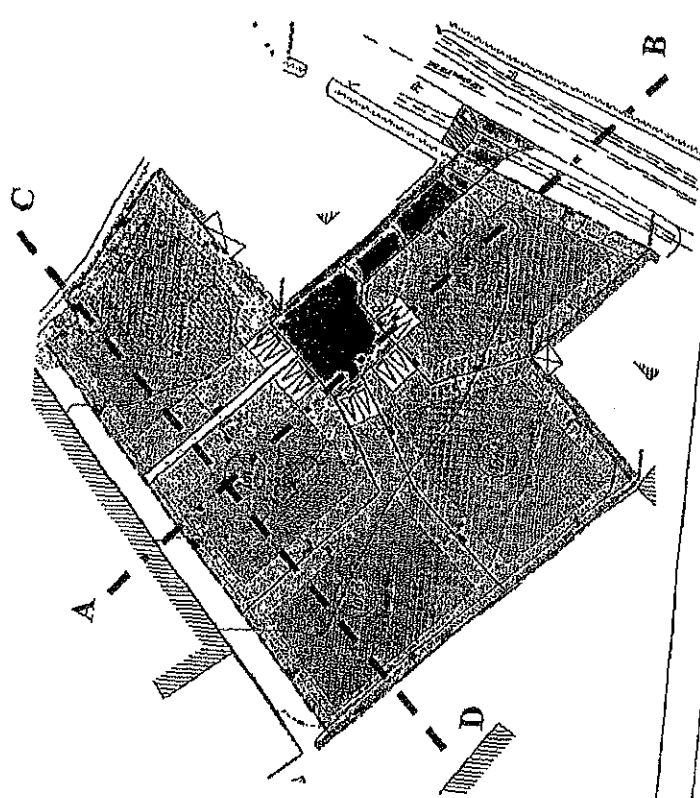
Section WD n° 276

Lieu-dit: Les Courlis

Ref. dossier: 3130033

Dressé le : 11/03/2013

PA 02 92 95 13 00 00 01



PA5 - Vues et coupes



GEOMAT  
Pôle d'Innovation de Mescoar BP 734 23207 LANDERNEAU Cedex  
Tél : 02 98 85 04 98 Fax : 02 98 85 22 98

a) Schéma d'aménagement (sans échelle)







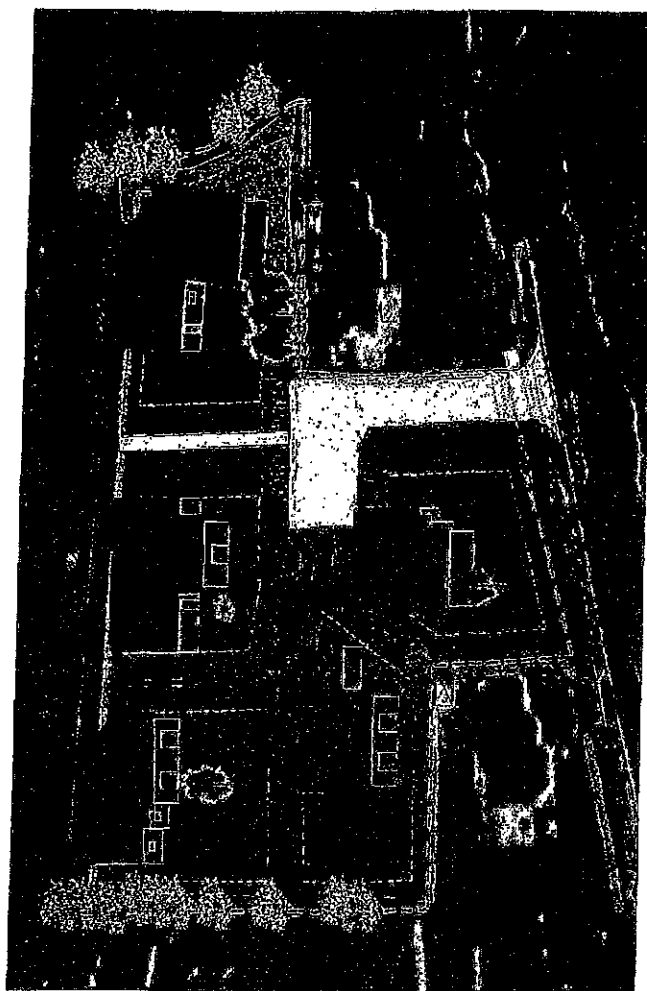
PA 02 92 95 13 00 00 1



GEOMAT  
Parc d'Innovation de Mescoart, BP 734 - 28207 LANDERNEAU Cédex  
Tel : 02 98 85 04 86 Fax : 02 98 85 22 98



c) Vue en perspectives du projet d'aménagement



PAS - Vues et coupes

Dossier N°6944

**altéor**  
environnement  
*tout est possible*

**ETUDE A LA PARCELLE D'APTITUDE DES SOLS A  
L'ASSAINISSEMENT AUTONOME**

Réalisée en février 2013

Annexé à la minute d'un acte reçu  
par le Notaire Associé  
Soussigné, le 24 octobre 2013

Nature de la demande :

Permis de construire

Nature de l'occupation :

Habitation principale

Ce document est à signer et à déposer en 2 exemplaires en mairie. Le demandeur et  
l'installateur s'engagent à réaliser l'installation uniquement après réception de l'autorisation  
du Service Public d'Assainissement Non Collectif et conformément à celle-ci.

JESTIN Gabriel

Altéor-Environnement

ZI Saint-Thonan

29800 SAINT-THONAN

Tél : 02 98 20 35 01

Email : gabriel.jestin@alteor-environnement.com

ELORN FONCIER

route de Kergreac'h

29800 TREMAOUEZAN

Date et Signature du demandeur :

27 mars 2013

**ELORN FONCIER**  
SARL au capital de 7 500 €  
75 rue du 19 mars 62  
ZI de Bel-Air  
29800 LANDERNEAU  
RCS Brest Siret 501 159 396

## Table des matières

1.	RESUME TECHNIQUE .....	1
2.	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS.....	3
1)	Demandeur .....	3
2)	Locaux à desservir.....	3
3.	ETUDE DE SOL .....	4
1)	Substratum .....	4
2)	Description du profil .....	4
4.	TERRAIN RECEPTEUR DU DISPOSITIF D'ASSAINISSEMENT .....	8
1)	Surface disponible .....	8
2)	Topographie .....	8
3)	Perméabilité minimale K au niveau de l'assainissement ou de l'infiltration des eaux épurées.....	8
4)	Nappe .....	8
5)	Substratum .....	8
6)	Points d'eau .....	8
5.	CARACTERISTIQUES DE LA FILIERE PROJETEE .....	9
1)	Collecte et transport : .....	9
2)	Prétraitement: .....	10
3)	Traitement : .....	11
4)	La dispersion des eaux traitées : .....	13
5)	Entretien : .....	14
6.	PLANS .....	15
7.	PROFIL EN LONG .....	16
8.	ANNEXES .....	17

## 1. RESUME TECHNIQUE

### Bilan de la description du sol et des contraintes de la parcelle:

Présence d'eau pour tous les sondages.

Sols développés sur arène granitique.

Perméabilité apparente du sol à la profondeur d'infiltration:  $k$  entre 15 et 30 mm/h :  
Perméabilité médiocre

Pente moyenne : 2 à 5%

A-t-on un risque de nappe ? : Oui

Estimation de la profondeur par rapport au terrain naturel : 90 en partie basse de la parcelle

Surface disponible pour l'assainissement : de 100 à 200 m<sup>2</sup>

Liée au positionnement logique de l'habitation en projet et des accès.

### Choix de la filière d'assainissement

Nombre d'usagers : 5

Nombre de pièces principales : 5

Poste de relevage : Probable

(1) : sous réserve du respect de la cote fil d'eau sortie de la maison soit conforme au profil hydraulique joint en annexe. Dans le cas de réhabilitation la cote fil d'eau sortie habitation est estimée selon les sorties d'eaux usées identifiées le jour du diagnostic, ou a défaut est positionné une sortie à une cote forfaitaire de 50 cm sous le terrain naturel.

☐ Fosse toutes eaux

☐ Bac dégraisseur

Traitement : Filière compacte à choisir

Justification du choix :

Nature du terrain peu favorable à l'utilisation du sol en place, place disponible faible.

Cote maximal fil d'eau sortie traitement : 0 m

Dispersion des eaux traitées : Lit d'infiltration.

Justification du choix :

Sol suffisamment perméable en surface.

Cote maximale fond de fouille : 0,3 m

### Nos recommandations :

Selon le modèle choisi

Voir en annexe la liste des filières agréées.

Mise en place du système de traitement à plus de 3 mètres des limites de propriété, 5 mètres de

l'habitation et 3 mètres des plantations.

L'ensemble des travaux relatifs à la collecte, la ventilation, le traitement doit respecter les règles définies par le fabricant dans « le guide de l'utilisateur », inscrit comme document technique complémentaire à l'arrêté d'agrément.

Prévoir une arrivée d'électricité au niveau de l'ouvrage.

Conformément à l'arrêté du 7 septembre 2009, le demandeur reconnaît avoir pris connaissance « du guide de l'utilisateur ».

Le système de traitement doit être implanté en zone constructible.

La zone de dispersion est mise en œuvre sur le principe des tranchées d'épandage ou lit d'épandage, avec les matériaux identiques. La distance minimale fil d'eau fond de fouille sera de 0.2 m sous forme de gravier 10/40.

Prévoir un regard de bouclage

La surface d'infiltration ne peut être inférieure  $2m^2/EH$  ou  $15m^2$ .

Surélever l'ouvrage par rapport au terrain naturel d'une hauteur minimum de 0.20m pour le lot 1

#### Contexte de l'étude :

- Le dossier d'étude de sol pour l'assainissement non collectif est réalisé afin de déterminer l'aptitude de la parcelle à l'assainissement individuel et de préconiser la filière de traitement la mieux adaptée. L'étude se conforme à l'arrêté du 7 septembre 2009 « fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à  $1.2 \text{ kg/j DBO}_5$  » et à la norme AFNOR XP DTU 64.1 de mars 2007.
- Notre mission ne consiste pas à diagnostiquer l'état de conservation des dispositifs existants, le projet est réalisé sur la base d'une nouvelle filière complète indépendamment de l'existant.
- L'étude ne concerne pas les eaux pluviales, leur évacuation doit être gérée indépendamment de la filière d'assainissement et suffisamment éloignée pour éviter toute perturbation sur le fonctionnement normale du système d'épuration, d'infiltration ou de l'exutoire.
- L'étude de sol ne peut pas être utilisée comme avis technique pour la construction d'un bâtiment, ni servir pour la faisabilité de travaux proches de fondation.
- La distance entre la filière d'assainissement et le bâtiment reste indicative, elle peut être adaptée par l'installateur lors de la réalisation des travaux.
- Les schémas réalisés dans le cadre de cette étude sont des schémas de principe et ne constituent pas des plans d'exécution. Ils sont destinés à faire valider le projet par le Service Public d'Assainissement Non Collectif et l'installateur.
- Les informations données dans le cadre de ce dossier font référence à la norme XP DTU 64.1 de mars 2007 et/ou l'arrêté du 7 septembre 2009. Ce dossier ne peut remplacer ces documents. Il appartient à l'installateur de se référer à ces textes pour réaliser les travaux.
- Le dimensionnement des ouvrages de traitement s'appuie notamment sur la nature et le volume des effluents fournis par le futur usager, ou le propriétaire, ou toutes autres personnes mandatées par le propriétaire. En cas d'informations insuffisantes le dimensionnement de la filière d'assainissement sera réalisé pour 5 équivalents habitants ou 5 pièces principales.
- Toute modification ou demande complémentaire sur la filière d'assainissement réalisé à la demande du SPANC ou du demandeur, fera l'objet d'un avenant payant.

## 2. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

### 1) DEMANDEUR

NOM, Prénom :	ELORN FONCIER		
Adresse complète :	ZI de Bel Air 29800 LANDERNEAU		
Téléphone :		Mall :	
Projet situé à :			
Adresse (n° voie, lieu-dit, ...) :	route de Kergreac'h 29800 TREMAOUEZAN		
Références cadastrales (sections et n° de parcelles) :	WD 276		

Nature de la demande :	Permis de construire
Nature de l'occupation :	Habitation principale
Densité de l'habitat :	Habitat regroupé (hameau)

### 2) LOCAUX A DESSERVIR

Exclusivement à usage d'habitation :

Nombre de logement(s) :	1
-------------------------	---

Logement 1 :			
Nombre de chambres, bureau :	3.	Nombre de pièces principales :	5
Occupation :	Permanente	Nombre d'usagers en équivalent habitant :	5
Avec sous sol :	Non renseigné	Nombre de sortie d'eaux brutes :	1

Nombre total de pièces principales	5
Nombre total d'usagers en équivalent habitant (1)	5

(1) : Nombre de pièces principales de 4 et moins : prendre 4EH

Autres usages :

Local professionnel	Non
---------------------	-----

### 3. ETUDE DE SOL

Date terrain :	26/02/2013	Condition climatique de la période :	Pluvieuse
----------------	------------	--------------------------------------	-----------

#### 1) SUBSTRATUM

Socle géologique :	Granite Granite de Kersaint
--------------------	--------------------------------

#### 2) DESCRIPTION DU PROFIL

N° de sondage :	1	Matériel :	Pelle mécanique
-----------------	---	------------	-----------------

Profondeur en cm :	Couleur :	Texture :	Compacité :	Hydromorphie :	Pierrosité :	Perméabilité apparente :
0-30	Homogène Brun	Limon-sableux Terre végétale	Peu compact	Absence	Absence	Forte
30-100	Homogène Jaune	Limon	Compact	Absence	Absence	Moyenne
100-220		Sable Arène	Meuble	Eau	Absence	Très faible

Raison arrêt du sondage :	Arrêt sur décision de l'opérateur
Présence de sol remanié :	Non
Profondeur d'apparition de l'hydromorphie : (Cm)	
Perméabilité moyenne :	Faible
Commentaire :	Présence d'eau à 100cm

XC



N° de sondage :	2	Matériel :	Pelle mécanique
-----------------	---	------------	-----------------

Profondeur en cm :	Couleur :	Texture :	Compacité :	Hydromorphie :	Pierrosité :	Perméabilité apparente :
0-40	Homogène Brun	Limon-sableux Terre végétale	Peu compact	Absence	Absence	Forte
40-100	Homogène Jaune	Limon	Compact	Absence	Absence	Moyenne
100-120		Sable Arène	Meuble	Eau	Absence	Très faible

Raison arrêt du sondage :	Présence d'eau
Présence de sol remanié :	Non
Profondeur d'apparition de l'hydromorphie : (Cm)	
Perméabilité moyenne :	Très faible
Commentaire :	Présence d'eau dès 90cm

N° de sondage :	3	Matériel :	Pelle mécanique
-----------------	---	------------	-----------------

Profondeur en cm :	Couleur :	Texture :	Compacité :	Hydromorphie :	Pierrosité :	Perméabilité apparente :
0-40	Homogène Brun	Limon-sableux Terre végétale	Meuble	Absence	Absence	Fort
40-100	Homogène Jaune	Limon-sableux	Compact	Absence	Absence	
100-160	Beige	Sable Arène	Meuble	Absence	Absence	
160-345	Gris	Sable-argileux		Eau	Absence	

Raison arrêt du sondage :	Arrêt sur décision de l'opérateur
Présence de sol remanié :	Non
Profondeur d'apparition de l'hydromorphie : (Cm)	
Perméabilité moyenne :	Très faible
Commentaire :	Arrivées d'eau à 210cm

N° de sondage :	4	Matériel :	Pelle mécanique
-----------------	---	------------	-----------------

Profondeur en cm :	Couleur :	Texture :	Compacité :	Hydromorphie :	Pierrosité :	Perméabilité apparente :
0-30	Homogène Brun	Limon-sableux Terre végétale	Peu compact	Absence	Absence	Forte
30-120	Homogène	Limon			Absence	Moyenne
120-160	Beige	Sable Arène	Meuble	Absence	Absence	
160-400	Gris	Sable-argileux	Peu compact	Eau	Absence	Très faible

Raison arrêt du sondage :	Arrêt sur décision de l'opérateur
Présence de sol remanié :	Non
Profondeur d'apparition de l'hydromorphie : (Cm)	
Perméabilité moyenne :	Très faible
Commentaire :	Importantes arrivées d'eau à 200cm

4. TERRAIN RECEPTEUR DU DISPOSITIF D'ASSAINISSEMENT

1) SURFACE DISPONIBLE	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Surface de la parcelle</li> <li>• Surface disponible</li> </ul>	<p>de 500 à 1000 m<sup>2</sup></p> <p>de 100 à 200 m<sup>2</sup></p>
2) TOPOGRAPHIE		<p>Pente : 2 à 5%</p> <p>Situation par rapport à la morphologie du secteur : Plaine</p>
3) PERMEABILITE MINIMALE K AU NIVEAU DE L'ASSAINISSEMENT OU DE L'INFILTRATION DES EAUX EPUREES		k entre 15 et 30 mm/h : Perméabilité médiocre
4) NAPPE		<p>A-t-on un risque de nappe sous le fond de fouille du système d'assainissement ? : Oui</p> <p>Si oui profondeur : 90 en partie basse de la parcelle en cm</p>
5) SUBSTRATUM		Substrat > 100 cm
6) POINTS D'EAU		<p>Présence d'un puits à moins de 35 mètres du dispositif : Non</p> <p>Usage de ce point d'eau :</p> <p>Présence d'un cours d'eau : Non</p> <p>Distance du cours d'eau : 0 mètres</p>

## 5. CARACTERISTIQUES DE LA FILIERE PROJETEE

L'ensemble des eaux usées domestiques comprenant les eaux vannes (wc) et les eaux ménagères (cuisine, eaux de lavage, salle de bain ...) doit être recueilli, traité et évacué. Les eaux pluviales ne sont jamais admises dans l'installation.

### 1) COLLECTE ET TRANSPORT :

Poste de relevage	Probable
(1) : sous réserve du respect de la cote fil d'eau sortie de la maison soit conforme au profil hydraulique joint en annexe. Dans le cas de réhabilitation la cote fil d'eau sortie habitation est estimée selon les sorties d'eaux usées identifiées le jour du diagnostic, ou a défaut est prise une sortie avec une cote forfaitaire de 50 cm sous le terrain naturel.	
Positionnement conseillé :	Points de vigilance XP DTU 64.1 mars 2007
<input type="checkbox"/> Amont prétraitement : eaux brutes chargées	
<input type="checkbox"/> Amont du traitement : eaux décantées prétraitées	
<input checked="" type="checkbox"/> Aval du traitement : eaux traitées «claires»	La hauteur de déclenchement de la pompe doit être inférieure au fil d'eau sortie du système de traitement. Prévoir une ventilation du poste.
Autres équipements	
<input type="checkbox"/> Alimentation séquentielle	litres : Sert à optimiser la répartition des eaux usées septiques sur le système de traitement
<input type="checkbox"/> Té ou boîte d'inspection	
<input type="checkbox"/> Autre (préciser)	
Recommandations	
Selon le modèle choisi	

2) PRETRAITEMENT:

<input type="checkbox"/> Fosse toutes eaux	0 m <sup>3</sup> (pour 5 PP)	Règle de dimensionnement XP DTU 64.1: + 1 m <sup>3</sup> par pièce principale supplémentaire.
<input checked="" type="checkbox"/> Fosse toutes eaux ou décanteur primaire dans une filière compacte agréée. Voir chapitre traitement		
<input type="checkbox"/> Bac dégraisseur de		Non obligatoire si distance entre la sortie des eaux grasses (cuisine) et de la fosse toutes eaux est inférieure à 10 mètres
<input type="checkbox"/> Pré-filtre de	litres	Non obligatoire si déjà intégré en sortie de fosse toutes eaux.
<input type="checkbox"/> Autre (préciser)		
Recommandations :		

### 3) TRAITEMENT :

Epuration en sol reconstitué avec collecte des eaux épurées :

Filière compacte	Total pièces principales : 5	Total équivalents habitants : 5
------------------	------------------------------	---------------------------------

Nom du modèle :	Filière compacte à choisir	
Nom du fabricant :	selon modèle	
N° Agrément (1) :	selon modèle	Nbre d'équivalent habitant maximum : 5
Guide d'utilisateur :	selon modèle	
Type de traitement :	selon modèle	
Fonctionnement par intermittence :	selon modèle	
Consommation d'énergie :	selon modèle	
Entretien annuel avec prestataire (conseillé) :	selon modèle	
Niveau de vidange et volume utile :	selon modèle	
Cote fil d'eau maximale conseillée sortie d'ouvrage / terrain après projet (m) :	0 m	
Voir annexe liste des filières agréées adaptées au contexte de l'étude		

#### Justifications :

Nature du terrain peu favorable à l'utilisation du sol en place, place disponible faible.

#### Recommandations :

Voir en annexe la liste des filières agréées.

Mise en place du système de traitement à plus de 3 mètres des limites de propriété, 5 mètres de l'habitation et 3 mètres des plantations.

L'ensemble des travaux relatifs à la collecte, la ventilation, le traitement doit respecter les règles définies par le fabricant dans « le guide de l'utilisateur », inscrit comme document technique complémentaire à l'arrêté d'agrément.

Prévoir une arrivée d'électricité au niveau de l'ouvrage.

Conformément à l'arrêté du 7 septembre 2009, le demandeur reconnaît avoir pris connaissance « du guide de l'utilisateur ».

Le système de traitement doit être implanté en zone constructible.



4) LA DISPERSION DES EAUX TRAITEES :

Lit d'infiltration.	Total pièces principales : 5	Total équivalents habitants : 5
---------------------	------------------------------	---------------------------------

Surface d'infiltration S :	18,7 m²	Surface au sol :	17 m²
Capacité d'absorption du sol K :	20 mm/h	Longueur du lit :	8,5 m
Coefficient de sécurité infiltration Cs :	4	Largeur du lit :	2 m
Coefficient de pointe Cp :	2,5	Hauteur d'infiltration :	0,1
Volume journalier Vj :	120 L/EH/jour	* 16 : durée de consommation d'eau en H/jour	
Fond de fouille maximum conseillé par rapport au terrain naturel :	0,3 m		

**Justifications :**

Sol suffisamment perméable en surface.

**Recommandations :**

La zone de dispersion est mise en œuvre sur le principe des tranchées d'épandage ou lit d'épandage, avec les matériaux identiques. La distance minimale fil d'eau fond de fouille sera de 0.2 m sous forme de gravier 10/40.

Prévoir un regard de bouclage

La surface d'infiltration ne peut être inférieure 2m²/EH ou 15m².

Surélever l'ouvrage par rapport au terrain naturel d'une hauteur minimum de 0.20m pour le lot 1

5) ENTRETIEN :

L'entretien des ouvrages d'assainissement non collectif est un élément prépondérant du bon fonctionnement des installations.

Les recommandations d'entretien des dispositifs de prétraitement et de traitement sont précisées dans la norme XP DTU 64.1 Mars 2007 annexe B ou dans « le guide d'utilisation » pour les systèmes compacts avec agrément conformément à l'arrêté du 7 septembre 2009.

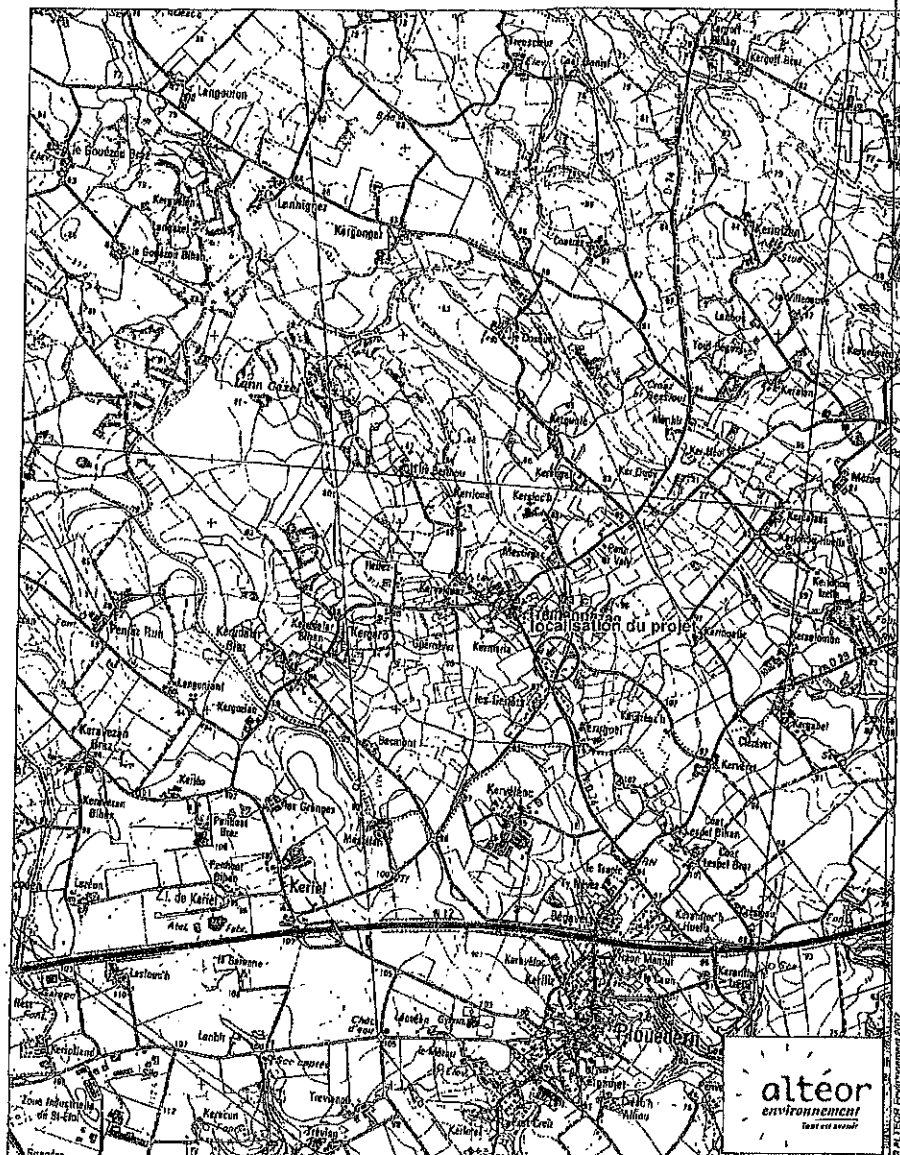
Toute opération de vidange fait l'objet d'un document attestant du travail effectué. Toute opération d'entretien sur un appareil comportant un dispositif électromécanique est consignée dans un carnet.

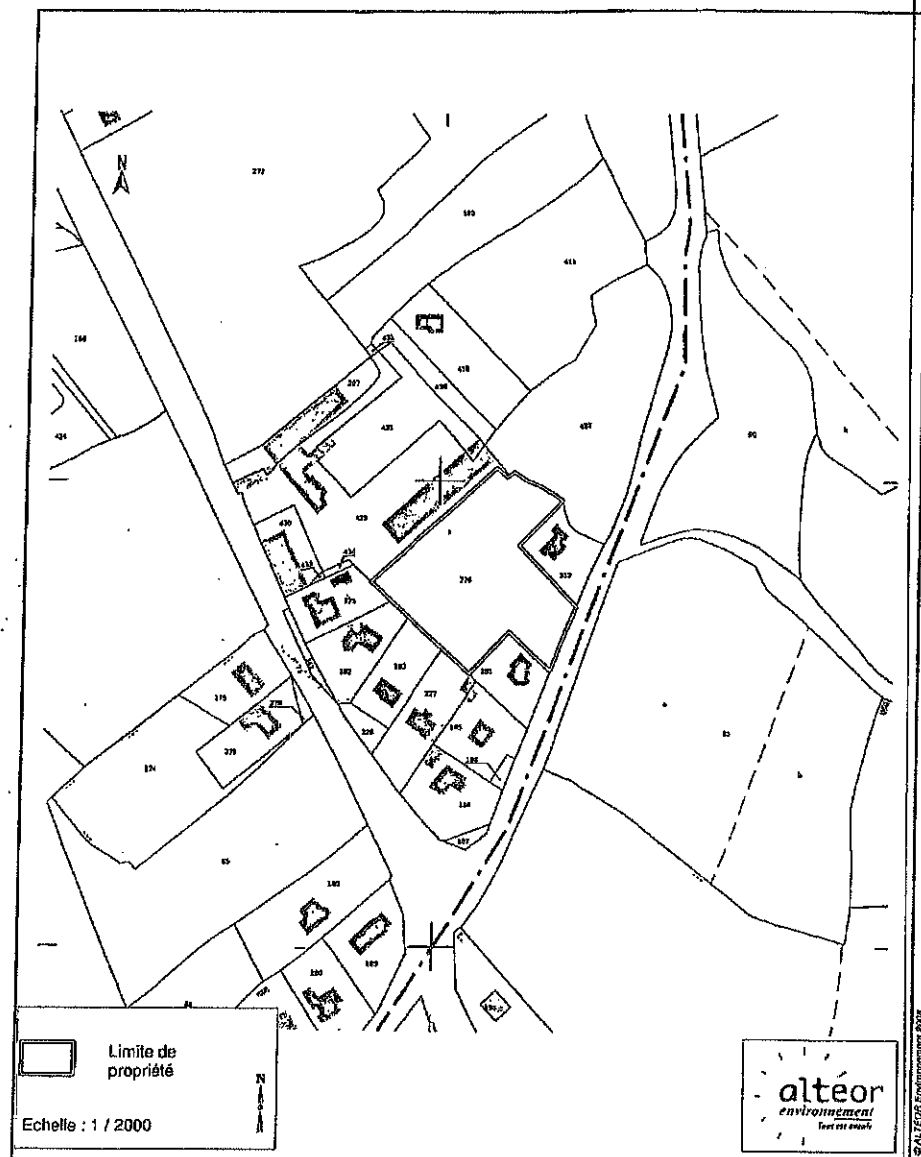
A titre informatif nous indiquons les principaux points d'inspection et d'entretien de la filière d'assainissement choisie :

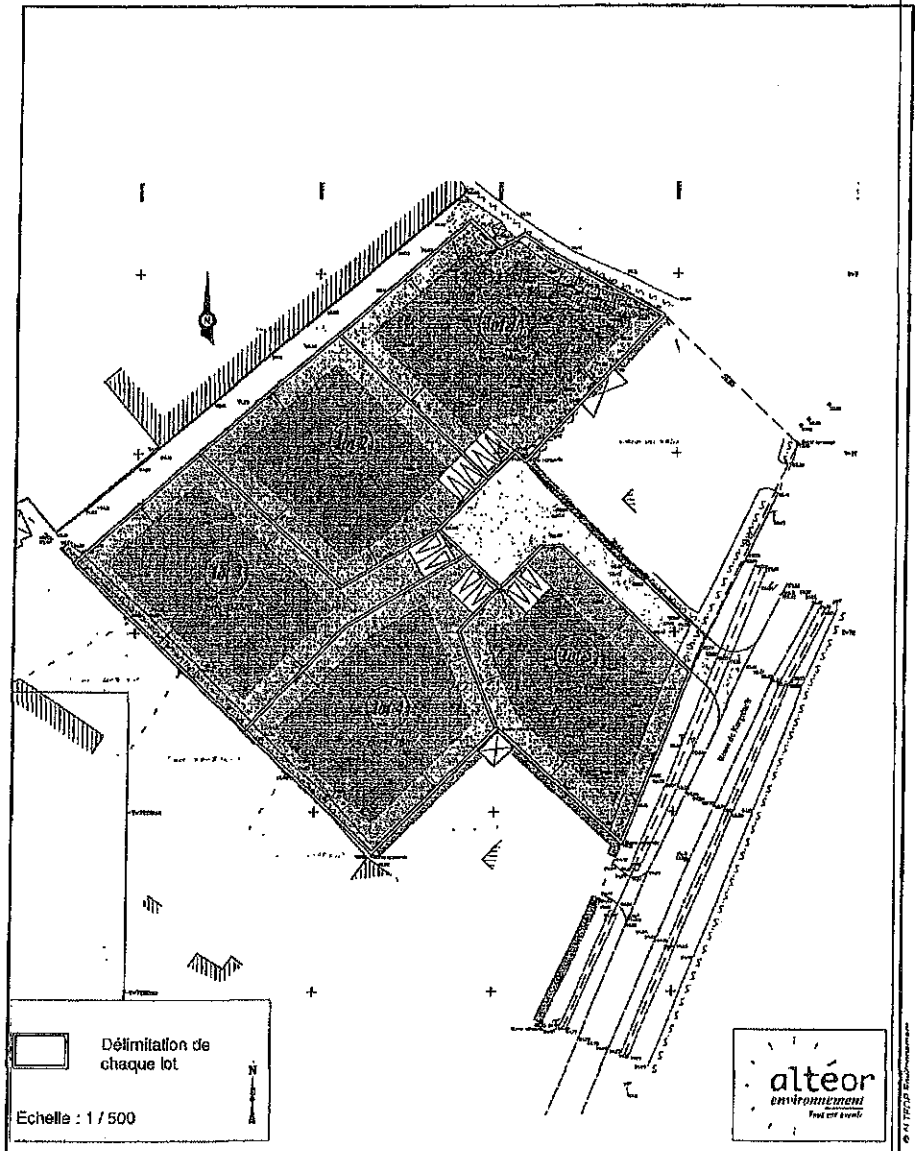
<input type="checkbox"/> Bac dégraisseur	Inspection semestrielle et si nécessaire écrémage ou vidange.
<input checked="" type="checkbox"/> Poste de relevage	Inspection et nettoyage selon instructions fournies par le fabricant
<input type="checkbox"/> Fosse toutes eaux	Rappel inspection et vidange des boues de la fosse toutes eaux lorsque le niveau arrive à 50% du volume utile.
<input type="checkbox"/> Préfiltre intégré à la fosse	Inspection annuelle et si nécessaire nettoyage.
<input type="checkbox"/> Filière normalisée DTU 64.1 Mars 2007	Inspection annuelle des regards et si nécessaire nettoyage
<input type="checkbox"/> Filtre Zéolithe 5EH	Pas d'entretien annuel, inspection conseillée Vidange des boues de la fosse toutes eaux lorsque le niveau arrive à 50% du volume utile.
<input checked="" type="checkbox"/> Filière compacte	<input type="checkbox"/> Entretien annuel conseillé Se conformer au : selon modèle
Filière compacte à choisir :	<input checked="" type="checkbox"/> Vidange des boues du décanteur lorsque le niveau arrive à : selon modèle du volume utile.

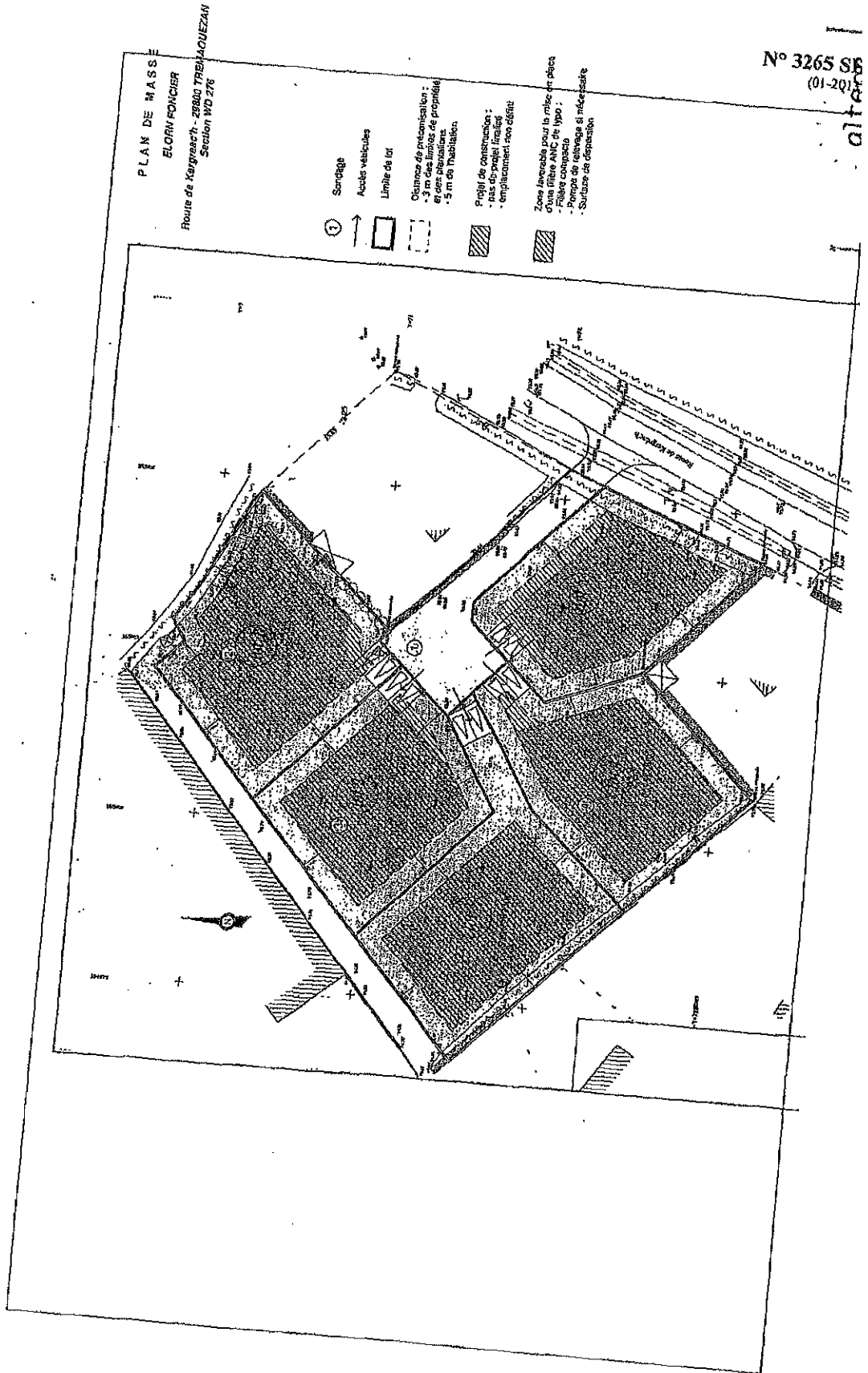
6. PLANS

Route de Kergreac'h - 29800 TREMAOUEZAN  
Section WD 276









7. PROFIL EN LONG



8. ANNEXES

Dispositifs de traitement agréés : Filtres compacts et Micro Stations (www.dssaisissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr)										
Document fourni à titre indicatif, non exhaustif et soumis à mise à jour régulière d'après les avis publiés au Journal officiel et les informations actualisées auprès des professionnels de l'assainissement non collectif (OSIS, OFAME)										
Modèle	EH	Fabricant - Adresse	Type traitement	Occupation temporaire « maison secondaire »	Consom et coût électrique global	Fréquence de vidange	Modalités d'entretien	Changement de média ou filtre avant 10ans	Coût moyen estimé, investissement + fonctionnement sur 10 ans	Installation de préférence de préférence de nappe
EPURFLO CP 5 2012-027	5	PREMIER TECH ENVIRONNEMENT - 1 Avenue Premier Rivière du Loup - Québec Canada G5R 6C1 <a href="http://www.premiertechenvironnement.com">http://www.premiertechenvironnement.com</a>	Filtre compact - Filtration percolation sur capteurs de coco.	oui	0 Kw sauf si poste de relevage	24 mois	peu complexe, peu fréquente et peu coûteuse, contrat de maintenance recommandé	oui (10ans)	11370 € TTC	oui
PRICOFLO CP 9 2012-028	5	PREMIER TECH ENVIRONNEMENT - 1 Avenue Premier Rivière du Loup - Québec Canada G5R 6C1 <a href="http://www.premiertechenvironnement.com">http://www.premiertechenvironnement.com</a>	Filtre compact - Filtration percolation sur capteurs de coco.	oui	0 Kw sauf si poste de relevage	24 mois	peu complexe, peu fréquente et peu coûteuse, contrat de maintenance recommandé	oui (10ans)	11465 € TTC	oui
EPURFLO MINI CP 5 2012-028	5	PREMIER TECH ENVIRONNEMENT - 1 Avenue Premier Rivière du Loup - Québec Canada G5R 6C1 <a href="http://www.premiertechenvironnement.com">http://www.premiertechenvironnement.com</a>	Filtre compact - Filtration percolation sur capteurs de coco.	oui	0 Kw sauf si poste de relevage	24 mois	peu complexe, peu fréquente et peu coûteuse, contrat de maintenance recommandé	oui (10ans)	12815 € TTC	oui
EPURFLO MAXI CP 5 2012-028	5	PREMIER TECH ENVIRONNEMENT - 1 Avenue Premier Rivière du Loup - Québec Canada G5R 6C1 <a href="http://www.premiertechenvironnement.com">http://www.premiertechenvironnement.com</a>	Filtre compact - Filtration percolation sur capteurs de coco.	oui	0 Kw sauf si poste de relevage	25 mois	peu complexe, peu fréquente et peu coûteuse, contrat de maintenance recommandé	oui (10ans)	12870 € TTC	oui
ECOFLO CP 5 2012-004	5	PREMIER TECH ENVIRONNEMENT - 1 Avenue Premier Rivière du Loup - Québec Canada G5R 6C1 <a href="http://www.premiertechenvironnement.com">http://www.premiertechenvironnement.com</a>	Filtre compact - Filtration percolation sur capteurs de coco.	oui	0 Kw sauf si poste de relevage	24 mois	peu complexe, peu fréquente et peu coûteuse, contrat de maintenance recommandé	oui (10ans)	11225 € TTC	oui
KOKOPUR 5EH 2013-001	5	PREMIER TECH ENVIRONNEMENT - 1 Avenue Premier Rivière du Loup - Québec Canada G5R 6C1 <a href="http://www.premiertechenvironnement.com">http://www.premiertechenvironnement.com</a>	Filtre compact - Filtration percolation sur capteurs de coco.	oui	0 Kw sauf si poste de relevage	25 mois	peu complexe, peu fréquente et peu coûteuse, contrat de maintenance recommandé	oui (10ans)	10385 € TTC	oui
STRATIFUR MAXI CP 5 2012-008	5	Strael, 47, avenue des Genettes, BP 85318, 93803 Cergy-Pontoise Cedex <a href="http://www.straet.fr">http://www.straet.fr</a>	Filtre compact - Filtration percolation sur capteurs de coco.	oui	0 Kw sauf si poste de relevage	24 mois	peu complexe, peu fréquente et peu coûteuse, contrat de maintenance recommandé	oui (10ans)	13350 € TTC	oui

3265 SD  
(01-2013)

STRATEPHI MINI CP 5 2012-008	5	Sizel, 47, avenue des Conches, BP 98318, 99803 Cayenne-Fondettes Cedex <a href="http://www.sizel.fr">http://www.sizel.fr</a>	Filtre compact - Filtration par osmose sur capteurs de choc.	oui	0 Kw sur al poste de relevage	24 mois	peu complexe, peu fréquente et coûteuse, contrôle de maintenance recommandé	oui (dans)	10298 € TTC	oui
EPURBA COMPACT 2012-007	5	Sizel, 47, avenue des Conches, BP 98318, 99803 Cayenne-Fondettes Cedex <a href="http://www.sizel.fr">http://www.sizel.fr</a>	Filtre compact - Filtration par osmose sur capteurs de choc.	oui	0 Kw sur al poste de relevage	24 mois	peu complexe, peu fréquente et coûteuse, contrôle de maintenance recommandé	oui (dans)	11485 € TTC	oui
Filtre à maille zéolithe 2010-023	5	EPARCO - Assainissement - Centre de recherche Eparco - Le Portant - BP 63 - 34140 Maza <a href="http://www.eparco.info/">http://www.eparco.info/</a>	Filtre compact - Filtration par osmose sur capteurs de choc.	oui	0 Kw sur al poste de relevage	>36 mois	peu complexe, peu fréquente et coûteuse, contrôle de maintenance recommandé	non (25 ans)	10288 € TTC	oui
OXYFILTRE S 2011-00181a	5	STOC ENVIRONNEMENT - 750, route Nationale 97 - 83 210 La Fardée <a href="http://www.stoc-environnement.fr">http://www.stoc-environnement.fr</a>	Filtre compact - Soies actives et filtration par osmose sur zéolithe type chabazite 0.45 m	oui	3.2 Kw/hj - 1350m	12 mois	complexe, fréquente et coûteuse, contrôle de maintenance recommandé	non (20 ans)	11608 € TTC	oui
BIO REACTION SYSTEME SBR 2010-001a	5	PHYTO PLUS ENVIRONNEMENT - 12 Avenue du Lieutenant-Ayger - 13090 Grasse <a href="http://www.phytoplus-environnement.com">http://www.phytoplus-environnement.com</a>	Microstation à cultures fixées	non	1.44 Kw/hj - 59 6m	12 mois	complexe, fréquente et coûteuse, contrôle de maintenance recommandé	non	17044 € TTC	oui
BIONEST PE 2010-005	5	BIONEST France - Zone d'activités Eurocentre - 18 avenue de Frontal - 31 520 Villeneuve les Bains <a href="http://www.bionest.fr">http://www.bionest.fr</a>	Microstation à cultures fixées	non	1.27 Kw/hj - 77 6m	9 mois	complexe, fréquente et coûteuse, contrôle de maintenance recommandé	non	13140 € TTC	oui
ACTIBLOC 3500-2500 SL 6EH 2012-009	8	SOTRALENTZ, 3 rue Bessières - 67 320 Oudling <a href="http://www.sotralentz.com">http://www.sotralentz.com</a>	Microstation à cultures fixées - boues activées type SBR	non	0.68 Kw/hj	10 mois	complexe, fréquente et coûteuse, contrôle de maintenance recommandé	non	18184 € TTC	oui
KUARO QUICK 8EH 2012-001	8	GRAP - Distribution SARL - 45 route d'Embsheim 67120 Diebstein Gare <a href="http://www.grap-france.com">http://www.grap-france.com</a>	Microstation à cultures fixées - boues activées type SBR	non	1 Kw/hj	4 mois	complexe, fréquente et coûteuse, contrôle de maintenance recommandé	non	15212 € TTC	oui
SIMBILOSE SBR 2011-024	5	AGAS - ZA du Moulin - 55120 - Pénault <a href="http://www.simbiose.fr.com">http://www.simbiose.fr.com</a>	Microstation à cultures fixées	non	1.4 Kw/hj - 57 6m	12 mois	complexe, fréquente et coûteuse, contrôle de maintenance recommandé	non	15597 € TTC	oui

TOPAZ TS avec filre à arête 2010-002 bis	5	NEVE Environnement - ZA du Pré Saint Germain - F 71220 Cluny <a href="http://www.neve.fr">http://www.neve.fr</a>	Microstation à cultures libres - bouses actives	non	1,44 kWh/j - 59 €/an	3 mois	complète, fréquentes et coûteuses, contrat de maintenance recommandé	non	14488 € TTC	oui
Oxyli C-50 MB SER 6000 2010-015 et 2012-018	5	ELOY WATER-Zoning de Dames - B-4140 Sprimont Belgique <a href="http://www.eloy.be">http://www.eloy.be</a>	Microstation à cultures fixées	non	1,42 kWh/j - 62 €/an	8 mois	complète, fréquentes et coûteuses, contrat de maintenance recommandé	non	13003 € TTC	oui
BIOFRANCE 6EH 2010-006 et bis	5	EFRIE - 1, rue de la Suppression - 44600 Gracq Hollande Belgique <a href="http://www.eprise.be/fr/france">http://www.eprise.be/fr/france</a>	Microstation à cultures fixées	non	1,25 kWh/j - 58 € ou 2,06 kWh/j - 85€ selon surpresseur	12 mois	complète, fréquentes et coûteuses, contrat de maintenance recommandé	non	14554 € TTC	oui
DIDISC BA 2010-022	5	KINGSPAN ENVIRONMENTAL - 18 ZA du Portilly - 35 320 Ruy-Montceau <a href="http://www.kse-environment.com">http://www.kse-environment.com</a>	Microstation à cultures fixées	non	1,3 kWh/j - 33 €/an	0	complète, fréquentes et coûteuses, contrat de maintenance recommandé	non	13932 € HT	oui
MONDOUVE TYPE 6 2010-011	8	EAUCLIN-Maitrot Grand - 81990 Cambon d'Albi <a href="http://www.eauclin.fr">http://www.eauclin.fr</a>	Microstation à cultures fixées	non	0,87 kWh/j - 38 €/an	10 mois	complète, fréquentes et coûteuses, contrat de maintenance recommandé	non	14737 € TTC	oui
BYT 2011-009, 2011-098bis	7	SAIVE 5 avenue de moyessegues 31280 DREUIL LAFAGE <a href="http://www.saive.fr">http://www.saive.fr</a>	Microstation à cultures libres - bouses actives	non	1,53 kWh/j - 65 €/an, 0,81 kWh/j - 24 €/an machine bis	3 mois	complète, fréquentes et coûteuses, contrat de maintenance recommandé	non	19357 € TTC	oui
INNO-CLEAN PLUS EW 6 2012-011	8	KESSEL AG - Nahrhofstrasse 23 - 85101 Lenting Allemagne <a href="http://www.kessel-automation.com">http://www.kessel-automation.com</a>	Microstation à cultures libres - bouses actives	non	0,47 à 1,15 kWh/j de 19 à 47 €/an	5 mois	complète, fréquentes et coûteuses, contrat de maintenance recommandé	non	16270 € TTC	oui
TRICEL FRS6400 2012-013	6	KMG Killarney Plastics Ltd. - Ballyspillane Ind Est, Killarney, Co. Kerry, Ireland. <a href="http://www.tricelplasticdispersion.com">http://www.tricelplasticdispersion.com</a>	Microstation à cultures fixées	non	1,058 kWh/j	10 mois	complète, fréquentes et coûteuses, contrat de maintenance recommandé	non	12002 € TTC	oui
MICROSTATION MODULAIRE 3XS 6EH 2013-02-13	6	NASSAT TECHNO GROUP SAL - P.O. Box 94 - Bikilaya - Liban <a href="http://www.nassat-group.com">http://www.nassat-group.com</a>	Microstation à cultures fixées	non	1,54 kWh/j	7 mois	complète, fréquentes et coûteuses, contrat de maintenance recommandé	non	13364 € TTC	oui

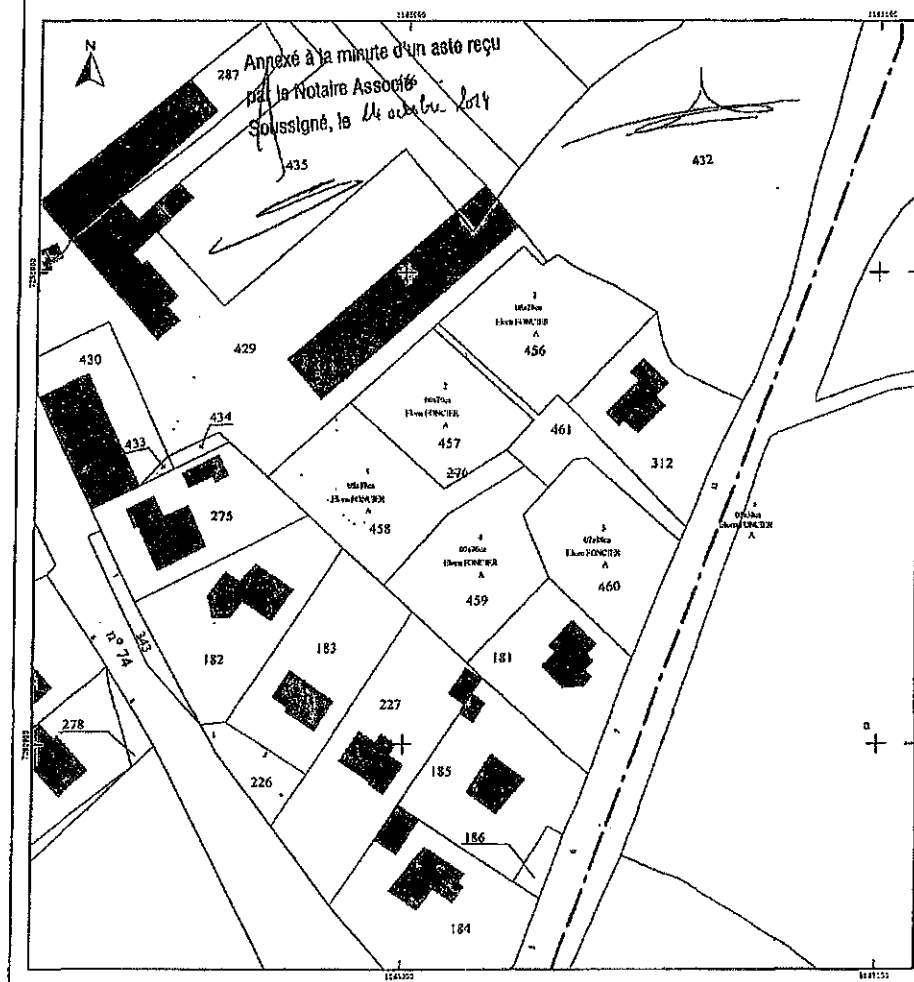
N° 3265 SD  
(01-2013)

PURESTATION EP 900 2012-017	5	ALUXIS RAD SAS - 1, rue de l'Amandier - BP 100 - 78540 Vertouillet <a href="http://www.purestation.fr">http://www.purestation.fr</a>	Microstation à cultures libres - boues activées	non	0,55 à 0,72 Kw/hj -20 à 30 €/an	7 mois	complexe, fréquent et coûteux, contrat de maintenance recommandé	non	14556 € TTC	oui
EPURALIA 2011-012	5	ADYSAEN - 14, rue Andréas-France - 52800 PUTEAUX <a href="http://www.adysaen.fr/epuralia/">http://www.adysaen.fr/epuralia/</a>	Microstation à cultures libres - boues activées	non	2,2 Kw/hj - 90 €/an	4 mois	complexe, fréquent et coûteux, contrat de maintenance recommandé	non	13748 € TTC	oui
AS-VARIO comp KE 2012-015	5	ASCO, spol. s r.o.o., Turanika 1, PO BOX 59, 827 00 BRNO, SLOVAKIA, République tchèque <a href="http://catalysto.fres.fr">http://catalysto.fres.fr</a>	Microstation à cultures libres - boues activées	non	1,8 Kw/hj soit 74 €/an	3 mois	complexe, fréquent et coûteux, contrat de maintenance recommandé	non	15874 € TTC	oui
MICROSTATION AQUAMERIS 2012-020	5	SEBICO, 3 bis, place Charles-de-Gaulle, BP 67, 95210 Saint-Germain <a href="http://www.sebico.com">www.sebico.com</a>	Microstation à cultures fixes	non	2,37 Kw/hj	19 mois	complexe, fréquent et coûteux, contrat de maintenance recommandé	non	12276 € TTC	oui
BIOXYMOP 8025/86 2012-001	6	SIMOP, 10 rue de Richelieu, 50490 SAINTE MÈRE ECLUSE <a href="http://www.simop.fr/index">www.simop.fr/index</a>	Microstation à cultures fixes	non	0,52 Kw/hj	8 mois	complexe, fréquent et coûteux, contrat de maintenance recommandé	non	17503 € TTC	oui
WPL DIAMOND EH15 2012-009	5	WPL Limited, Units 1 and 2, Acton Road, WATERLOOVILLE, HAMPSHIRE, PO7 7UX, ROYAUME UNI <a href="http://www.wplinternational.com">www.wplinternational.com</a>	Microstation à cultures libres - boues activées	non	2,3 kw/hj	4 mois	complexe, fréquent et coûteux, contrat de maintenance recommandé	non	5564 € TTC	oui
CONDOR CLERFLO ASP BEH 2012-005	5	0 <a href="http://www.condorproducts.com">www.condorproducts.com</a>	Microstation à cultures libres - boues activées	non	2,8 kw/hj	2 mois	complexe, fréquent et coûteux, contrat de maintenance recommandé	non	20208 € TTC	oui
MICROBIOFAXE SUD 2012-002	5	CLAIR'EPUR Place de Gausse 05000 GANAC <a href="http://www.clairpur.fr/">http://www.clairpur.fr/</a>	Microstation à cultures libres - boues activées et culture fixes	non	2,8 kw/hj	10 mois	complexe, fréquent et coûteux, contrat de maintenance recommandé	non	15752 € TTC	oui
Telme 2012-008	5	XP Q13 64,1 Mars 2007 <a href="http://www.assainissement-non-&lt;br/&gt;curable.gouv.fr/assainissement-non-&lt;br/&gt;curable/gouv.fr/assainissement-non-&lt;br/&gt;curable/r13.htm">http://www.assainissement-non- curable.gouv.fr/assainissement-non- curable/r13.htm</a>	Filtration par osmose sur sable	oui	0 Kw soit 0 poste de relevage	48 mois	peu complexe, peu fréquent et peu coûteux	non (25 ans)	5200 € TTC	oui
Filtra à masat' zeolithe en16/ 7052009	5	STOC environnement, SIMOP, Ouest environnement, ... <a href="http://www.stoc-environnement.fr/">http://www.stoc-environnement.fr/</a> , <a href="http://www.simop.fr/">www.simop.fr/</a> , <a href="http://www.stoc-environnement.com">http://www.stoc-environnement.com</a> ...	Filtration par osmose sur zéolithe	oui	0 Kw soit 0 poste de relevage	48 mois	peu complexe, peu fréquent et peu coûteux	non (25 ans)		

N° 3265 SD  
(01-2013)



Commune : <b>TREMAQUEZAN (295)</b>	<b>DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES</b> <b>EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL</b>	Section Feuille(s) : <b>3265 SD</b> Qualité du plan : <b>(01-2013)</b>
Numéro d'ordre du document d'arpentage : <b>336A</b>	<b>CERTIFICATION</b> (Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)	Echelle d'origine : Echelle d'édition : <b>1/1000</b> Date de l'édition : <b>03/07/2014</b> Support numérique : _____
Document vérifié et numéroté le <b>03/07/2014</b> A CDIF BREST Par <b>RUNAVOT</b> INSPECTEUR Signé _____	Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (1) a été établi (1) : A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau d'arpentage ; B - En conformité d'un planquillage : _____ effectué sur le terrain ; C - D'après un plan d'arpentage ou d'arpentage, dont copie ci-jointe, dressé le _____ par _____ géomètre à Les propriétaires ci-dessus ont pris connaissance des informations portées au dos de la présente feuille n° <b>6463</b> .	D'après le document d'arpentage dressé Par <b>GEDMAT</b> R&L : Le _____
Centre des Impôts foncier de : <b>BREST</b> Cité Administrative 3, Square Marc Sangnier CS 81814 29218 BREST CEDEX 2 Téléphone : 02 98 80 80 31 Fax : 02 98 80 80 34 cdif.brest@dgfip.finances.gouv.fr	<p>(1) Réviser la mention public. Le bureau d'arpentage a été avisé de son rôle par lettre n° 336A, dans le bulletin n° 1, les propriétaires peuvent avoir effectué une réforme de planillage.</p> <p>(2) Réviser la mention public. Le bureau d'arpentage a été avisé de son rôle par lettre n° 336A, dans le bulletin n° 1, les propriétaires peuvent avoir effectué une réforme de planillage.</p> <p>(3) Réviser la mention public. Le bureau d'arpentage a été avisé de son rôle par lettre n° 336A, dans le bulletin n° 1, les propriétaires peuvent avoir effectué une réforme de planillage.</p>	



COMMUNE DE  
TREMAOUEZAN

Annexé à la minute d'un acte reçu  
par le Notaire Associé  
Soussigné, le 24 octobre 2014

*LES COURLIS*



LIQUIL 1378  
GÉOMÈTRES-EXPERTS

Géomètres Experts

Denis ATTENCIA  
Samuel TRAVERS  
Elodie POIVET  
Fabien CHEREAU  
Vincent CLERAUX  
Amaud FUTEUL  
Jennifer FARDIN  
Guennadi SAGNE  
Olivier de BOURSETTY  
Raphaël ROUVIERE  
Jean de SALABERRY

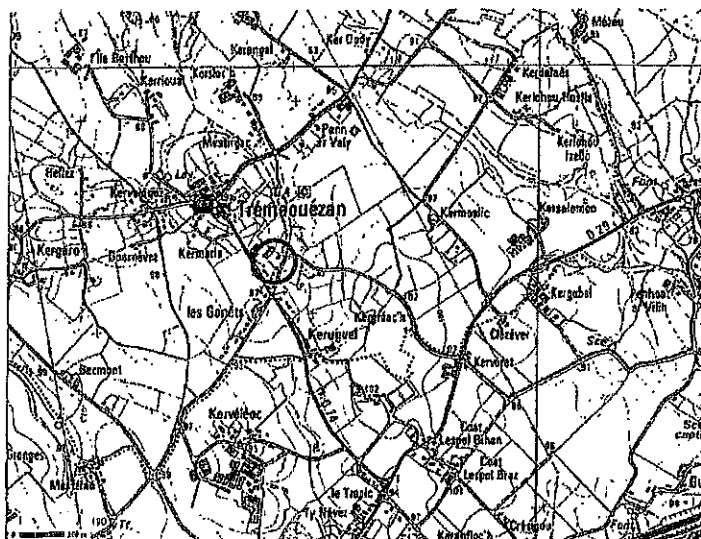
Bureau de Landerneau

Parc d'Innovation de Moscoat  
B.P. 734  
29207 LANDERNEAU Cedex

Téléphone : 02 98 85 04 96  
Télécopie : 02 98 85 22 98

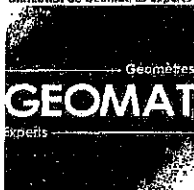
E-mail :  
agence.landerneau@geomat.fr

Plan de situation



Document sans échelle

S.E.L.A.S. de Géomètres Experts



**Plan de Bornage**

**Références cadastrales :**

Section WD n° 276

Lieu-dit : Les Courlis

Ref. dossier : 3130033

Dressé le : 31/07/2014

Planimétrie : système RGF93 CC48  
Altimétrie : système N.G.F. 1969

ECHELLE : 1/500





**CE**

ORNL DRS  
GENE TAYLOR, EXPERT 9

# LOT 1

par le Notaire Associé  
Soussigné, le 24 octobre 2014



**Sans échelle**

Denis ATTENCIA  
Samuel TRAVERS  
Elodie POIVET  
Fabien CHEREAU  
Vincent CLERAUX  
Arnaud FUTEUL  
Jeanlifer FARDIN  
Gwenael SAGNE  
Olivier de BOURSETTY

6 rue de la merne

29207 LANDERNEAU Cedex

Téléphone : 02 98 85 04 96  
Télécopie : 02 98 85 22 98

E-mail:  
agence.landerneau@geomat.fr

## Plan Individuel de Vente

Géomètres  
**GEOMAT**  
 Experts

Section WD n° 456

**Superficie : 824 m<sup>2</sup>**

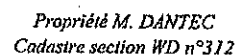
Dressé le : 31/07/2014 par AA

Planimétrie: système LAMBERT CC-48

Altimétrie: système N.G.F I.G.N 69

Ref. dossier : 3130033

(01-2013)



**ECHELLE : 1/250**



L'emplacement des réservoirs est donné à titre indicatif. Cet emplacement est susceptible d'être modifié pendant les travaux. Tout déplacement de boîtiers, de citernes ou de lampodotres etc... sont à charge de l'occupant et ce, après avis favorable du locataire.



6 rue de la mare - BP 734 - 29207 LANDERNEAU Cedex  
Téléphone : 02 98 85 04 96 Télécopie : 02 98 85 22 98  
E-mail : [agence.landerneau@geomat.fr](mailto:agence.landerneau@geomat.fr)

SELAS de GEOMETRES EXPERTS au capital de 1 000 000 Euros - RCS Rennes 384 653 044

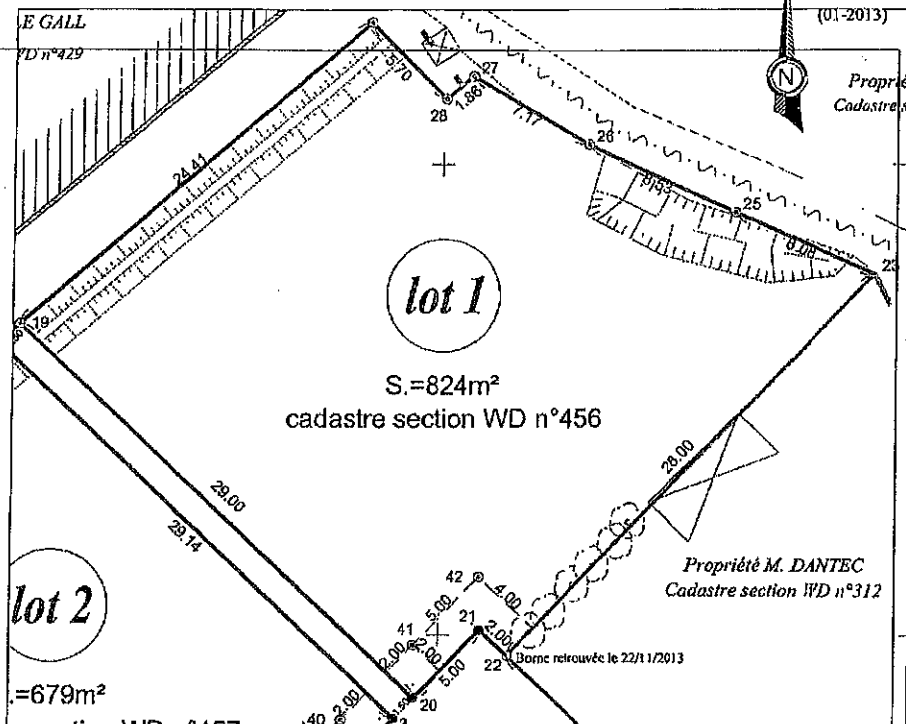
www.geomat.fr

Autres bureaux : Saint-Contest (14) - Falaise (14)  
Guingamp (22) - Châteaulin (29) - Fougères (35)  
Granville (50) - Coutances (50) - La Ferté-Macé (61)  
Ouvres-La-Délivrande (14) - Cherbourg-Octeville (50)

Permanence : Ponterson (50)

# PLAN D'IMPLANTATION DU LOT n°1

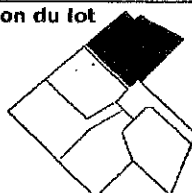
N° 3265 SD  
(01-2013)



MATRICULE	X	Y	Désignation
19	1165002.60	7280881.54	Barre UGE
20	1165002.75	7280871.83	Piquet Bat
21	1165002.10	7280919.26	Piquet Bat
22	1165002.83	7280915.83	Barre UGE
23	1165004.95	7280924.22	Barre UGE
24	1165040.50	7280997.41	Barre UGE
25	1165032.75	7281001.05	Barre UGE
26	1165026.57	7281003.49	Barre UGE
27	1165026.13	7281003.50	Barre UGE
28	1165021.13	7281007.56	Barre UGE
29	1165021.63	7280974.48	Barre UGE
30	1165027.11	7280978.05	Barre UGE

ECHELLE : 1/250  
0 5 10 15

## Localisation du lot



Sans échelle

Certifié par le Géomètre Expert soussigné  
A LANDERNEAU  
Arnaud POTRUL

GEOMAT

SELAS DE GEOMETRES-EXPERTS  
6 rue de la marne - BP 734  
28207 LANDERNEAU Cedex  
Tél: 02 98 85 04 96 - Fax: 02 98 85 22 98



## Bureau secondaire

www.geomat.fr

6 rue de la marne - BP 734 - 28207 LANDERNEAU Cedex  
Téléphone : 02 98 85 04 96 Télécopie : 02 98 85 22 98  
E-mail: agence.landerneau@geomat.fr

SELAS de GEOMETRES-EXPERTS au capital de 1 000 000 Euros - RCS Rennes 384 653 044

Autres bureaux : Saint-Contest (14) - Falaise (14)  
Guingamp (22) - Châteaulin (29) - Fougères (35)  
Granville (50) - Coutances (50) - La Ferrière-Haut (61)  
Douvres-la-Délivrande (14) - Cherbourg-Octeville (50)

Permanence : Pontorson (50)

DESCRIPTIF de TERRAIN à BÂTIR N° 3265 SD  
issu d'un lotissement Loi S.R.U (01-2013)

Article L.111-5-3 du Code de l'Urbanisme :

« Toute promesse unilatérale de vente ou d'achat, tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un terrain indiquant l'intention de l'acquéreur de construire un immeuble à usage d'habitation ou à usage mixte d'habitation et professionnel sur ce terrain mentionne si le descriptif dudit terrain résulte d'un bornage. Lorsque le terrain est un lot de lotissement, est issu d'une division effectuée à l'intérieur d'une zone d'aménagement concerté par la personne publique ou privée chargée de l'aménagement ou est issu d'un remembrement réalisé par une association foncière urbaine, la mention du descriptif du terrain résultant du bornage est inscrite dans la promesse ou le contrat... »

Article L.442-8 du Code de l'Urbanisme :

« A compter de la délivrance du permis d'aménager ou de la décision de non-opposition à la déclaration préalable, le lotisseur peut consentir une promesse unilatérale de vente indiquant la consistance du lot réservé, sa délimitation, son prix et son délai de livraison. La promesse ne devient définitive qu'au terme d'un délai de sept jours pendant lequel l'acquéreur a la faculté de se rétracter. »

Commune de Trémaouézan

Lotissement "Les Courlis"

Date de L'Arrêté du Permis d'Aménager: 10/06/2013

N° PA : 029 295 13 00001

Lot Numéro 1

Parcelle Cadastree Section WD n°456

Superficie du Lot = 824 m<sup>2</sup> et Surface maximale de plancher autorisée: 600 m<sup>2</sup>

Résulte du bornage d'origine effectué avant travaux en novembre 2013 par GEOMAT société de Géomètres-Experts à LANDERNEAU

Dressé le 31 / 07 / 2014 par GEOMAT société de Géomètres-Experts à LANDERNEAU

Signature :

GEOMAT

SELAS DE GEOMETRES-EXPERTS  
6 rue de la marne BP 734  
29207 LANDERNEAU Cedex  
Tél 02 98 85 04 96 - Fax 02 98 85 22 98

Bureau secondaire

www.geomat.fr



6 rue de la marne - BP 734 - 29207 LANDERNEAU Cedex  
Téléphone : 02 98 85 04 96 - Télécopie : 02 98 85 22 98  
E-mail: agence.landerneau@geomat.fr

SELAS de GEOMETRES-EXPERTS au capital de 1 000 000 Euros - RCS Rennes 384 658 044

Autres bureaux : Saint-Contest (14) - Falaise (14)  
Guingamp (22) - Châteaulin (29) - Fougères (35)  
Granville (50) - Coutances (50) - La Ferté-Macé (61)  
Douvres-La-Délivrande (14) - Cherbourg-Octeville (50)

Permanence : Pontorson (50)



## COMMUNE DE TREMAOUEZAN

### Lotissement

### " Les Courlis "

Annexé à la minute d'un acte reçu  
par le Notaire Associé  
Sousigné, le 04 octobre 2014

## LOT 2

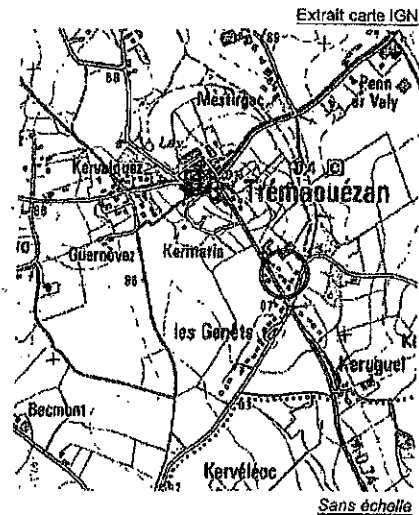


#### Géomètres Experts

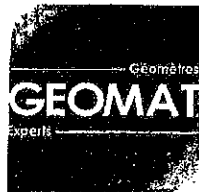
Denis ATTENCIA  
Sébastien TRAVERS  
Elodie POIVET  
Fabien CHEREAU  
Vincent CLERAUX  
Arnaud FUTEUL  
Jeanfer FARDIN  
Gwenael SAGNE  
Olivier de BOURSETTY

#### Bureau de Landerneau

6 rue de la merne  
D.P. 734  
29207 LANDERNEAU Cedex  
Téléphone : 02 98 85 04 96  
Télécopie : 02 98 85 22 98  
E-mail:  
agence.landerneau@geomat.fr



Sans échelle



## Plan Individuel de Vente

#### Références cadastrales :

Section WD n° 457  
Superficie : 679 m²

Dressé le : 31/07/2014 par AA

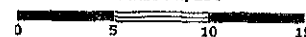
Planimétrie système LAMBERT CC.45  
Altimétrie système N.G.F. I.G.N. 69

Ref. dossier : 3130033

Nº 3265 SD

[illegible]

**ECHELLE : 1/250**



l'emplacement des réseaux est donné à titre indicatif. Cet emplacement est susceptible d'être modifié pendant les travaux. Tout déplacement de bannes, de clientèles ou de temporaires, etc., sont à charge de l'occupant et ce, après avis favorable du locataire.



**Bureau secondaire**

6 rue de la merne - BP 734 - 29207 LANDERNEAU Cedex  
Téléphone : 02 98 85 04 96 Télécopie : 02 98 85 22 98  
E-mail: [agence.landerneau@geomat.fr](mailto:agence.landerneau@geomat.fr)

**SÉLAS de GEOMETRES EXPERTS** au capital de 1 000 000 Euros - RCS Rennes 384 653 044

www.geomat.fr

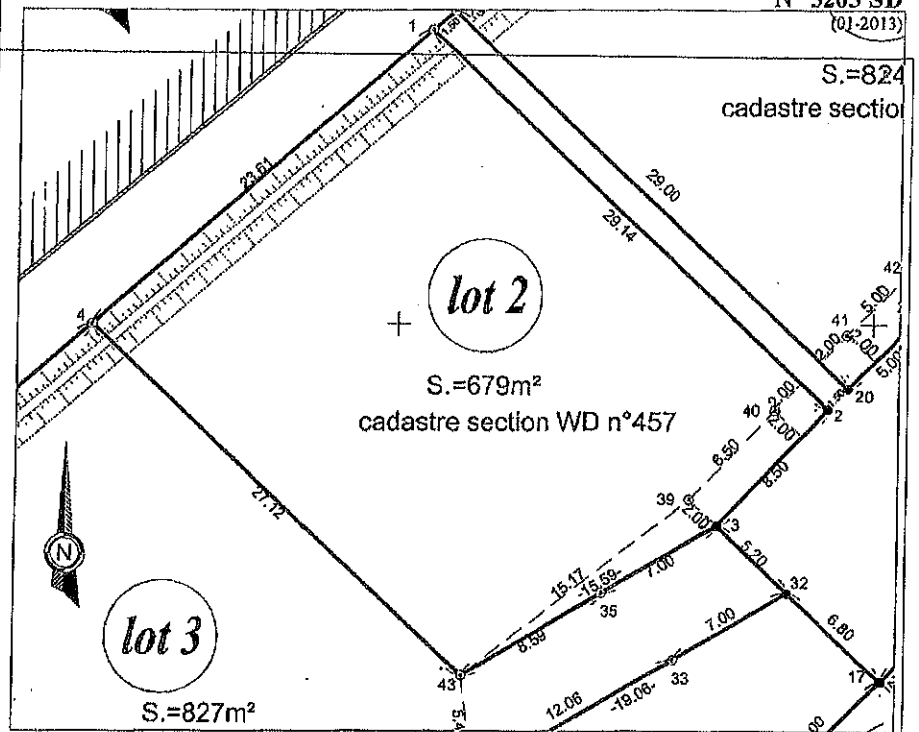
Autres bureaux : Saint-Contest (14) - Falaise (14)  
Guingamp (22) - Châteaulin (29) - Fougères (35)  
Granville (50) - Coutances (50) - La Ferté-Macé (61)  
Douvres-La-Délivrande (14) - Cherbourg-Octeville (50)

Permanence : Pontorson (50)

# PLAN D'IMPLANTATION DU LOT n°2

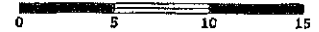
N° 3265 SD  
(01-2013)

S.=824  
cadastre section

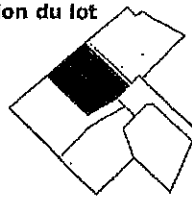


MATRICULE	X	Y	Désignation
1	1185001.55	7280990.57	Borne OGC
2	1185002.77	7280970.54	Piquet Bât
3	1185010.37	7280964.47	Piquet Bât
4	1185003.77	7280975.04	Borne OGC
35	1185010.85	7280960.79	Borne OGC
39	1185015.42	7280955.14	Borne OGC
40	1185019.89	7280970.48	Borne OGC
43	1185003.47	7280958.40	Borne OGC

ECHELLE : 1/250



## Localisation du lot



Sans échelle

Certifié par le Géomètre Expert soussigné  
**A LANDERNEAU**  
**MOULÉ FUTEHL**

**GEOMAT**

SELAS DE GEOMETRES-EXPERTS  
6 rue du la mme - BP 734  
29207 LANDERNEAU Cedex  
Tél 02 98 85 04 96 - Fax 02 98 85 22 98



## Bureau secondaire

6 rue de la mer - BP 734 - 29207 LANDERNEAU Cedex  
Téléphone : 02 98 85 04 96 Télécopie : 02 98 85 22 98  
E-mail: agence.landerneau@geomat.fr

www.geomat.fr

Autres bureaux : Saint-Contest (14) - Falaise (14)  
Guingamp (22) - Châteaulin (29) - Fougères (35)  
Granville (50) - Coutances (50) - La Ferté-Macé (61)  
Douvres-La-Délivrande (14) - Cherbourg-Octeville (50)

SELAS de GEOMETRES-EXPERTS au capital de 1 000 000 Euros - RCS Rennes 384 653 044

Permanence : Pontorson (50)



DESCRIPTIF de TERRAIN à BÂTIR N° 3265 SD  
issu d'un lotissement Loi S.R.U. (01-2013)

Article L.111-5-3 du Code de l'Urbanisme :

« Toute promesse unilatérale de vente ou d'achat, tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un terrain indiquant l'intention de l'acquéreur de construire un immeuble à usage d'habitation ou à usage mixte d'habitation et professionnel sur ce terrain mentionne si le descriptif dudit terrain résulte d'un bornage. Lorsque le terrain est un lot de lotissement, est issu d'une division effectuée à l'intérieur d'une zone d'aménagement concerté par la personne publique ou privée chargée de l'aménagement ou est issu d'un remembrement réalisé par une association foncière urbaine, la mention du descriptif du terrain résultant du bornage est inscrite dans la promesse ou le contrat... »

Article L.442-8 du Code de l'Urbanisme :

« A compter de la délivrance du permis d'aménager ou de la décision de non-opposition à la déclaration préalable, le lotisseur peut consentir une promesse unilatérale de vente indiquant la consistance du lot réservé, sa délimitation, son prix et son délai de livraison. La promesse ne devient définitive qu'au terme d'un délai de sept jours pendant lequel l'acquéreur a la faculté de se rétracter. »

Commune de Trémaouézan

Lotissement "Les Courlis"

Date de L'Arrêté du Permis d'Aménager: 10/06/2013

N° PA : 029 295 13 00001

Lot Numéro 2

Parcelle Cadastree Section WD n°457

Superficie du Lot = 679 m<sup>2</sup> et Surface maximale de plancher autorisée: 600 m<sup>2</sup>

Résulte du bornage d'origine effectué avant travaux en novembre 2013 par GEOMAT société de Géomètres-Experts à LANDERNEAU

Dressé le 31 / 07 / 2014 par GEOMAT société de Géomètres-Experts à LANDERNEAU

Signature :

GEOMAT  
SELAS DE GEOMETRES-EXPERTS  
6 rue de la mer BP 734  
29207 LANDERNEAU Cedex  
Tél 02 98 85 04 96 - Fax 02 98 85 22 98

Bureau secondaire

www.geomat.fr



6 rue de la mer - BP 734 - 29207 LANDERNEAU Cedex  
Téléphone : 02 98 85 04 96 - Télécopie : 02 98 85 22 98  
E-mail: agence.landerneau@geomat.fr

SELAS de GEOMETRES EXPERTS au capital de 1 000 000 Euros - RCS Rennes 384 653 044

Autres bureaux : Saint-Contest (14) - Falaise (14)  
Guingamp (22) - Châteaulin (29) - Fougères (35)  
Granville (50) - Coutances (50) - La Ferté-Macé (61)  
Douvres-La-Délivrande (14) - Carbourg-Octeville (50)

Permanence : Pontorson (50)



## COMMUNE DE TREMAOUEZAN

Lotissement  
" Les Courlis "

**LOT 3**

Annexé à la minute d'un acte reçu  
par le Notaire Associé  
Scoussigné, le 24 octobre 2014



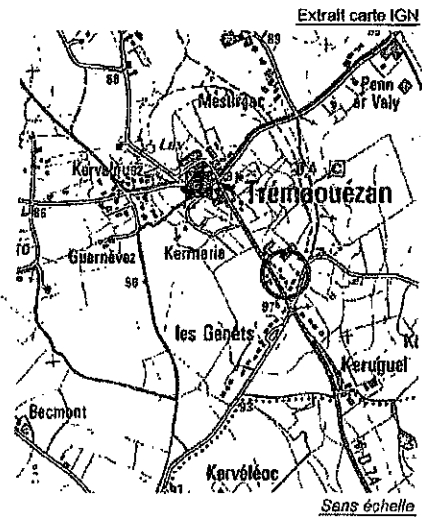
### Géomètres Experts

Denis ATTENCIA  
Samuel TRAVERS  
Elodie POIVET  
Fabien CHREAU  
Vincent CLERAUX  
Arnaud FUTEUL  
Jennifer PARDIN  
Gwenael SAGNE  
Olivier de BOURSETTY

### Bureau de Landerneau

6 rue de la merne  
B.P. 734  
29207 LANDERNEAU Cedex  
Téléphone : 02 98 65 04 95  
Télécopie : 02 98 65 22 98

E-mail:  
agence.landerneau@geomat.fr



## — Plan Individuel de Vente —

### Références cadastrales :

Section WD n° 458  
Superficie : 827 m²

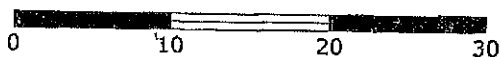
Planimétrie: système LAMBERT CC.40  
Altimétrie: système N.G.F. I.G.N. 69

Dressé le : 31/07/2014 par AA

Ref. dossier : 3130033



Nº 3265 SD

[illegible]

L'emplacement des réservoirs est donné à titre indicatif. Cet emplacement est susceptible d'être modifié pendant les travaux. Tout déplacement de boîtiers, de clients ou de lampadaires, etc., sont à charge du facturéur et ce, après avis favorable du titulaire.

**GEOMATICS**  
Experts

Bureau secondaire

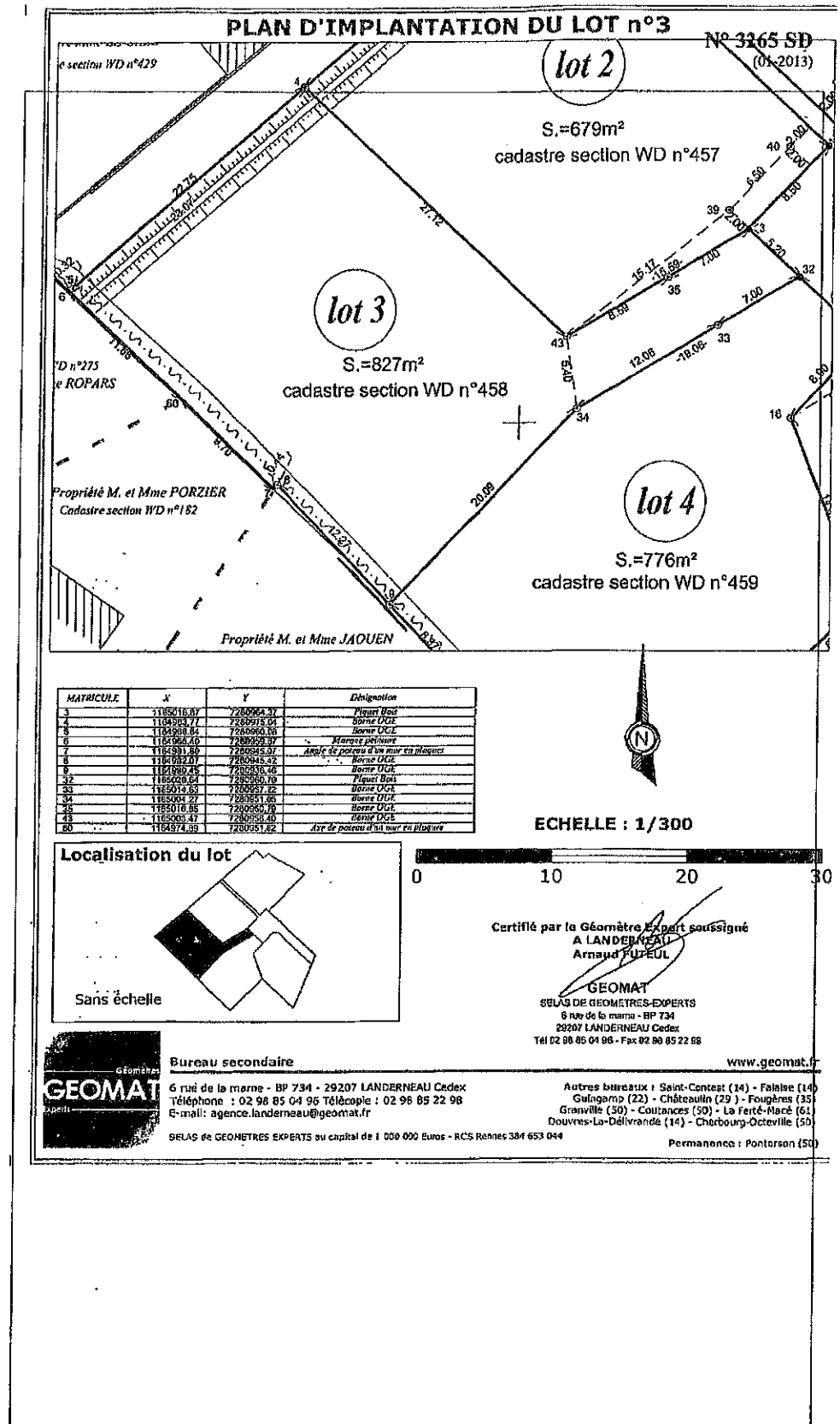
6 rue de la mare - BP 734 - 29207 LANDERNEAU Cedex  
Téléphone : 02 98 85 04 96 Télécopie : 02 98 85 22 98  
E-mail: [agence.landerneau@geomat.fr](mailto:agence.landerneau@geomat.fr)

**SELAS de GEOMETRES EXPERTS** au capital de 1 000 000 Euros - RCS Rennes 389 653 044

www.geomat.fr

Autres bureaux : Saint-Contest (14) - Falaise (14)  
Gulgingamp (22) - Châteauvlin (29) - Fougères (35)  
Granville (50) - Coutances (50) - La Ferté-Macé (61)  
Douvres-La-Délivrande (14) - Cherbourg-Octeville (50)

**Permanence : Pontorsen (50)**



127/127

DESCRIPTIF de TERRAIN à BÂTIR N° 3265 SD  
issu d'un lotissement Loi S.R.U. (01-2013)

Article L.111-5-3 du Code de l'Urbanisme :

« Toute promesse unilatérale de vente ou d'achat, tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un terrain indiquant l'intention de l'acquéreur de construire un immeuble à usage d'habitation ou à usage mixte d'habitation et professionnel sur ce terrain mentionne si le descriptif dudit terrain résulte d'un bornage. Lorsque le terrain est un lot de lotissement, est issu d'une division effectuée à l'intérieur d'une zone d'aménagement concerté par la personne publique ou privée chargée de l'aménagement ou est issu d'un remembrement réalisé par une association fondrière urbaine, la mention du descriptif du terrain résultant du bornage est inscrite dans la promesse ou le contrat... »

Article L.442-8 du Code de l'Urbanisme :

« A compter de la délivrance du permis d'aménager ou de la décision de non-opposition à la déclaration préalable, le lotisseur peut consentir une promesse unilatérale de vente indiquant la consistance du lot réservé, sa délimitation, son prix et son délai de livraison. La promesse ne devient définitive qu'au terme d'un délai de sept jours pendant lequel l'acquéreur a la faculté de se rétracter... »

Commune de Trémaouézan

Lotissement "Les Courlis"

Date de L'Arrêté du Permis d'Aménager: 10/06/2013

N° PA : 029 295 13 00001

Lot Numéro 3

Parcelle Cadastree Section WD n°458

Superficie du Lot = 827 m<sup>2</sup> et Surface maximale de planche autorisée: 600 m<sup>2</sup>

Résulte du bornage d'origine effectué avant travaux en novembre 2013 par GEOMAT société de Géomètres-Experts à LANDERNEAU

Dréssé le 02 / 10 / 2014 par GEOMAT société de Géomètres-Experts à LANDERNEAU

Signature :

**GEOMAT**  
SELAS DE GEOMETRES-EXPERTS  
6 rue de la merie BP 734  
29207 LANDERNEAU Cedex  
Tél 02 98 85 04 96 - Fax 02 98 85 22 98

Bureau secondaire

[www.geomat.fr](http://www.geomat.fr)

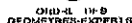


6 rue de la merie - BP 734 - 29207 LANDERNEAU Cedex  
Téléphone : 02 98 85 04 96 - Télécopie : 02 98 85 22 98  
E-mail: [agence.landerneau@geomat.fr](mailto:agence.landerneau@geomat.fr)

SELAS de GEOMETRES-EXPERTS au capital de 1 000 000 Euros - RCS Rennes 384 653 044

Autres bureaux : Saint-Contest (14) - Falaise (14)  
Guingamp (22) - Châteaulin (29) - Fougères (35)  
Granville (50) - Coutances (50) - La Ferté-Macé (61)  
Douvres-La-Délivrande (14) - Cherboung-Octeville (50)

Permanence : Pontorson (50)

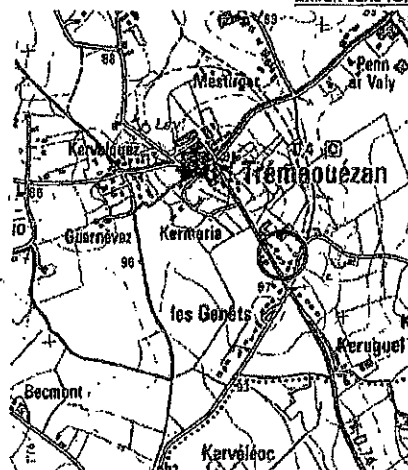


## Lotissement " Les Courlis "

**LOT 4**



Extrait carte IGN



*Sans échelle*

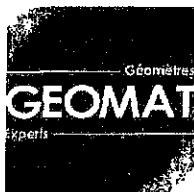
## Géomètres Experts

Denis ATTENCIA  
Samuel TRAVERS  
Elodie POIVET  
Fabien CHÉREAU  
Vincent CLÉRAUX  
Arnaud FUTEUL  
Jennifer FARJON  
Gwenael SAGNE  
Olivier de BOURSETTY

Bureau de Landerneau

6 rue de la merne  
B.P. 734  
29207 LANDERNEAU Cedex  
Téléphone : 02 98 85 04 06  
Télécopie : 02 98 85 22 98

E-mail: [agence.landerneau@geomat.fr](mailto:agence.landerneau@geomat.fr)



**Références cadastrales :**

Section WD n° 459

**Superficie : 776 m<sup>2</sup>**

Dressé le : 31/07/2014 par AA

Planimétrie: système LAMBERT CC.48  
Altimétrie: système NGF IGN 69

Ref. dossier : 3130033

## 2012-2013



Tout déplacement de baillies, de citernes ou de lampadaires etc... sont à charge de l'occupant et ce, après avis favorable du locataire.

[illegible]

**GEOMAT**

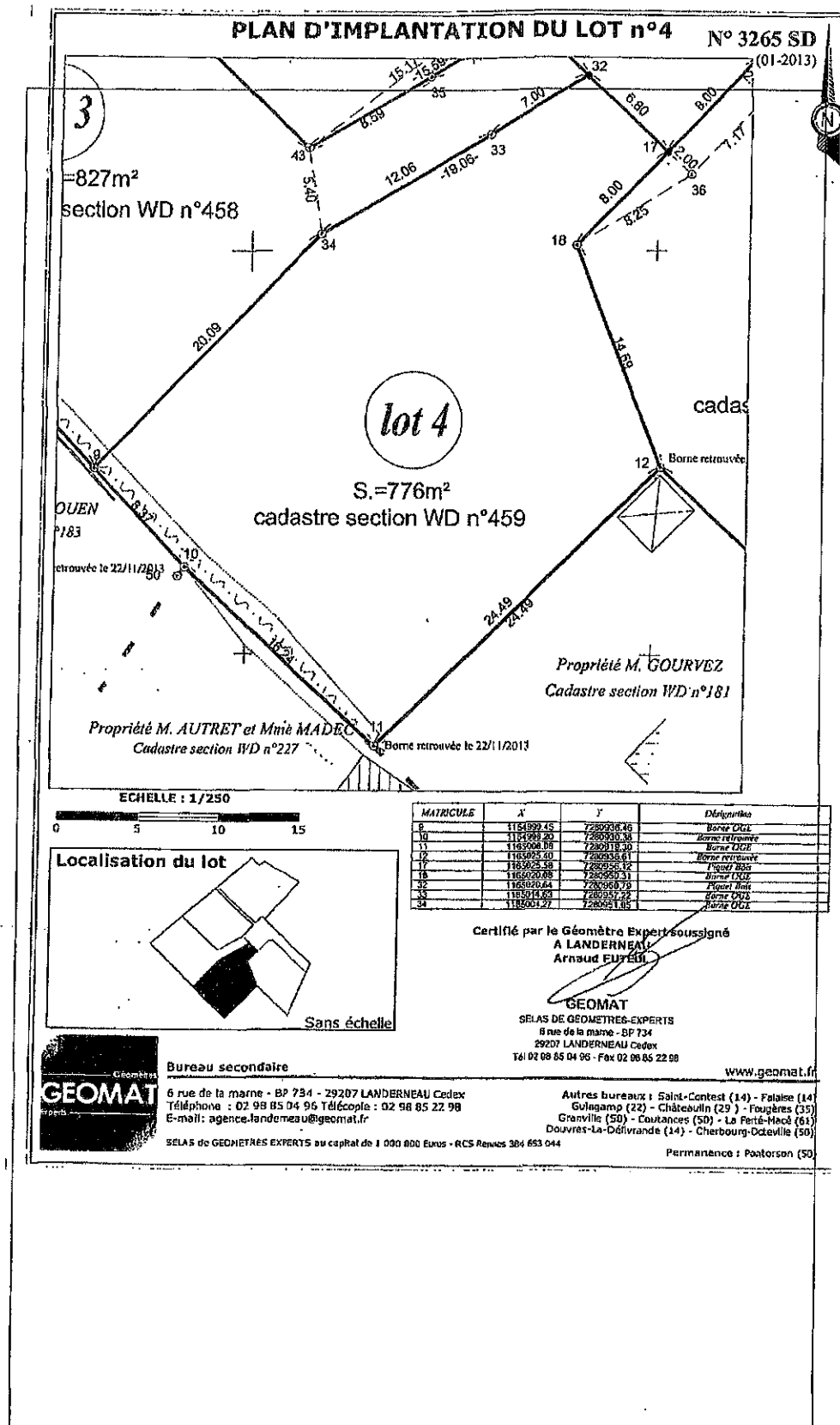
6 rue de la merne - BP 734 - 29207 LANDERNEAU Cedex  
Téléphone : 02 98 85 04 96 Télécopie : 02 98 85 22 98  
E-mail: [agence.landemeau@geomat.fr](mailto:agence.landemeau@geomat.fr)

SELAS de GEOMÈTRES EXPERTS au capital de 2 000 000 Euros - RCS Rennes 384 653 044

www.geomat.fr

Autres bureaux : Saint-Contest (14) - Falaise (18)  
Gulcamp (22) - Châteaulin (29) - Fougères (35)  
Granville (50) - Coutances (50) - La Ferté-Macé (61)  
Douvres-La-Délivrande (14) - Cherbourg-Octeville (50)

Permanence : Pontorson (50)





DESCRIPTIF de TERRAIN à BÂTIR N° 3265 SD  
issu d'un lotissement Loi S.R.U.  
(01-2013)

Article L.111-5-3 du Code de l'Urbanisme :

« Toute promesse unilatérale de vente ou d'achat, tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un terrain indiquant l'intention de l'acquéreur de construire un immeuble à usage d'habitation ou à usage mixte d'habitation et professionnel sur ce terrain mentionne si le descriptif dudit terrain résulte d'un bornage. Lorsque le terrain est un lot de lotissement, est issu d'une division effectuée à l'intérieur d'une zone d'aménagement concerté par la personne publique ou privée chargée de l'aménagement ou est issu d'un remembrement réalisé par une association foncière urbaine, la mention du descriptif du terrain résultant du bornage est inscrite dans la promesse ou le contrat... »

Article L.442-8 du Code de l'Urbanisme :

« A compter de la délivrance du permis d'aménager ou de la décision de non-opposition à la déclaration préalable, le lotisseur peut consentir une promesse unilatérale de vente indiquant la consistance du lot réservé, sa délimitation, son prix et son délai de livraison. La promesse ne devient définitive qu'au terme d'un délai de sept jours pendant lequel l'acquéreur a la faculté de se rétracter. »

Commune de Trémaouézan

Lotissement "Les Courlis"

Date de L'Arrêté du Permis d'Aménager: 10/06/2013

N° PA : 029 295 13 00001

Lot Numéro 4

Parcelle Cadastree Section WD n°459

Superficie du Lot = 776 m<sup>2</sup> et Surface maximale de plancher autorisée: 600 m<sup>2</sup>

Résulte du bornage d'origine effectué avant travaux en novembre 2013 par GEOMAT société de Géomètres-Experts à LANDERNEAU

Dressé le 31 / 07 / 2014 par GEOMAT société de Géomètres-Experts à LANDERNEAU

Signature :

GEOMAT  
SELAS DE GEOMETRES-EXPERTS  
5 rue de la mer BP 734  
29207 LANDERNEAU Cedex  
Tél 02 98 85 04 96 - Fax 02 98 85 22 98

Bureau secondaire

www.geomat.fr

5 rue de la mer - BP 734 - 29207 LANDERNEAU Cedex  
Téléphone : 02 98 85 04 96 - Télécopie : 02 98 85 22 98  
E-mail: agence.landerneau@geomat.fr



SELAS de GEOMETRES EXPERTS au capital de 1 000 000 Euros - RCS Rennes 384 653 044

Autres bureaux : Saint-Contest (14) - Falaise (14)  
Guingamp (22) - Châteaulin (29) - Fougères (35)  
Granville (50) - Coutances (50) - La Ferté-Macé (51)  
Douvres-La-Délivrande (14) - Cherbourg-Octeville (50)

Permanence: Pontorson (50)



CHIFFRE DES  
GÉOMÈTRES-EXPERTS

## COMMUNE DE TREMAOUEZAN

### Lotissement " Les Courlis "

## LOT 5

Annexé à la minute d'un acte reçu  
par le Notaire Associé  
Soussigné, le 24 octobre 2014

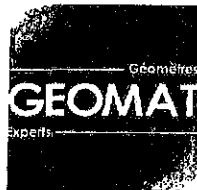
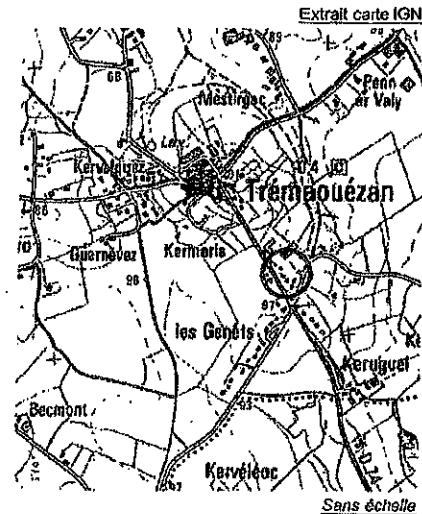


#### Géomètres Experts

Denis ATTENCIA  
Samuel TRAVERS  
Elodie POIVET  
Fabien CHEREAU  
Vincent CLERAUX  
Arnaud FUTEUL  
Jennifer FARDIN  
Gwenéll SAGNE  
Olivier de BOURSETTY

#### Bureau de Landerneau

6 rue de la marn  
B.P. 734  
29207 LANDERNEAU Cedex  
Téléphone : 02 98 85 04 96  
Télécopie : 02 98 85 22 98  
E-mail :  
agence.landerneau@geomat.fr



## Plan Individuel de Vente

#### Références cadastrales :

Section WD n° 460

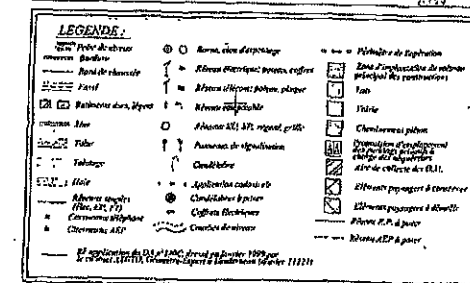
Superficie : 738 m<sup>2</sup>

Dressé le : 31/07/2014 par AA

Planimétrie: système LAMBERT CC-49  
Altimétrie: système N.G.F. IGN 69

Ref. dossier : 3130033

Nº 3265 SD  
(01-2013)



**ECHELLE : 1/250**

Age Group	Percentage
18-24	10%
25-34	12%
35-44	15%
45-54	18%
55-64	10%
65-74	8%
75+	5%

L'emplACEMENT des réseaux est donné à titre indicatif. Cet emplacement est susceptible d'être modifié pendant les travaux tout déplacement de boîtier, de climiseur ou de l'unité d'arrêt etc... sont à charge de l'occupateur et ce, après avis favorable du locataire.

# GEOMAT

Bureau secondaire

6 rue de la merne - BP 734 - 29207 LANDERNEAU Cedex  
Téléphone : 02 98 85 04 96 Télécopie : 02 98 85 22 98  
E-mail: [agence.landerneau@geomat.fr](mailto:agence.landerneau@geomat.fr)

SELAS de GEOMETRES EXPERTS au capital de 1 000 000 Euros - RCS Rennes 384 653 044

www.geomat.

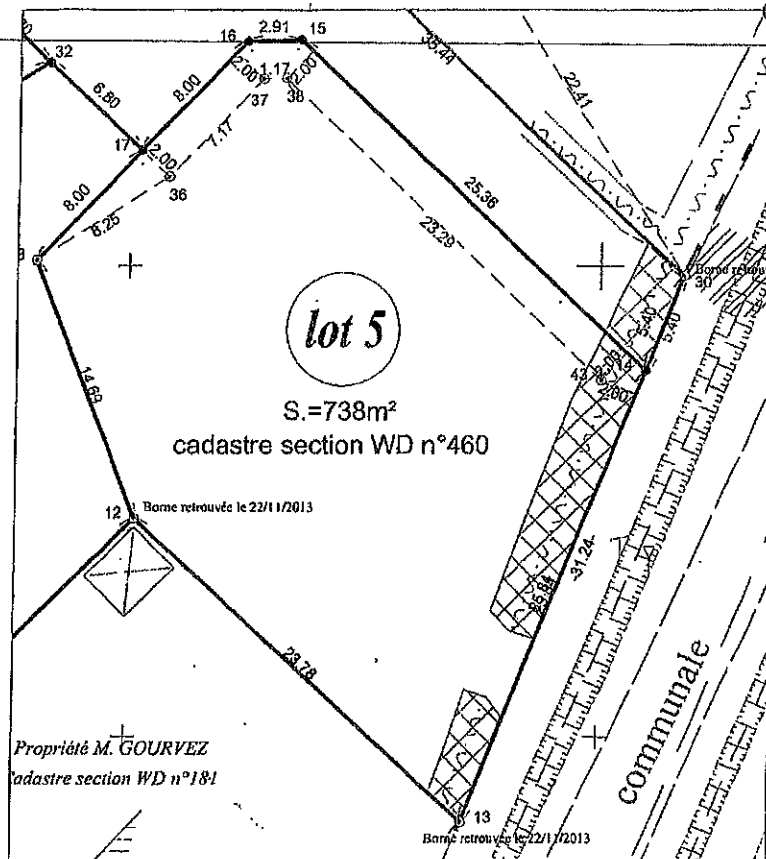
Autres bureaux : Saint-Contest (14) - Falaise (1)  
Guingamp (22) - Châteaulin (29) - Fougères (3)  
Granville (50) - Coutances (50) - La Perle-Macé (6)  
Douvres-la-Délivrande (14) - Cherbourg-Octeville (5)

Permanence: Pontorson (5

# PLAN D'IMPLANTATION DU LOT n°5

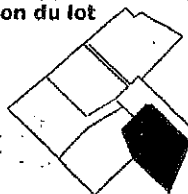
N° 3265 SD

(01-2013)



0 5 10 15

## Localisation du lot



Sans échelle

MATRICULE	X	Y	Dénomination
12	1185025.40	7280933.81	Barne retrouvée
13	1185042.96	7280930.48	Barne retrouvée
14	1185052.41	7280944.48	Parcelle 14
15	1185033.91	7280967.00	Parcelle 15
16	1185031.08	7280951.83	Parcelle 16
17	1185025.56	7280958.12	Parcelle 17
18	1185020.06	7280950.31	Barne DCE
36	1185027.04	7280954.74	Barne DCE
37	1185031.07	7280950.85	Barne DCE
38	1185033.14	7280950.88	Barne DCE
43	1185050.05	7280943.87	Barne DCE

Certifié par le Géomètre Expert soussigné

A LANDERNEAU

Arnaud FUTEUIL

GEOMAT

SELAS DE GEOMETRES-EXPERTS

6 rue de la merne - BP 734

29207 LANDERNEAU Cedex

Tel: 02 98 85 04 96 - Fax 02 98 85 22 83

www.geomat.fr



## Bureau secondaire

6 rue de la merne - BP 734 - 29207 LANDERNEAU Cedex

Téléphone : 02 98 85 04 96 Télécopie : 02 98 85 22 98

E-mail: agence.landerneau@geomat.fr

SELAS DE GEOMETRES-EXPERTS au capital de 1 000 000 Euros - RCS Rennes 384 653 044

Autres bureaux : Saint-Contest (14) - Falaise (14)

Guingamp (22) - Châteaulin (29) - Fougères (35)

Grenville (50) - Coutances (50) - La Ferté-Macé (61)

Douvres-La-Délivrande (14) - Cherbourg-Octeville (50)

Permanence : Pontorson (50)

DESCRIPTIF de TERRAIN à BÂTIR  
issu d'un lotissement Loi S.R.U

N° 3265 SD  
(01-2013)

Article L.111-5-3 du Code de l'Urbanisme :

« Toute promesse unilatérale de vente ou d'achat, tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un terrain indiquant l'intention de l'acquéreur de construire un immeuble à usage d'habitation ou à usage mixte d'habitation et professionnel sur ce terrain mentionne si le descriptif dudit terrain résulte d'un bornage. Lorsque le terrain est un lot de lotissement, est issu d'une division effectuée à l'intérieur d'une zone d'aménagement concerté par la personne publique ou privée chargée de l'aménagement ou est issu d'un remembrement réalisé par une association foncière urbaine, la mention du descriptif du terrain résultant du bornage est inscrite dans la promesse ou le contrat... »

Article L.442-8 du Code de l'Urbanisme :

« A compter de la délivrance du permis d'aménager ou de la décision de non-opposition à la déclaration préalable, le lotisseur peut consentir une promesse unilatérale de vente indiquant la consistance du lot réservé, sa délimitation, son prix et son délai de livraison. La promesse ne devient définitive qu'au terme d'un délai de sept jours pendant lequel l'acquéreur a la faculté de se rétracter. »

Commune de Trémaouézan

Lotissement "Les Courlis"

Date de L'Arrêté du Permis d'Aménager: 10/06/2013

N° PA : 029 295 13 00001

Lot Numéro 5

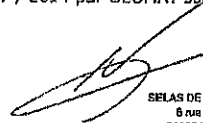
Parcelle Cadastree Section WD n°460

Superficie du Lot = 738 m<sup>2</sup> et Surface maximale de plancher autorisée: 600 m<sup>2</sup>

Résulte du bornage d'origine effectué avant travaux en novembre 2013 par GEOMAT société de Géomètres-Experts à LANDERNEAU

Dressé le 31 / 07 / 2014 par GEOMAT société de Géomètres-Experts à LANDERNEAU

Signature :

  
**GEOMAT**  
SELAS DE GEOMETRES-EXPERTS  
6 rue de la merne BP 734  
29207 LANDERNEAU Cedex  
Tél 02 98 85 04 96 - Fax 02 98 85 22 98

Bureau secondaire

www.geomat.fr



6 rue de la merne - BP 734 - 29207 LANDERNEAU Cedex  
Téléphone : 02 98 85 04 96 - Télécopie : 02 98 85 22 98  
E-mail: agence.landerneau@geomat.fr

SELAS de GEOMETRES-EXPERTS au capital de 1 000 000 Euros - RCS Rennes 304 633 041

Autres bureaux : Saint-Cast (14) - Falaise (14)  
Guingamp (22) - Châteaufin (29) - Fougères (35)  
Granville (50) - Coutances (50) - La Ferté-Macé (61)  
Douvres-La-Délivrande (14) - Cherbourg-Octeville (50)

Permanence : Pontorson (50)

ARRETE PORTANT ALIGNEMENT DE VOIRIE

Le Maire de TREMAOUEZAN,  
Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983 ;  
Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu le code de l'urbanisme, notamment dans ses articles L.421-1 et suivants ;  
Vu le code de la voirie routière ;  
Vu l'arrêté préfectoral réglementant l'occupation du Domaine Public Routier Communal en date du 5 février 1965 ;  
Vu la demande par laquelle Arnaud FUTEL, Géomètre, 6, rue de la Marne à Landerneau, demande, pour le compte de la Société ELORN FONCIER, 21 de Bel Air à Landerneau (acquéreur du terrain) l'alignement de la propriété de EUZENGES cadastrée WD 276, située au lieu-dit « Les Courtils » à Trémaouézan ;  
Vu l'état des lieux ;

ARRETE

Article 1 : Alignement

L'alignement de la voie sus-mentionnée au droit de la propriété du bénéficiaire est défini par la limite actuelle du domaine public.

Article 2 : Responsabilité

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3 : Formalités d'urbanisme

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L.421-1 et suivants.

Si des travaux en limite de voie sont envisagés à la suite de la délivrance de cet arrêté, le bénéficiaire devra présenter une demande spécifique à cette fin.

Article 4 : Validité et renouvellement de l'arrêté

Le présent arrêté devra être utilisé dans le délai de UN an à compter du jour de sa délivrance, dans le cas où aucune modification des lieux n'interviendrait sur cette période. A défaut, une nouvelle demande devra être effectuée.

Fait à TREMAOUEZAN le 25 novembre 2013

Le Maire,

Jean-René LE GUEN



Diffusions  
Pétitionnaire  
Maire

Annexes  
Plan

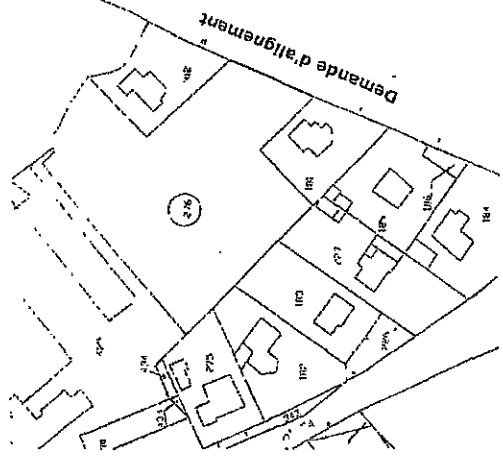
La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rennes - dans les deux mois à compter de sa notification.  
Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Mairie de Trémaouézan.

Certifié par le géomètre expert inscrit  
à l'Ordre des Géomètres  
Arrêté le 12/01/2011

Bureau géomètre  
GÉOMAT  
5, rue de la mairie - BP 724 - 20207 LANDERNEAU Cedex  
Téléphone : 02 98 04 54 54 - Télécopie : 02 98 02 22 98  
E-mail: agence@geomat-landerneau.fr  
Géomètre inscrit au tableau de l'Ordre des Géomètres  
N° 3265 SD

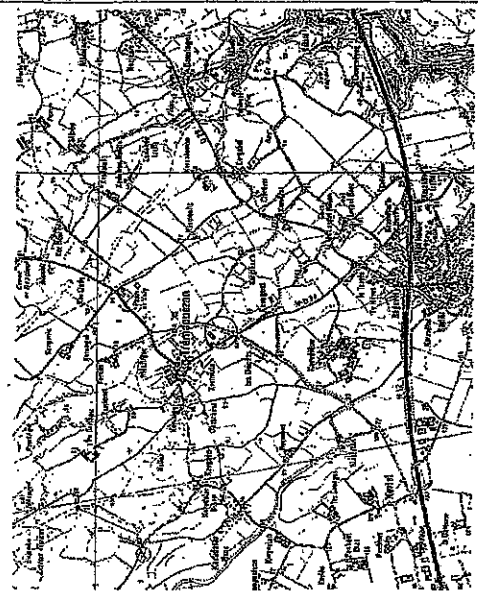
# Extrait Cadastral

SANS ECHELLE



# Plan de SITUATION

SANS ECHELLE

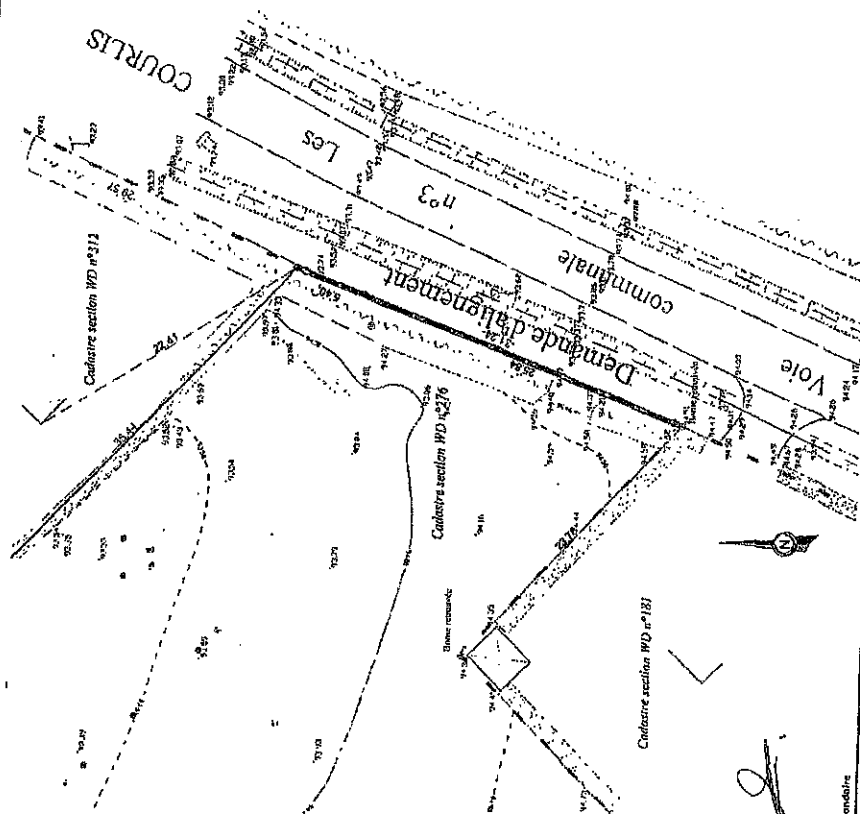


Certifié par le géomètre expert inscrit  
à l'Ordre des Géomètres  
Arrêté le 12/01/2011

Bureau géomètre  
GÉOMAT  
5, rue de la mairie - BP 724 - 20207 LANDERNEAU Cedex  
Téléphone : 02 98 04 54 54 - Télécopie : 02 98 02 22 98  
E-mail: agence@geomat-landerneau.fr  
Géomètre inscrit au tableau de l'Ordre des Géomètres  
N° 3265 SD

**GEOMAT**  
SOCIÉTÉ DE GÉOMÈTRES EXPERTS  
8 rue 29 de mai - 69 724  
67007 LAURENCEAU Cedex  
02 73 15 66 00 - Fax 02 73 15 66 01

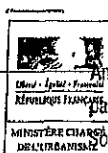
50

COPIE CERTIFIÉE  
CONFORME À L'ORIGINAL[illegible]

--- **Wiederholungsfragen** ---

6 rue de la mer - BP 734 - 29207 LANDERNEAU Cedex  
Téléphone : 02 98 85 04 98 - Télécopie : 02 98 85 22 98  
e-mail : [agence@landerneau.com](mailto:agence@landerneau.com)





Imprimer Enregistrer Reinitialiser

# Déclaration

Annexé à la minute d'un acte reçu  
par le Notaire Associé  
attestant l'achèvement  
et la conformité des travaux

N° 13408'02

- Déclarer l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement
- Déclarer que les travaux de construction ou d'aménagement sont conformes à l'autorisation et respectent les règles générales de construction
- Déclarer que le changement de destination ou la division de terrain a été effectué et est conforme au permis ou à la déclaration préalable

La présente déclaration a été reçue à la mairie

-3 OCT. 2014

MAIRIE DE TRÉMAQUÉZAN



## Désignation du permis ou de la déclaration préalable

☐ Permis de construire ☐ N° \_\_\_\_\_

☒ Permis d'aménager ☐ N° 20140929513000001

S'agit-il d'un aménagement pour lequel l'aménageur a été autorisé à différer les travaux de Division des voiries? ☒ Oui ☐ Non

Si oui, date de Division des voiries Décl au: 31.12.2015

☐ Déclaration préalable ☐ N° \_\_\_\_\_

## Identité du déclarant (le déclarant est titulaire d'un permis de construire)

Vous êtes un particulier Madame ☐ Monsieur ☐

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_

Vous êtes une personne morale

Dénomination: ELDEN FONCIER Raison sociale: \_\_\_\_\_

N° SIRET: 521115939 Catégorie juridique: \_\_\_\_\_

Représentant de la personne morale: Madame ☐ Monsieur ☒

Nom: HONNIER Prénom: ERIC

## Coordonnées du déclarant (le déclarant est titulaire d'un permis de construire)

Adresse: Numéro: 75 Voie: Rue du 19 Mars 1962 21 de Sud Al

Lieu-dit: \_\_\_\_\_ Localité: LANDERNEAU

Code postal: 29100 BP: 126 Codex: \_\_\_\_\_

Si le demandeur habite à l'étranger: Pays: \_\_\_\_\_ Division territoriale: \_\_\_\_\_

☐ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante: \_\_\_\_\_

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

## Achèvement des travaux

Chantier achevé le: 20140929

Changement de destination effectué le: \_\_\_\_\_

☐ Pour la totalité des travaux

☒ Pour une tranche des travaux

Veuillez préciser quels sont les aménagements ou constructions achevés: RESEAUX AEP, EDP, PTT  
RESEAUX et Ouvrage EP  
Fondation Voirie Emplacement et  
Couche Etalonn Voirie

Surface créée (en m²) : \_\_\_\_\_

Nombre de logements terminés : \_\_\_\_\_ dont individuels : \_\_\_\_\_ dont collective : \_\_\_\_\_

Répartition du nombre de logements terminés par type de financement

☐ Logement Locatif Social : \_\_\_\_\_


☐ Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) : \_\_\_\_\_

☐ Prêt à taux zéro : \_\_\_\_\_

☐ Autres financements : \_\_\_\_\_

J'atteste que les travaux sont achevés et qu'ils sont conformes à l'autorisation (permis ou non-opposition à la déclaration préalable)

A : LANDERNEAU Le : 02 10 2014

Signature du (ou des) déclarant(s) : 

A : \_\_\_\_\_ Le : \_\_\_\_\_

Signature de l'architecte (ou de l'agréé en architecture) s'il a dirigé les travaux

**ELORN FONCIER**  
SARL au capital de 7 500 €  
75 rue du 19 mars 62  
ZI de Bel-Air  
59800 LANDERNEAU  
RCS Lille 501 165 396

Pièces à joindre (cocher les pièces jointes à votre déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux) :

☐ AT1 - L'attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables mentionnées à l'art. R. 111-49-21 du code de la construction et de l'habitation (Art. R. 462-3 du code de l'urbanisme) ;

☐ AT2 - Dans les cas prévus par les 4° et 5° de l'article R. 111-38 du code de la construction et de l'habitation, la déclaration d'achèvement est accompagnée d'un document établi par un contrôleur technique mentionné à l'article L. 111-23 de ce code, attestant que le maître d'ouvrage a tenu compte de ses avis sur le respect des règles de construction parasismiques et parasismiques prévues par l'article L. 563-1 du code de l'environnement (Art. R. 462-4 du code de l'urbanisme) ;

☐ AT3 - L'attestation de prise en compte de la réglementation thermique prévue par l'article R.111-20-3 du code de la construction et de l'habitation (Art. R.462-4-1 du code de l'urbanisme).

La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux est adressée :  
- soit par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal au maire de la commune ;  
- soit déposée contre décharge à la mairie.

A compter de la réception en mairie de la déclaration, l'administration dispose d'un délai de trois mois pour contester la conformité des travaux au permis ou à la déclaration préalable. Ce délai est porté à cinq mois si votre projet entre dans l'un des cas prévus à l'article R. 462-7 du code de l'urbanisme.

Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc.) au centre des impôts ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1408 du code général des impôts).

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐

1 La déclaration doit être signée par le bénéficiaire de l'autorisation ou par l'architecte ou l'agréé en architecture, dans le cas où il a dirigé les travaux.  
2 Travaux concernant un immeuble inscrit au titre des monuments historiques ; travaux situés dans un secteur sauvegardé, dans un site inscrit ou classé ou titre du code de l'environnement, travaux concernant un immeuble de grande hauteur ou recevant du public ; travaux situés dans le cœur d'un parc national ou dans un espace ayant vocation à être classés dans le futur parc national ; travaux situés dans un secteur couvert par un plan de prévention des risques.

Le maire de Trémaouézan,  
Vu le code de l'Urbanisme,

Vu l'arrêté du 10 juin 2013 autorisant le lotissement,

Vu la demande présentée par Monsieur Eric MONNIER agissant pour le compte de ELORN FONCIER en vue :

- d'être autorisé à procéder à la vente des lots avant d'avoir exécuté les travaux de finition énumérés à l'article R 442-13 a) du Code de l'Urbanisme,
- que soit certifiée l'exécution des prescriptions imposées par l'arrêté susvisé, exception faite des travaux de finition,

Vu l'engagement du demandeur de terminer lesdits travaux avant le 31 décembre 2016,

Vu l'attestation de Maître Jacques KERBAUL, Notaire à Landerneau (29) qu'une somme de 45 000 € correspondant aux coûts desdits travaux sera consignée en compte bloqué dès encaissement des prix à provenir des ventes,

Considérant que les prescriptions imposées par l'arrêté d'autorisation de lotir sont exécutées à l'exception des travaux de finition.

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup> :

Monsieur Eric MONNIER agissant pour le compte de ELORN FONCIER est autorisé à procéder à la vente des terrains compris dans le lotissement susvisé, avant d'avoir exécuté les travaux de finition prescrits par l'arrêté d'autorisation de lotir.

### Article 2 :

Les travaux de finition, visés par le présent arrêté devront être achevés au plus tard le 31 décembre 2016.

### Article 3 :

Le présent arrêté tient lieu de certificat prévu par l'article R 442-13 a, certifiant que les prescriptions imposées par l'arrêté d'autorisation de lotir sont exécutées à l'exception des travaux de finition.

Des permis de construire pourront être délivrés pour des projets conformes aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation de lotir.

### Article 4 :

Une somme de 45 000 € est bloquée en l'étude de Maître KERBAUL, Notaire à Landerneau, représentant le montant des travaux de finitions restant à réaliser.

### Article 5 :

Le déblocage des fonds consignés sera autorisé à l'achèvement de la totalité des travaux.

Fait à Trémaouézan, le 9 octobre 2014



Maire  
René LE GUEN

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales.



GEOMAT  
6, rue de la Mairie, BP 734 29207 LANDERNEAU Cédex  
Tél : 02.98.85.04.96 Fax : 02.98.85.22.98

N° 02 SD  
(2013)

## COMMUNE DE TREMAOUEZAN

Annexé à la minute d'un acte reçu

par le Notaire Associé

Soussigné, le 14 octobre 2014

### Lotissement « Les Courlis »

#### ATTESTATION DU MONTANT DES TRAVAUX DE 2<sup>ème</sup> PHASE RESTANT A REALISER

- Entreprise TALEC :	15 817, 58 € H.T
- Entreprise GTIE :	2 560, 00 € H.T
TOTAL TRAVAUX H.T.	18 377, 58 € H.T.
T.V.A 20, 0%	3 675, 52 €
TOTAL T.T.C.	22 053, 10 € T.T.C

*Nota :* Ces montants ne prennent pas en compte l'éventuelle actualisation et/ou révision des prix en fonction des indices TP01, TP09 pour les travaux.

Fait à LANDERNEAU, le 11 Septembre 2014

GEOMAT  
SELAS DE GEOMETRES - EXPERTS  
au capital de 1 000 000 €  
6 Rue de la Mairie  
BP 734 - 29207 LANDERNEAU Cédex  
02 98 85 04 96 - Fax 02 98 85 22 98  
RCS RENNES 542 444 542

**CERTIFICAT D'IDENTITE**

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête et à la suite de leur nom lui a été régulièrement justifiée

Le soussigné, Maître Jacques KERBAUL notaire à LANDERNEAU, certifie la présente copie hypothécaire conforme à la minute et à la copie authentique destinée à recevoir la mention de publicité, sans renvoi, ni mot nul, ledit document établi sur cent quarante-quatre pages.

A LANDERNEAU, le 10 Mars 2014.

